

Sources

- Communes genevoises, Ville et Etat de Genève
- Brochure «Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale», IUED, 1996/97 et 1998
- Annuaire Suisse Tiers-Monde, 2001, IUED
- Service de surveillance financière des communes, DIAE
- Brochure «Solidarité Genève Sud», FGC, édition 1996
- Associations membres de la FGC

Conception et réalisation graphique

CarpeDiem - Céline Mahler 022 344 45 80

Coordination

Anne-Marie Lopez-Riat

Résumé et traduction anglaise

Gail Hunter et Brian Mac Call

Corrections

Jacqueline Dubedout

Crédit photographique

Les associations porteuses des projets concernés

Impression

Imprimerie Nationale, Genève

Tirage

4'000 exemplaires sur papier blanchi sans chlore,
sans azurant optique et sans bois

Novembre 2001



Fédération genevoise de coopération (FGC)
Rue Amat 6 Case postale 6 1211 Genève 21
Tél. (022) 738 04 88 Fax (022) 738 59 59
E-mail: secretariat@fgc.ch Site internet: www.fgc.ch

Solidarité Genève Sud



Fédération genevoise de coopération

L'édition de cette brochure qui paraît tous les cinq ans est le résultat d'une collaboration fructueuse entre la Fédération genevoise de coopération et ses différents partenaires et bailleurs de fonds.

Nous **remercions**:

- les **partenaires du Sud** pour leurs témoignages
- la **Direction du développement et de la coopération** (DDC)
- l'**Etat de Genève**
Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales
- la **Ville de Genève**
Département municipal des affaires sociales, des écoles et de l'environnement
- les **communes genevoises**
dont les données constituent l'essentiel de ce document
- l'**Association des communes genevoises**
- les nombreuses personnes qui sont intervenues dans la réalisation de cette publication:
membres des instances et personnel du **secrétariat de la FGC** ainsi que les **associations membres** (voir liste en fin de brochure).

Les articles, sauf autrement spécifiés, ont été rédigés par Giorgio Giovannini, Marc Hinterberger et Yann Fridez dans le cadre de leur affectation au Service civil à la FGC.

Première partie

Avant-propos	• O. Labarthe, président Commission d'information FGC	5
Editorial	• J.-P. Gontard, président de la FGC	7
La parole au Canton	• C. Lamprecht, conseiller d'Etat, Département de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures	8
La parole à la Ville	• M. Tornare, maire, président de la Délégation à la Coopération	9
La parole à la DDC	• W. Fust, directeur de la DDC	11
La parole aux Suds	• M. Cissé, maire de Maréna Djombougou, Mali • P. Trujillo, directrice d'Enda-Amérique latine, Colombie • S. Kanat Kumar Sinha, directeur de Bal Sakha, Inde	13 14 15
La parole aux Nord	• L. Cataldi, Déclaration de Berne - OMC: les enjeux pour les pays en développement • C. Schümperli Younossian, IUED - le commerce équitable • R. Cadotsch, Jardins de cocagne - la souveraineté alimentaire • D. Froidevaux, COTMEC - le désendettement des pays en développement	16 17 19 21
La parole à la FGC	• Présentation de la FGC • A. Droin, Genève tiers-monde - Les enjeux du 0.7% • Le bénévolat: témoignages	24 26 27
Summary translation for readers using English		29

Deuxième partie

Participation des collectivités publiques genevoises à la solidarité internationale en 2000	39
• Avis au lecteur	40
• Liste des pays bénéficiaires selon les critères de l'OCDE en 2000	41
Communes genevoises	42 à 137
Avec des articles sur les projets suivants :	
• Développement des activités de l'Union des coopératives de Guidimakha en Mauritanie	
• L'aide des Bernésiens aux communautés autochtones de l'Amazonie brésilienne	
• Santé, prévention du sida et promotion féminine au Yatenga, Burkina Faso	
• Programme de prévention du sida à Cochabamba en Bolivie	
• Briser l'impunité des auteurs de crimes d'enfants et d'adolescents au Brésil	
• Femmes et santé en République dominicaine	
• Ecoles rurales promotrices du développement local à Tabanco au Pérou	
• Education d'adultes en faveur des femmes en Colombie	
• Programme de développement communautaire urbain à Jessore, Bangladesh	
• Création de caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel, Sénégal	
• Dix années de soutien à un projet de développement rural au Sénégal	
• Programme de développement agricole et de renforcement socio-organisationnel en Haïti	
Et l'opinion d'une citoyenne sur le 0.7% :	
• Aide au développement: 0.7%, une nécessité pour tous	
Ville de Genève	138 à 144
• Coopérer, c'est se battre ensemble pour un autre monde	
• Des bibliothèques accessibles à tous au Pérou	
Etat de Genève	145 à 154
• Cycle de films sur le développement social	
• Guerre: entre les rideaux des femmes contre la violence au Venezuela	
• Colombie: Quand «jeune» n'est plus synonyme de «hors-la-loi»!	
Graphique: évolution des contributions genevoises de 1994 à 2000	155
Répartition par continent des financements FGC et origine des crédits (1996-2000)	155
Tableau récapitulatif des contributions des collectivités publiques (1990, 1995 et 2000)	156
Carte: pourcentage des dépenses communales attribué à l'aide aux pays en développement	157
Liste des associations membres	158

Pour la quatrième fois, la Fédération genevoise de coopération (FGC) présente le bilan de l'engagement des collectivités publiques genevoises en faveur de la solidarité internationale. Cette nouvelle brochure expose les données pour l'année 2000 et reflète l'évolution des crédits pour les cinq dernières années.

En terme d'engagement moral, le bilan est très positif car il vient de se conclure par l'adoption d'une loi qui fixe à 0.7% la part du budget de fonctionnement que l'Etat de Genève entend consacrer à l'aide au développement. Nous nous devons de saluer cet effort important de solidarité qui se manifeste également à la Ville de Genève et dans une dizaine de communes. Lorsque les législatifs inscrivent dans la loi de telles décisions, c'est l'aboutissement de tout un travail de conscientisation mené par de nombreuses associations depuis de nombreuses années. Dans ce sens, il n'est guère étonnant que l'engagement financier des collectivités publiques ait régulièrement augmenté durant ces dernières années. Il convient ici de remercier les conseillères et conseillers municipaux, les conseillères et conseillers administratifs, les député-e-s au Grand Conseil et les conseillères et conseillers d'Etat qui ont eu à cœur que Genève s'engage d'une manière décisive au service de la solidarité.

Par ailleurs, il est important de préciser que la plupart des projets soutenus par les collectivités publiques genevoises à travers la FGC se réalisent grâce à un apport de la Confédération (Direction du développement et de la coopération, DDC). En effet, pour promouvoir la solidarité avec les pays en développement, la DDC finance à 50% des projets présentés par la FGC pour autant que les collectivités publiques genevoises assument l'autre partie du financement.

L'établissement d'un tel inventaire n'est pas aisé à réaliser, et, sans la collaboration des communes, il serait impossible. En règle générale, les communes ont joué le jeu et ont fourni sans difficultés les informations demandées; qu'elles en soient remerciées. Toutefois, quelques rares communes n'ont pas souhaité nous communiquer toutes les données les concernant. Par souci de transparence, nous avons décidé de publier toutes les informations pour toutes les communes. Il nous paraît extrêmement important que chaque citoyenne et citoyen puisse prendre la mesure de l'engagement solidaire de sa commune.

Le champ de la solidarité Nord-Sud s'étend à toutes les questions relatives au mal-développement de notre planète. La présente brochure décrit plus en détail quelques projets proposés par des partenaires du Sud. Ils concernent les domaines de l'environnement, du développement rural et de l'emploi, ainsi que

ceux de la formation et de la santé. Pour renouveler au sein de la population genevoise l'intérêt pour les questions de développement durable, divers projets d'information sont également financés par les collectivités publiques, qu'il s'agisse d'animations, de publications ou de cycles de films.

La première partie de la brochure «Solidarité Genève Sud» est consacrée, entre autres, à quelques grandes questions d'actualité. La Commission d'information de la FGC, soucieuse de son rôle de plate-forme d'échanges d'idées et de dialogue, a voulu, en premier lieu, donner la parole à des acteurs du développement du Sud. Chacun à sa manière a exprimé ce qui lui tenait à cœur aujourd'hui.

La parole accordée à des acteurs du développement du Nord se donne comme en écho, reprend parfois quelques thèmes, s'arrête sur la nécessité d'un commerce équitable et sur l'indispensable désendettement des pays en développement. Ce regard sur le présent est complété par une réflexion sur les enjeux du 0,7%. En cette année internationale du volontariat, il nous a, également, semblé intéressant de sonder quelques membres de la FGC sur les raisons de leur engagement.

La brochure «Solidarité Genève Sud» est une importante source d'information, également de comparaison et surtout de stimulation.

Elle permet, en outre, de constater le foisonnement et la diversité incroyable de la vie associative genevoise. Celle-ci représente des dizaines de milliers d'habitantes et d'habitants qui militent pour permettre aux populations des pays en développement d'améliorer leurs conditions de vie et de prendre leur place de citoyen et citoyenne à part entière.

Voilà en résumé ce que vous trouverez dans la nouvelle brochure «Solidarité Genève Sud: Participation des collectivités publiques genevoises à la solidarité internationale», édition 2001.

Nous vous en souhaitons bonne lecture!

Jean-Pierre Gontard, président de la
Fédération genevoise de coopération

La fin du chacun pour soi

Une récente enquête d'opinion affirme que «les Genevois, dans leur majorité, se préoccupent moins des grands problèmes de ce temps que de leur qualité de vie». Que penser de cette affirmation? Doit-elle vraiment être prise au sérieux? Les faits semblent démontrer le contraire.

Les Genevois, et peut-être plus encore leurs représentants élus, manifestent un intérêt de plus en plus grand pour «les grands problèmes de ce temps». Les Genevois s'inquiètent face aux injustices. Beaucoup d'entre eux passent à l'action! Nous assistons donc au déclin du chacun pour soi. Il n'est que de lire cette nouvelle brochure consacrée à la coopération internationale des collectivités genevoises pour s'en rendre compte. La quasi-totalité d'entre elles, soit en profitant de la compétence et de l'expérience de la Fédération genevoise de coopération, soit en collaborant à d'autres projets, consacre une partie de ses ressources à promouvoir plus de justice.

Genève fait un remarquable effort en matière de solidarité. En 2000, le Conseil administratif de la Ville de Genève, s'est fixé comme objectif, d'ici à 2003, de consacrer 0.7% de son budget de fonctionnement à la solidarité internationale.

Un bond formidable vient d'être effectué, cet automne, par le Canton de Genève. En effet, ses députés viennent de voter une loi qui fixe à 0,7% de son budget de fonctionnement le montant pour l'aide au développement, la promotion de la paix, la défense des droits sociaux et de la personne.

Les communes genevoises, quant à elles, ne sont pas en reste puisqu'une dizaine d'entre elles consacrent déjà 0.7% de leurs dépenses aux pays en développement.

A Genève, c'est aussi la fin du chacun pour soi en matière d'environnement et de droits de la personne. Non seulement de nombreuses associations travaillent avec conviction et compétences, mais les collectivités publiques leur donnent de plus en plus de moyens pour réaliser leurs programmes et pour informer le public genevois.

Souhaitons que la prochaine brochure, dans cinq ans, illustrera les efforts concrets des Genevois dans les trois domaines indissociables: la solidarité nationale et internationale, l'environnement et les droits de la personne. Peut-être même que le projet de regrouper ces domaines en trois fédérations stimulera la collaboration avec toutes les communes genevoises. Nous ferions ainsi la preuve que l'enquête publique fait erreur quand elle affirme que «les Genevois dans leur majorité se préoccupent moins des grands problèmes de leur temps que de la qualité de leur vie».

La parole au Canton de Genève

Carlo Lamprecht, conseiller d'Etat,
Département de l'économie, de l'emploi
et des affaires extérieures

Solidarité Nord-Sud

Nous sommes tous conscients des inégalités qui se creusent entre le monde des nantis, dont nous faisons partie, et celui des plus défavorisés. Et nous devons tout faire pour tenter d'y remédier.

Même si Genève peut se targuer d'être, en matière de coopération au développement, le canton le plus généreux de Suisse, il peut faire encore davantage pour tendre, comme le proposent nos députés, à consacrer 0,7% du budget de fonctionnement à la solidarité internationale.

Mais pour que cette solidarité se manifeste pleinement, il ne suffit pas seulement de porter la main au porte-monnaie. Car, on le sait, l'élan du cœur n'est pas toujours garant de la réussite d'un projet. L'aide à la coopération n'a d'utilité que si elle est allouée de façon adéquate et équitable, selon les besoins, en fonction de projets viables qui permettent aux populations locales de prendre en main leur propre destin. Elle n'a de sens que si elle s'accompagne, ici, d'une prise de conscience, face aux déséquilibres qui se creusent entre le Nord et le Sud et aux enjeux, liés au développement durable.

Autant dire que la question de la solidarité internationale de Genève ne peut être abordée uniquement sous l'angle quantitatif, mais doit s'accompagner d'une réflexion en termes de qualité et d'efficacité.

Car la notion même de coopération au développement a beaucoup évolué depuis que le Canton de Genève dispose d'un montant annuel à cet effet. Cela remonte à 1962. Les critères définis pour l'octroi d'une aide méritent d'être revus, élargis, redéfinis. De même, nous devons davantage prendre en compte l'importance croissante des ONG qui se font les porte-parole de la société civile.

C'est pourquoi il nous faut encore travailler, avec tous les acteurs concernés, à inscrire notre action dans le cadre d'une politique active, cohérente et transparente. Pour que le courant de la solidarité passe effectivement du Nord au Sud et que s'établissent en sens inverse de nouvelles connections, porteuses d'espoir.

La parole à la Ville de Genève

Pour le Conseil administratif:
Manuel Tornare, maire, président de la
Délégation à la coopération

Solidarité internationale et lutte contre la pauvreté

La réflexion du Conseil administratif de la Ville de Genève en matière de coopération et d'aide humanitaire pourrait se résumer à cette question: la Ville doit-elle limiter son action à des mesures d'appoint et de soutien aux diverses organisations actives sur le terrain, dont la Fédération genevoise de coopération, bien sûr, ou devons-nous réfléchir à de nouvelles tâches ?

A cet égard, notre attention s'est portée sur trois phénomènes:

- l'émergence des villes comme nouveaux acteurs de la coopération;
- la nécessité de former à la vie internationale de nouveaux acteurs issus de structures qui ne sont pas rompues à la négociation internationale;
- la priorité à mettre dans la lutte contre la pauvreté en milieux urbains.

C'est dans cet esprit que Genève, avec la ville de Divonne et le soutien de la région Rhône-Alpes, s'est portée candidate pour accueillir le secrétariat de la future ONU des villes. De même, nous avons mis en place un Fonds international de solidarité des villes contre la pauvreté.

Dans les deux cas, nous n'envisageons pas de créer une énième structure mais bien de proposer un outil concret au service de la solidarité internationale et de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. L'objectif est de mettre en place un réseau d'échanges, porteur de projets qui soient profitables aussi bien aux villes du Sud qu'à celles du Nord. Ces nouveaux objectifs de coopération tiennent davantage compte des énergies et des capacités locales que ne le font certaines formes de coopération développées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ces options ont été prises dans le cadre de la nouvelle Délégation du Conseil administratif à la coopération qui entend assurer ainsi une meilleure lisibilité de la politique de la Ville et une meilleure adéquation avec ses objectifs politiques locaux. C'est pour cela que nous allons nous concentrer dans les domaines où nous avons des compétences particulières et où nous avons acquis des savoir-faire. Mais nous n'entendons pas mener à bien cette politique en prétendant nos partenaires réguliers. C'est ainsi que la Ville entend augmenter sensiblement sa contribution financière dans ce domaine.

Nous pourrions ainsi poursuivre notre collaboration traditionnelle avec la Fédération genevoise de coopération. Nous comptons sur son expérience, notamment, pour nous permettre d'établir des liens avec des villes partenaires dans le Sud, des

liens efficaces, avec des entités de confiance. Et les projets décrits dans cette publication sont bien le signe de cette richesse de la Fédération.

Nous avons chacun des atouts à faire valoir, des compétences spécifiques et des synergies à développer. La coopération et l'aide humanitaire ne sauraient se satisfaire de querelles de clochers.

Nous ne sommes qu'un trait d'union entre des villes et des régions aux développements inégaux. Certains estiment d'ailleurs que nous devrions d'abord changer les mentalités chez nous pour développer des relations plus justes et plus respectueuses des diversités entre le Nord et le Sud. Sachons coopérer avec celles et ceux qui cherchent à établir un véritable dialogue pour améliorer la situation de la planète.

Nous le proclamons avec force, enthousiasme et disponibilité: chacun a son rôle à jouer là où il est et la Ville de Genève entend bien poursuivre le sien.

Walter Fust, directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

Partenariat avec les fédérations cantonales de coopération

Dans la stratégie 2010 de la DDC, la solidarité, valeur traditionnelle suisse, occupe une place importante; c'est ainsi que dans l'orientation de ses activités, la DDC entend renforcer ses alliances et partenariats de même que la mise en réseau des partenaires. L'intensification des contacts avec l'économie privée et avec les organisations de la société civile, par l'instauration de nouvelles formes de dialogue, constitue une préoccupation majeure pour la DDC. En effet, elle considère qu'une étroite collaboration avec la société civile, et les ONG en particulier, est une condition indispensable pour que la coopération internationale de la Suisse bénéficie d'un ancrage profond auprès de la population suisse.

Vu la multiplicité et la diversité des acteurs de la société civile, la DDC a encouragé le regroupement de ceux-ci en fédérations cantonales afin que la coopération avec des organisations partenaires réponde au souci d'une meilleure cohérence, d'efficacité et de crédibilité. Regroupées ainsi en fédérations, les associations locales deviennent des interlocuteurs des pouvoirs publics, avec qui elles peuvent développer un dialogue continu sur des thèmes touchant les questions de politique de développement ainsi que sur les principes de la solidarité. Ce regroupement ne saurait toutefois se faire au détriment de l'autonomie et de la spécificité des membres qui composent ces fédérations.

Le renforcement des fédérations cantonales permet en outre à la DDC de déléguer localement la gestion de contributions des divers acteurs de la coopération. Les fédérations genevoises et vaudoises - les plus anciennes - sont un lieu où les associations professionnelles et non professionnelles peuvent se retrouver et échanger expérience et formation avec ainsi un enrichissement mutuel. La DDC reconnaît à sa juste valeur le travail de sensibilisation sur les questions Nord-Sud que font ces multiples associations locales, facteur important pour l'ancrage de la coopération au développement dans des couches diverses de la population. Aussi, elle apprécie la contribution que celles-ci apportent - grâce notamment à l'expérience acquise par des activités de terrain - à une meilleure compréhension de la population suisse pour d'autres cultures et la conscience de l'interdépendance globale entre pays et peuples.

La DDC entend intensifier le dialogue avec les fédérations, notamment sur des thèmes centraux pour le développement, tels que la justice sociale, la bonne gouvernance, le rôle de l'Etat et de la société civile, les droits de l'homme et la démocratisation. Elle encourage les fédérations et ses membres à adopter des

approches et des processus innovateurs afin de diversifier les possibilités de développement. Enfin, elle souhaite que les fédérations poursuivent leurs efforts dans le domaine de la formation, élément stratégique pour la consolidation interne des fédérations et des membres qui les composent. En effet, la formation contribue à la cohésion accrue entre membres, améliore la communication et l'information à l'intérieur de l'organisation, renforce la capacité gestionnaire des membres et permet finalement de hausser la qualité du travail.

Moussa Cissé, maire de la commune de **Maréna Djombougou** (Mali), partenaire de **Jardins de cocagne** pour le projet «Programme de formation des élus locaux des communes rurales du Diombougou, Kayes, Mali»¹

La voix d'un partenaire en Afrique

Avant de rentrer dans le détail des différentes attentes que nous avons vis-à-vis de nos partenaires du Nord, il convient de vous présenter quelque peu ma commune et notre démarche.

L'objectif pour moi est de vous retracer brièvement la mise en place d'un processus de concertation qui associe la commune rurale de Maréna Djombougou, ses ressortissants émigrés en France et nos partenaires, qui travaillent ensemble pour le développement local. Ceci s'explique par les changements récents qui ont eu lieu dans ces deux espaces, à savoir l'application d'une politique de décentralisation et la création de communes au Mali. Ces nouvelles entités institutionnelles se présentent désormais comme des interlocuteurs incontournables de tout projet de développement. Pour autant, au Nord, il ne s'agissait pas d'oublier les associations de développement des migrants. A partir de là, migrants, élus communaux et partenaires animés du même objectif de développement local se sont posé la question suivante : comment travailler ensemble ?

La solution trouvée résiderait dans la notion de **partenariat**, laquelle associe synergie, complémentarité et respect mutuel. En effet, ce qui doit animer le processus est la certitude partagée que chaque acteur détient une part de vérité et des informations importantes en vue de la réalisation optimale d'actions de développement. La concertation doit être le moteur et chacun doit l'alimenter sans pour autant renier sa raison d'être. Ainsi, les déséquilibres financiers et en matière de développement qui existent entre le Nord et le Sud ne doivent pas se retranscrire dans la démarche entreprise de coopération. Autrement dit, la hiérarchie financière qui relève d'une réalité difficilement dépassable ne doit pas entraîner de hiérarchie institutionnelle.

En ce sens, nos principales attentes quant à l'intervention d'éventuels partenaires du Nord sont essentiellement liées à la mise en pratique des décisions communales ou collectives, fruits d'un partenariat. Il s'agit d'apports méthodologiques et techniques sur des questions telles que :

- la démarche de planification, ses enjeux, ses instruments,
- des éléments de compréhension des stratégies suivies par différents acteurs,
- les méthodes de base de gestion de projet
- la recherche de financements (partenariat financier, montage financier et élaboration de budget),
- la compréhension et l'utilisation des différents outils de communication.

¹ Projet soutenu par la DDC et la Ville de Genève

Pilar Trujillo, directrice d'**Environnement & Développement - Amérique latine {Enda}**, Bogota, partenaire de **Genève tiers-monde** pour le projet «Gestion communautaire de l'environnement en milieu urbain, Bogota, Colombie»¹

La voix d'un partenaire en Amérique latine : La coopération au développement, une construction permanente !

En Colombie, comme dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, les secteurs populaires et les classes moyennes ont supporté historiquement l'imposition de modèles de développement qui ont appauvri ses conditions de vie et augmenté son exclusion politique, sociale et économique.

La coopération au développement, canalisée à travers la société civile, est devenue une opportunité - quasi unique - de construire des alternatives et de faire face au présent à partir de propositions pensées par elle et pour elle.

Ainsi les organisations et acteurs plus sensibles à cette réalité dans les pays du Nord sont, en pratique, des alliés solidaires.

Les problèmes et les organisations dans le Sud sont multiples et différents tout comme ils le sont également dans le Nord. Le regard sur nous n'est pas homogène, chaque organisation a ses objectifs, ses domaines privilégiés, ses points de vue, ses méthodes, ses types de relations avec le Sud. Ils ont été changeants pendant l'histoire, découlant parfois d'études sérieuses, parfois de modes qui prennent une importance fugace et ensuite se dissipent.

L'ensemble des propositions synergiques qui se construit déjà dans le Nord est intéressant pour éviter la dispersion et établir des politiques plus cohérentes.

Sans aucun doute, il faut se concerter non seulement dans le Nord mais **AVEC** le Sud dans la recherche de processus plus permanents et qualifiés. Les processus de démocratisation sont nécessaires dans la prise de décisions qui affectent le Sud. Le défi, aujourd'hui, c'est de construire des relations non-autoritaires et dépasser les liens exclusivement financiers; chemin qui, fort heureusement, a déjà été emprunté.

Dans le cas colombien, nous avons besoin d'être vu au-delà du narcotrafic et de la guerre: il est nécessaire de rendre visibles et d'appuyer les nombreuses initiatives impulsées par les secteurs populaires dans la construction de la démocratie, la citoyenneté à part entière et tout spécialement dans la promotion de la paix.

¹ Projet soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève ainsi que par Carouge, Lancy et Plan-les-Ouates.

Sanat Kumar Sinha, directeur de **Bal Sakha**, partenaire de **Terre des hommes Suisse-Genève** pour le projet «Non coupables! Soutien aux enfants de la rue ou en conflit avec la loi, Patna, Etat du Bihar, Inde»¹

La voix d'un partenaire en Asie : Coopération Nord-Sud

Le fossé entre pays industrialisés et pays en développement se creuse à l'ère des nouvelles technologies. La coopération Nord-Sud est plus que jamais nécessaire pour permettre aux pays pauvres de mettre en valeur leurs ressources et surtout pour favoriser une répartition plus équitable de leurs ressources.

Les nouvelles technologies devraient renforcer l'efficacité de la coopération dans quelques domaines prioritaires. Mais le préalable à toute coopération réside dans une gestion plus rigoureuse et transparente des flux financiers de l'aide pour le bénéfice réel des populations les plus vulnérables.

En Inde, l'éducation et la santé de proximité restent les deux priorités absolues. La situation la plus critique concerne les femmes et les enfants en milieu rural: la mortalité infantile des filles est très élevée et l'alphabétisation des femmes très faible. Aucun programme gouvernemental ne s'attaque en profondeur à ces problèmes qui requièrent de conceptualiser puis de rendre opérationnelle une intervention sociale à grande échelle, mais décentralisée. Un programme d'immunisation contre les épidémies devrait combattre la recrudescence de la mortalité en milieu rural. Les programmes existants sont trop lents et peu systématiques, et la majorité de la population n'a pas accès aux médicaments coûteux. L'absence d'eau potable en milieu rural comme dans les énormes bidonvilles à la périphérie des villes expose la population indienne à des épidémies chroniques. Le transfert de technologies appropriées permettrait de valoriser le potentiel de la médecine traditionnelle et des herbes médicinales à l'échelle de l'Inde rurale. Cette pharmacopée serait accessible à tous et ne produirait pas d'effets indésirables en termes économiques et financiers.

La campagne n'est pas dépourvue de terres arables, de systèmes d'irrigation et de main-d'œuvre. Le problème est la faiblesse du retour sur l'investissement. L'agriculture contribue peu à la richesse nationale en raison de sa faible productivité. Des millions de villages survivent à peine de leurs cultures traditionnelles de subsistance. Le choix approprié de nouvelles variétés et de techniques agricoles plus rentables pourrait avoir un impact décisif.

L'artisanat et la petite industrie en milieu rural ont été négligés. L'Inde regorge pourtant de savoir-faire locaux et leur mise en valeur diversifierait la production nationale tout en ralentissant les migrations des ruraux.

La coopération Nord-Sud devrait contribuer à faire respecter partout les droits fondamentaux de l'individu et promouvoir le concept de fraternité universelle.

Résumé et traduit par Loredana Marchetti-Régnier, Terre des hommes Suisse-Genève

¹ Projet soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève

Lara Cataldi, Déclaration de Berne,
membre de la Commission d'information
de la FGC

La voix aux associations membres OMC : les revendications des pays en développement ¹

«Il y a un déficit de développement. La marginalisation de nombreux pays en développement dans l'économie globale l'atteste. ...Nous qualifions la situation de décourageante, embarrassante, démoralisante et même de déprimante.» déclarait fin juillet 2001 le délégué de Malaisie en référence à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC au Qatar. Cette phrase aurait pu être prononcée par la majorité des pays en développement membres de l'OMC.

Alors que les pays pauvres réclament avec force une révision des accords de l'OMC, les pays industrialisés, dont la Suisse, soutenus par le secrétariat de l'OMC font campagne pour une libéralisation accrue du commerce mondial. La majorité des pays en développement - rejointe par de nombreuses organisations non gouvernementales dont la coordination Suisse-OMC- s'oppose à cette nouvelle fuite en avant. Les inégalités inhérentes aux accords issus du cycle d'Uruguay doivent être corrigées avant que de nouveaux secteurs soient intégrés à l'OMC. Ainsi:

- 1) En matière d'agriculture, les produits agricoles du Sud se trouvent aujourd'hui en concurrence avec des produits subsidiés du Nord provoquant de graves problèmes en matière de sécurité alimentaire et d'accès au marché.
- 2) Les exportateurs des pays en développement rencontrent de nombreux problèmes liés au manque de ressources et de compétences pour se conformer aux réglementations sanitaires et techniques des pays du Nord. Sans assistance technique, il leur est pratiquement impossible d'exporter.
- 3) L'Accord sur la propriété intellectuelle impose un déséquilibre total entre la protection du détenteur de brevet et le droit des usagers, notamment le droit de chacun de jouir des bienfaits des progrès scientifiques. Les brevets constituent, par exemple un obstacle majeur à l'accès aux médicaments. Ils protègent en outre l'avance technologique occidentale en empêchant l'essor des pays les moins avancés.

Ces problèmes ne constituent que la pointe de l'iceberg. On pourrait encore citer les difficultés de mise en œuvre et les déséquilibres inhérents aux accords concernant: les investissements, les services, les textiles, etc.

En 2001 l'OMC se retrouve face aux mêmes critiques qu'en 1999 à Seattle: dans la pratique, son processus de décision est fortement biaisé en faveur des pays industrialisés et son fonctionnement reste profondément antidémocratique. C'est pourquoi la majorité des organisations non-gouvernementales - regroupées en Suisse dans la Coordination Suisse-OMC- soutiennent les revendications des pays les plus pauvres et demandent une réforme en profondeur de l'OMC.

¹ Cet article est basé sur les travaux de la Coordination Suisse-OMC: www.swisscoalition

Catherine Schümperli Younossian,
chargée de recherche à l'Institut
universitaire d'études du
développement et membre de la
Commission d'information de la FGC

La voix aux associations membres Commerce équitable et codes de conduite pour les entreprises Pour une consommation citoyenne

Au début des années 70, le commerce équitable est né de la prise de conscience du caractère inégal des échanges. En poussant la porte des premiers Magasins du Monde, on se retrouvait dans de petites échoppes où fleurissaient bon les épices, le thé et le café et dans lesquelles était présentée une petite gamme d'artisanat. Le mouvement s'est développé et compte à ce jour plus de 2700 magasins du monde dans 18 pays européens.

Depuis l'initiative de la Fondation Max Havelaar aux Pays-Bas en 1988, certaines denrées alimentaires (café, cacao, thé, banane, miel, etc.) produites selon les critères sociaux et environnementaux sont disponibles dans les réseaux classiques de la distribution. Actuellement, plus de 43 000 supermarchés européens proposent des produits labellisés par le commerce équitable.

La part du commerce équitable est insignifiante comparativement à l'ensemble du commerce mondial, mais son importance grandit, ainsi que la diversité des produits répondant à ces critères. En 2000, le commerce équitable au niveau européen atteint un chiffre d'affaires annuel au détail de plus de 390 millions de francs suisses (260 millions d'écus), alors qu'il était de 300 millions de francs (200 millions d'écus) en 1995, ce qui correspond à un taux de croissance de 30% en cinq ans. Le succès du commerce équitable s'explique par la valeur ajoutée «Solidarité» à laquelle une partie des consommateurs est de plus en plus sensibilisée. L'acheteur souhaite des garanties concernant la qualité du produit, mais également les conditions dans lesquelles il a été fabriqué ou cultivé, tant d'un point de vue social qu'écologique.

Plus récemment, des initiatives d'ONG ont été lancées dans le but de combattre l'exploitation des travailleurs ou le travail des enfants. Ces campagnes de pression sur les entreprises s'appuient largement sur la capacité de mobilisation des consommateurs, comme en témoigne la campagne Clean Clothes conduite au niveau européen, répercutée en Suisse également. Un des objectifs recherchés est l'acceptation d'un code de conduite s'appliquant à l'entreprise, ses filiales et ses sous-traitants.

Ainsi, nombreuses sont les initiatives qui visent à soutenir les producteurs marginalisés des pays du Sud, à faire respecter les droits des travailleurs ou encore à

encourager une production respectueuse de l'environnement. Le commerce équitable, la promotion des labels écologiques et sociaux, ainsi que l'introduction de codes de conduite tentent d'humaniser le commerce mondial afin d'en faire profiter mieux les acteurs les plus faibles, de favoriser la préservation des ressources naturelles et d'encourager des choix de consommation responsables.

Une consommation «citoyenne» est un élément clé pour un développement durable, au Sud comme au Nord.

Pour en savoir plus: «Le Commerce durable - Vers de plus justes pratiques commerciales entre le Nord et le Sud», sous la direction de Claude Auroi et Catherine Schümperli Younossian, Préface Fernand Cuhe, IUED, juin 2001, 352 pages.

Ce livre a été publié grâce à l'appui financier de l'Etat de Genève, via la Fédération genevoise de coopération.

Reto Cadotsch, Jardins de cocagne,
ancien membre de la Commission
technique de la FGC

La voix aux associations membres Les Jardins de cocagne et la souveraineté alimentaire

Dans le monde, 700 millions de paysans travaillent toujours à la main, 700 millions ont accès à la traction animale et seulement 2,15% ou 30 millions des agriculteurs sont motorisés.

Le rapport de productivité entre les agricultures les moins et les plus productives du monde, qui était de 1 pour 10 en 1900, est aujourd'hui de 1 pour 1000.

Qu'y a-t-il de commun entre le paysan malien qui produit 10 quintaux de céréales par an, et le paysan suisse qui peut en produire 10 000 ?

Pourtant, avec la mondialisation des échanges sous la férule de l'OMC, s'organise à marche forcée et extrêmement violente, la «libre» concurrence de toutes les agricultures.

La conséquence de cette politique est une spécialisation de la production à l'échelle de la planète au bénéfice des régions qui peuvent exporter le moins cher, le plus souvent à coup de subventions directes et indirectes.

Elle met en pièces les volontés de souveraineté alimentaire des autres régions, détruit l'équilibre ville-campagne en poussant à l'exode vers des bidonvilles sans emploi de larges portions de la paysannerie. Comment éviter des famines, des guerres et la destruction des écosystèmes dans le monde entier sans le développement des agricultures régionales avec ces paysans ?

La lutte pour la souveraineté alimentaire comprend le droit de se nourrir comme un droit fondamental de l'homme et d'une région d'organiser son agriculture selon ses propres besoins.

Les crises successives de l'agriculture moderne des pays du Nord, la disparition de ses paysans et l'augmentation permanente du nombre de paysans pauvres dans les pays du Sud montrent que tout projet basé uniquement sur le progrès technique et le profit économique mais dépourvu de projet politique, social et culturel, est voué à l'échec.

Le modèle de production industrielle est celui du passé alors que le modèle porteur d'avenir est la production paysanne durable.

Dans les pays du Sud, cette lutte pour la souveraineté alimentaire est devenue une question de survie pour tous les paysans. Chez nous, il s'agit de redonner à notre agriculture son projet initial de produire des aliments de base pour les habitants de la région et de respecter le droit des paysans des autres régions à vivre de leur agriculture.

La coopérative de producteurs et de consommateurs de légumes biologiques, les Jardins de cocagne, pratiquent depuis plus de vingt ans une agriculture contractuelle de proximité entre quatre jardiniers et quatre cents familles membres. Elle exprime sa solidarité avec les paysans du Sud en soutenant depuis plus de quinze ans le renforcement des organisations paysannes dans la région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie. Les Jardins de cocagne sont actifs dans différentes organisations paysannes (Uniterre, Via Campesina) qui développent un nouveau regard politique et social sur la production et l'échange alimentaire dans le Nord et dans le Sud.

Dominique Froidevaux, Commission tiers-monde de l'Eglise catholique (COTMEC)

La voix aux associations membres Une responsabilité pour la FGC : contribuer à libérer le Sud de l'esclavage de la dette

Attachée à développer des partenariats avec le Sud, la FGC s'implique également dans les débats concernant les causes du mal-développement Nord-Sud qui sont susceptibles d'anéantir les efforts de coopération entrepris. Il en va de la cohérence de son action. La dette du Sud est au cœur de tels débats.

Le problème majeur de l'endettement extérieur du Sud est sa croissance explosive. Durant la dernière décennie, il a augmenté de 73%. En 2000, il s'élevait à 2050 milliards de \$ (dont 75% de dettes publiques). Un fardeau qui coûte aux pays du Sud plus de 200 milliards de \$ en intérêts chaque année, soit quatre fois le montant de l'aide qu'ils reçoivent¹. Entre 1980 et 2000, ces pays ont remboursé près de six fois ce qu'ils devaient.

Le tournant du millénaire a été marqué par la campagne Jubilé 2000, initiée par les Eglises et amplifiée par de nombreuses ONG non-confessionnelles. A la clé : une pétition planétaire réclamant l'annulation de la dette du Sud pour amorcer un nouveau départ. Dix-neuf millions de signatures ont été remises aux chefs d'Etat des pays les plus riches de la planète (G7). Les plus modérés, au sein de la coalition Jubilé 2000, souhaitaient faire pression afin d'obtenir l'application effective des mesures envisagées par le G7, le FMI et la Banque mondiale pour alléger le fardeau des Pays les plus pauvres très endettés (initiative PPTE). Les plus exigeants, notamment issus des ONG du Sud, jugeaient ces mesures insuffisantes et revendiquaient une annulation totale, dénonçant les pièges du processus de désendettement tel qu'il est envisagé par les pays dominants comme une forme moderne d'esclavage.

Les pays du Sud, dans leur ensemble, sont en effet toujours enchaînés au «système» de la dette. Ceux qui ne sont pas classés parmi les PPTE restent captifs de la spirale du sur-endettement pour assurer le service de leurs dettes antérieures. Quant aux PPTE, ils découvrent progressivement la supercherie de l'allègement dont ils devraient bénéficier : non seulement celui-ci n'est que partiel mais il se trouve assorti de «conditionnalités» directement inspirées des Programmes d'ajustement structurel (PAS). Les Etats concernés perdent ainsi toute marge d'initiative et sont obligés de libéraliser et privatiser leurs économies pour favoriser une dynamique de croissance censée résoudre leurs problèmes à long terme. Or, d'expérience, on sait que ces politiques, trop orientées vers les intérêts extérieurs, ont des effets destructeurs sur les populations locales.

L'annulation totale de la dette du Sud n'est toujours pas à l'ordre du jour des institutions internationales². Elle est pourtant réalisable puisque cette dette ne représente qu'un faible pourcentage de la dette mondiale. Pour les créanciers (Etats, institutions financières internationales et banques commerciales) l'annulation signifierait une perte minime: à peine 5% de leur portefeuille. Par contre, la libération de la dette publique est un enjeu vital pour les pays du Sud: chaque année, ils versent au titre du remboursement près de 2 à 3 fois la somme nécessaire à la satisfaction des besoins humains fondamentaux tels que définis par les Nations Unies!³

Soutenir le mouvement international en faveur d'une annulation totale est donc d'une importance cruciale. Mais cette exigence risque de rester incantatoire si elle ne s'accompagne pas d'initiatives réalisables à court terme. Parmi les plus prometteuses nous pouvons en citer brièvement trois.

1. Le programme de désendettement créatif. Initié en 1991 (700e anniversaire de la Confédération) par une pétition des œuvres suisses d'entraide, ce programme a permis d'affecter 500 millions de francs à des mesures de désendettement au profit des pays les plus pauvres. Son principe: la Suisse annule totalement ou rachète les dettes de certains pays, en échange de quoi ces derniers versent une partie des sommes dues sur un fonds de contrepartie affecté à des projets locaux, gérés en partenariat avec des représentants de la société civile. Principal avantage: ce sont les populations concernées, et non les gouvernements, qui bénéficient du désendettement⁴.

2. La promotion d'un droit international d'insolvabilité. Mis au point par un professeur de droit viennois, Kunibert Raffer, le concept de ce droit s'inspire des principes régissant les faillites: tout débiteur a droit à la garantie d'un minimum vital qui prime sur l'obligation de payer ses dettes. A l'image du droit d'insolvabilité qui protège les collectivités territoriales aux Etats-Unis, une procédure d'arbitrage pourrait être instituée au niveau international, afin de permettre une pesée équitable des intérêts entre créanciers et débiteurs. En Suisse, le Conseil fédéral s'est déclaré sceptique quant à cette proposition et manifeste peu de zèle pour soutenir un tel processus dans les enceintes internationales. Mais le débat n'est pas clos⁵.

3. Les campagnes de dénonciation des «dettes odieuses». Remise au goût du jour par les ONG sud-africaines, la notion de «dette odieuse» désigne des «dettes contractées à l'encontre des intérêts de la population du pays endetté». Il est en effet profondément injuste que les démocraties doivent honorer les dettes accumulées par des régimes dictatoriaux ou corrompus qui ont opprimé ou appauvri leurs administrés. On estime que les circuits de la corruption ont absorbé au moins 20% du total des créances allouées au Sud⁶. Les créanciers des dictatures, les corrupteurs et les institutions qui favorisent le recel des biens publics détournés ont une lourde part de responsabilité dans cette forme d'endettement⁷. Les affaires concernant

l'argent détourné par de nombreux dictateurs et déposé dans les banques suisses ont fait évoluer le débat sur la question⁸. Mais il y a encore beaucoup à faire pour que puissent se mettre en place des procédures débouchant sur des annulations de «dettes odieuses», des réparations pour les torts provoqués par les dictatures et une restitution des fonds spoliés⁹.

¹ Voir: «Les dettes freinent le développement», fact sheet, Communauté de travail, Berne, oct. 2000

² James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a opposé un nœud catégorique aux revendications de Jubilé 2000: «Annuler la dette reviendrait à mettre le clé sous la porte» a-t-il déclaré lors de l'assemblée de printemps de la banque, fin avril 2001 (Le Monde, 07.05.01).

³ Chiffres cités par E. Toussaint, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, in. «Le faux allègement de la dette des pays pauvres très endettés», voir: <http://skynet.be/cadtm>.

⁴ Voir: «Le Programme suisse de désendettement, de la dette au développement» Communauté de travail, Berne, 2000.

⁵ Voir: «Les dettes freinent le développement», fact sheet, Communauté de travail, Berne, oct. 2000

⁶ Patricia Adams, «Odious debt», Probe International, Londres-Toronto, 1991.

⁷ Ouvrage à paraître ce sujet «La Suisse dans la constellation des Paradis fiscaux», Editions d'En Bas/COTMEC, décembre 2001.

⁸ L'annuaire Suisse Tiers-Monde publié par l'Institut Universitaire d'études du développement a recensé, année après année, ces différentes affaires.

⁹ Au sujet des différentes pistes évoquées, voir «La dette au-delà du contrat», E. Dommen et al., Finance et bien commun, supplément N°2, Genève, 2001. Sur la campagne «Pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe», soutenue par la FGC, on peut consulter le site de la COTMEC, à la rubrique «Actions»: www.cath.ch/cotmec. A lire également: «La dette: une histoire sans fin?», (Bande dessinée de sensibilisation), par Alberto Castagnola et Renée Lecomte, publiée par le GRAD, Mai 2001, avec le soutien de la FGC.

Un espace de dialogue, d'échanges et d'expertise

La Fédération genevoise de coopération (FGC), créée en 1966, regroupe une cinquantaine d'associations ayant un siège dans le canton de Genève et qui se consacrent à la coopération internationale au développement et/ou à l'information du public sur le développement et les rapports Nord-Sud. Très diverses au niveau de leurs objectifs, de leur structure et de leurs activités, elles travaillent toutes dans une optique de développement global durable, basé sur la justice sociale et la dignité humaine. Ensemble, elles représentent des dizaines de milliers de citoyens motivés.

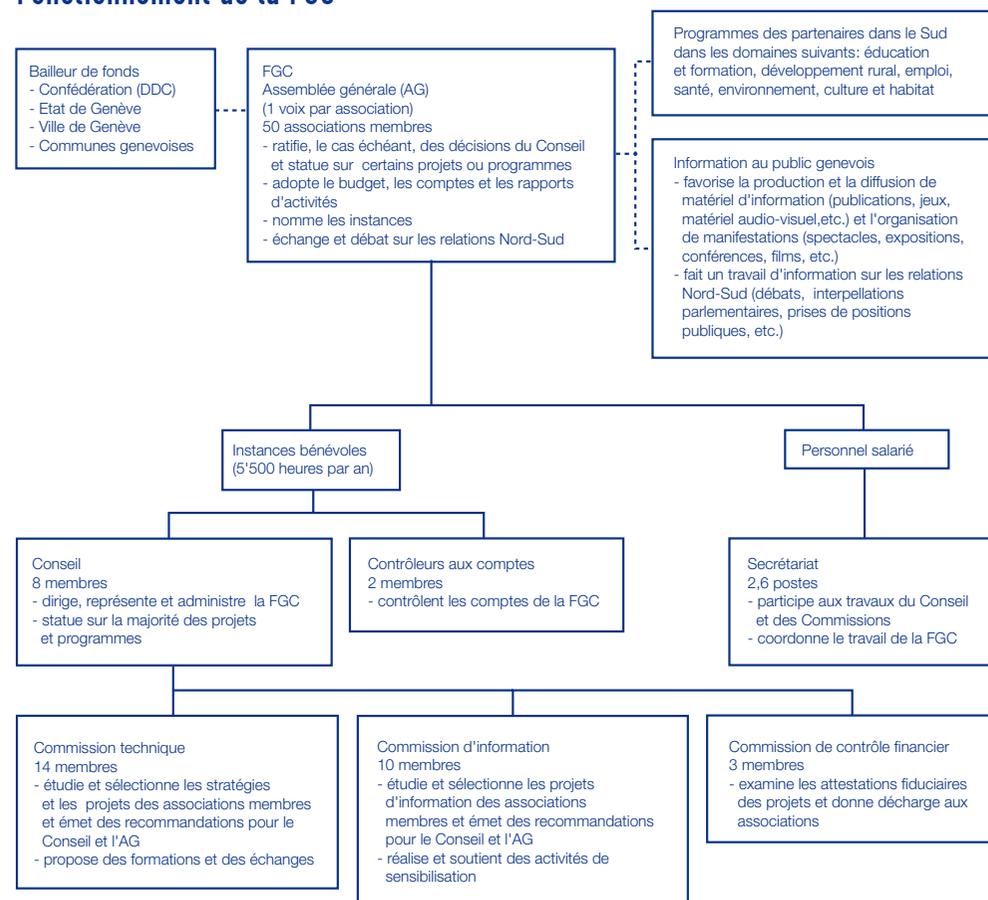
La FGC offre à ses membres un forum d'échanges et de capitalisation d'expériences, des programmes de formation, une plate-forme publique pour débattre de questions-clés Nord-Sud, un lobby pour promouvoir la solidarité internationale et un moyen de financer leurs projets de développement et d'information. Les domaines prioritaires des projets sont l'éducation et la formation, le développement rural, l'emploi, la santé, l'habitat, la conservation de l'environnement et sa réhabilitation, et le soutien des cultures indigènes. Les associations membres genevoises travaillent avec des regroupements et des ONG en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Les mots clés des projets soutenus sont l'utilisation des ressources et du savoir locaux, la technologie appropriée, la participation des femmes, l'«empowerment» et la replicabilité.

La FGC sert d'interface entre ses associations membres (et leurs partenaires dans les pays du Sud) et les collectivités publiques. Elle offre à celles-ci un processus rigoureux de sélection et suivi des projets certifié par le label FGC. Ses partenaires privilégiés sont l'Etat de Genève, la Ville de Genève et la DDC (Direction du développement et de la coopération du DFAE, Berne). Une vingtaine de communes genevoises choisissent également de financer des projets à travers la FGC. Par ailleurs, un fonds spécial du Canton de Genève permet d'utiliser une partie des fonds confisqués du narcotrafic pour soutenir des activités de prévention de la culture et de la consommation de plantes à drogue dans les pays du Sud (cf. p. 146 et 148 pour les projets soutenus en 2000). Il s'agit là de la mise en application d'une loi votée par le Grand Conseil en 1994, suite à un travail intense mené par des députés et la FGC.

La FGC fonctionne avec un budget réduit grâce au travail bénévole (5'500 heures par an) fourni par une trentaine d'experts élus par l'Assemblée générale et qui siègent au Conseil et dans les Commissions technique, d'information et de contrôle des projets. Un secrétariat de 2,6 postes, appuyé par un auxiliaire et une personne astreinte au Service civil (1,2 postes actuellement) coordonne le travail.

Quatre autres cantons ont des fédérations du même type que la FGC: Vaud, Jura, Tessin et Valais. Le canton de Fribourg travaille également dans ce sens.

Fonctionnement de la FGC



Antoine Droin, secrétaire général de **Genève tiers-monde**, membre du Conseil de la FGC

Les enjeux du 0,7% ou une véritable volonté d'augmenter le budget de l'aide au développement

En 1983, le peuple genevois, par plus de 60% des votants, refusait l'initiative qui proposait 0,7% du produit cantonal brut en faveur de l'aide au développement.

En 2000, le Conseil administratif de la Ville de Genève a décidé de consacrer 0,7% de son budget de fonctionnement pour l'aide au développement d'ici à la fin de la législature (2003). Il est encourageant de constater que certaines communes genevoises arrivent déjà en 2000 au 0,7% et que d'autres ont pris des engagements dans ce sens.

Au printemps 2001, avec l'aide de la Fédération genevoise de coopération, un groupe de parlementaires du Grand Conseil issus de différents partis politiques, a préparé un projet de loi demandant que l'Etat de Genève consacre également 0,7% du budget de fonctionnement pour l'aide au développement, la promotion de la paix, la défense des droits sociaux et de la personne.

Ces différentes démarches montrent un intérêt accru des pouvoirs politiques (encore trop rare) et des milieux humanistes concernés qui comprennent que la situation défavorable des populations du Sud est intimement liée, non seulement aux conditions de vie généralement confortables des pays industrialisés, mais liée également aux problèmes sociaux tels que le chômage, les migrations, l'insécurité, l'exclusion...

Des réponses timides ont été apportées par les nations lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992. Lors du sommet social de Copenhague en 1995 et de celui de Genève en 2000, rien de vraiment concret n'a été entrepris pour que les inégalités entre continents, pays et régions trouvent des solutions satisfaisantes. La simple croissance économique ne suffit pas, et de loin, à effacer la pauvreté. Les réformes de la libéralisation et l'ouverture des marchés restent essentielles pour le développement des infrastructures socio-économiques, l'insertion sociale et politique des habitants du Sud mais pas à n'importe quel prix. Le monde a peut-être besoin d'une mondialisation, mais celle-ci doit être à visage humain. Elle doit tenir compte des composantes d'un développement durable dans lequel économie, environnement et social font solidairement ménage commun.

En octobre 2001, la loi du 0,7% a été acceptée par les députés du Grand Conseil et nous espérons qu'elle permettra d'envisager modestement, une meilleure vision de l'équilibre humain de notre bonne vieille planète. C'est le 0,7% de la solidarité.

Le bénévolat : 2001 – Année internationale du volontariat décrétée par l'ONU

Si la FGC peut fonctionner avec un budget relativement modeste, c'est grâce aux 5'500 heures de bénévolat données par la trentaine d'experts bénévoles qui siègent dans les différentes instances.

Quelques témoignages



Valérie Bouloudani et Dominique Rossier, toutes deux membres de la Commission technique (commission qui se réunit pendant trois à quatre heures presque tous les lundis du calendrier scolaire):

Pourquoi prolonger de plusieurs heures une journée de travail déjà bien remplie pour plancher inlassablement sur les dossiers d'un «développement durable»? Pourquoi s'embarquer chaque lundi soir sur le bateau de la Commission technique (CT)? Si le cap est plus ou moins fixé, nous ne connaissons pas toujours les conditions du voyage. La mer est parfois si agitée! Mais c'est toujours avec les mêmes motivations que nous effectuons cette traversée: partager et enrichir nos expériences de coopération pour le développement, travailler en équipe et apprendre de nos coéquipiers(ères) les plus expérimenté(e)s, prendre des responsabilités et des initiatives. De traversées en traversées, nous connaissons mieux le travail des associations membres de la FGC et nous nous ouvrons à d'autres centres d'intérêt. A chaque escale, nous remontons sur ce bateau de la solidarité qui en a fini depuis longtemps avec le cabotage frileux le long des côtes et qui a levé l'ancre pour d'autres rivages même s'il lui faut essayer quelques tempêtes. Appel du large quand tu nous tiens!



Bernard Comoli, membre du Mouvement pour la coopération internationale, ancien président de la FGC:

Ma chance, alors que j'étais apprenti, c'est d'avoir participé à un mouvement de jeunes: la Jeunesse ouvrière chrétienne. Cette organisation préparait son premier rassemblement mondial qui a eu lieu à Rome en 1957.

Cet événement fut une période riche en contacts avec des jeunes travailleurs d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Quand ils parlaient de chez eux, tous évoquaient l'analphabétisme, le manque de formation professionnelle, le chômage, les bidonvilles, le difficile accès aux soins. Mais tous expliquaient aussi leur engagement pour améliorer les conditions de vie dans leurs pays respectifs.

Pour nous, jeunes de Genève, ces rencontres ont provoqué une prise de conscience: notre monde était un village dans lequel la majorité des habitants

vivait dans des conditions désastreuses. Et nous, nous étions riches de savoir lire et écrire, riches d'une formation professionnelle, riches de pouvoir manger, nous habiller et nous loger convenablement.

Cette aubaine m'est apparue comme une responsabilité à laquelle j'ai modestement essayé de répondre en m'engageant comme bénévole dans plusieurs associations (dont la FGC et le MCI) pour construire une société plus juste et plus solidaire, chez nous et ailleurs. Avec le recul des ans, je constate que cet engagement m'a fait davantage participer à la vie du monde. Une chance!

Eric Dubouloz, membre de l'association Villages d'Afrique dont la moyenne d'âge des membres est de 28 ans:

S'engager au sein d'une association d'aide au développement? Savant mélange de rêve, d'aventure, de rencontres, de dépaysement, d'apprentissage, d'immersion dans un autre monde, regards croisés, réflexions sur notre propre vie, notre engagement dans notre propre pays, dans notre société, ici à Genève.

A l'origine, il y a certainement un double rêve, évidemment un peu onirique et idéaliste: marcher sur le sol d'Afrique et apporter une aide aux plus démunis. Mais rapidement, dès les premiers jours, les premières rencontres, cette image simple, trop simple se transforme en un kaléidoscope multicolore où chaque nouveau mouvement chamboule toutes les idées et les réflexions précédentes.

On ne revient pas déçu, on revient changé, souvent révolté, pas tant contre le mal-développement, mais bien plutôt par rapport à notre société, à notre vie ici. Et finalement, après avoir «digéré», on se rend compte que la vie est multiple, que les sociétés sont multiples, que nos relations sont multiples.

L'aide, fraternelle, la découverte de l'Autre, le partage de nos vies, de nos visions, nos envies souvent à contre-courant les unes des autres créent une dynamique, relancent la roue et donnent envie de s'engager à nouveau.



Summary translation for readers using English

The publication «Geneva-South Solidarity» is the fourth in a series analysing public funding of development cooperation and humanitarian assistance programmes of the non-governmental sector. The present publication is based on data from the year 2000 - but also gives an overview of the 1994-2000 period.

This information is made available every five years by the Geneva Federation for Cooperation and Development (GFCD) - an organisation linking fifty Geneva-based Swiss non-governmental solidarity organisations who cooperate in their work with different public authorities. The contents are hereby summarised in English.

**Foreword by Olivier Labarthe,
President of the GFCD Information Committee**

The results obtained in the field of support to international solidarity are extremely positive, with regular increases of funds over the last years. Civil society and the political authorities are to be congratulated for their efforts.

Although national Swiss Development Corporation (SDC) funding is not detailed here, the reader should be reminded of the important contribution of the SDC in co-funding most of the GFCD projects supported by the Geneva public authorities.

The brochure describes a number of typical projects in the fields of environment, rural development, employment, training and health. To sustain the present level of public interest in development cooperation, information projects (film festivals, publications, educational materials, cultural events, etc.) are also financed with public funding through the GFCD.

The first part of the brochure includes contributions by representatives of the GFCD's main funding partners, Walter Fust, Director of the SDC, Carlo Lamprecht, Geneva State Councillor and Manuel Tornare, Mayor of the City of Geneva, as well as articles by development partners from the South and the North. In this International Year of Volunteers, three GFCD members explain their voluntary commitment.

This brochure is seen as a source of information, comparison and stimulation. Thanks are due to the Geneva public authorities who have kindly provided most of the basic data. The publication reflects the astonishing diversity of Geneva solidarity associations. With their tens of thousands of members, they work day by day to help improve the living conditions of the populations of developing countries and to allow them to play their role as citizens.

**Introduction by Jean-Pierre Gontard, President of the GFCD:
The end of an «each-man-for-himself» policy**

A recent opinion poll claimed that the majority of the citizens of Geneva are more concerned with the quality of their own lives than they are concerned with global issues. However, facts seem to prove the contrary. The Genevans and their elected authorities are increasingly preoccupied with growing injustice in the world around

them and many are taking concrete action about this. Nearly all Geneva municipalities contribute to promoting justice by supporting projects screened by the Geneva Federation for Cooperation and Development or other organisations.

Geneva has made a remarkable effort. In the year 2000, the city of Geneva set a goal for 2003 of allocating 0.7% of its budget to international solidarity; and ten municipalities in the Canton have already reached this goal. Moreover, this autumn, the Parliament voted a law allocating 0.7% of the operational budget of the canton to development cooperation, the promotion of peace and the defence of social and human rights. Local authorities have also increased their contributions to competent associations working in the fields of environment and human rights.

Let us now hope that, in five years' time, our next brochure in this series will illustrate the concrete efforts of the Genevans, supported by their local authorities, in three inter-linked fields: national and international solidarity, the environment, and human rights. That will indeed be proof that the above quoted public opinion poll was in fact wrong.

Statements by the GFCD's main funding partners

Carlo Lamprecht, State Councillor of the Canton of Geneva, Department of Economy, Employment and Foreign affairs: North-South Solidarity

Carlo Lamprecht insists on our responsibility to reduce the growing inequalities between the privileged world, to which we belong, and the underprivileged. Despite Geneva being the most generous canton of Switzerland in terms of development aid, it can still take further steps towards the goal of allotting 0.7% of its budget to international solidarity. Carlo Lamprecht notes however that money does not suffice; quality and efficiency are also necessary. Development aid must be adequately and fairly allocated to viable projects enabling local communities to take charge of their own future. It must also be put into perspective, so that the people of Geneva become fully aware of the increasing imbalances between North and South in the field of sustainable development. The concept of development aid has evolved greatly since the Canton of Geneva first voted a budget line in 1962. The time has now come to review and broaden the criteria and take into account the growing importance of NGOs which voice the concerns of civil society. An active, coherent and transparent policy must be defined with all those concerned so that solidarity becomes a two-way process between the North and the South and brings some more hope to the underprivileged.

Manuel Tornare, Mayor of the City of Geneva, President of the Development Cooperation Delegation: International Solidarity and the Struggle against Poverty

Manuel Tornare resumes the present thinking of his city's administration by posing the following question: must Geneva's action be limited to specific projects and to the support of development organisations such as the GFCD or should it aim to develop new forms of cooperation? With the emergence of cities as new development cooperation actors (without necessarily having tools for international negotiation) and the need to prioritise the struggle against urban poverty and exclusion, Geneva has put

itself forward as a candidate to house the secretariat of a future «Cities' United Nations». It has also set up an International Solidarity Fund of Cities against Poverty. These two concrete tools will serve cities in the North and in the South and help to better mobilise local energies and capacities than certain forms of development cooperation practised since the Second World War. In this way, there will be a greater coherence between Geneva's development profile and its own local political objectives. The city's particular fields of competence will be put to good use. These new activities will not be at the expense of its regular partners, for the budget line will be increased accordingly. Geneva counts on the GFCD's rich experience to form new links with partner cities and towns in the South. It should be recognised that each actor in the development process has his or her particular skills and resources to develop and any type of in-fighting can only be counter-productive. Energy should be put into cooperating with those who seek to improve the situation of our planet through real dialogue. The city of Geneva will be putting its strength, enthusiasm and time into playing its role!

Walter Fust, Director of the Swiss Development Corporation (SDC), Department of Foreign Affairs: Partnerships with the federations in the cantons

In his contribution, the Director of the Swiss Development Corporation (SDC) underlines the importance of solidarity, a traditional Swiss value, in the strategy of his institution. The SDC is currently seeking to reinforce its alliances and partnerships and promote networking. In this context, it favours working closely with civil society, in particular with NGOs, to ensure that development cooperation is firmly anchored in the Swiss population. The grouping of development NGOs into federations in various cantons ensures more coherence, efficiency and credibility in their work. This strengthening of the federations enables the SDC to rely on their selection procedures for the allocation of funds for development projects. Moreover, the information work carried out by the federations and their member associations ensures that the general public is encouraged to gain a better understanding of other cultures and made aware of the global interdependence between countries and peoples. The SDC intends to intensify its dialogue with the federations on central themes such as social justice, good governance, the roles of the State and civil society, human rights and building of democracy. It encourages them to adopt innovative approaches in their partnerships with the South. Finally, the SDC stresses in-job training as a strategic element for the consolidation of the federations' activities. It contributes to cohesion amongst the member organisations, betters internal communication, strengthens management skills and improves the quality of work.

Voices from the South: Three local partners of the GFCD in Africa, Asia and Latin America give their views on partnership with Northern NGOs

Moussa Cissé Mali, mayor of the rural community of Maréna Djombougou, Mali, a partner of the Geneva association Jardins de Cocagne (Gardens of Abundance) in the local project «Training of elected representatives»

Moussa Cissé explains the consultation process set up in his area in the context of Mali's decentralization policy and the creation of functioning «communes» or political

districts. How could migrant workers in France, the newly elected local councillors and like-minded development partners collaborate in a common spirit for the development of their area? The answer was partnership, based on complementary roles, mutual respect and creating synergies. All the actors involved have their particular vision and skills to contribute. It is particularly important that those funding the activity do not install an institutional hierarchy. Moussa Cissé's expectations from Northern partners are linked to their acceptance of collectively taken decisions concerning: planning and its financial implications and instruments; needs for understanding the strategies of the different actors; having a clear basic management system; methods of funding; the understanding and best use of communication techniques.

Pilar Trujillo, Director of Environment and Development - Latin America (ENDA) in Bogota, Colombia, a partner of the Geneva association Genève Tiers-Monde in the local project «Environmental management by communities in urban areas»

Pilar Trujillo considers that Colombia, like other Latin American countries, has suffered historically from imposed development models that have impoverished the people and increased political, social and economic exclusion. Development cooperation, channelled through civil society, is seen by her as an almost unique opportunity to support initiatives that are thought out locally. In this, northern actors are effective allies. Organisations and issues are as diverse in the South as in the North. Northern organisations have each their own individual perspectives and methods which have changed over the years; sometimes as the result of serious studies but sometimes as a result of fashionable trends. Consultation between organisations is important in the North but is also with the South, to establish non-authoritarian, democratic partnerships, going beyond financial exchanges. In the case of Colombia, with its image of war and the narcotraffic, it is important to show that there are numerous grassroots initiatives to build democracy, citizenship and the promotion of peace.

Sanat Kumar Sinha, Director of Bal Sakha (The Children's Friend), Patna, India, a partner of the Geneva association Terre des Hommes Suisse-Genève in the local project «Not guilty? Support for street children or those in conflict with the law»

As Sanat Kumar Sinha emphasises, the gap between industrialised and developing countries is widening in this era of new technologies. North-South cooperation is however more than ever necessary to facilitate poor countries' better utilisation and balanced distribution of resources. The use of improved technology should reinforce the efficiency of development cooperation in some priority areas. It is however very important that the flow of aid funds should be managed in a transparent and strict manner to benefit the most vulnerable sectors of society. NGOs can play a leading role in this context. In India, education and health are prime concerns, particularly as related to the situation of women and children in rural areas. Again, NGOs can demonstrate in a practical way that the status of women and children can be upgraded. The majority of the population face sanitary and public health problems but most of them have no access to costly medicines - here the traditional medical methods are efficient and need support. As for agriculture, land could be used more effectively and yields improved. In conclusion, North-South cooperation should contribute to the respect of fundamental human rights - but this cooperation depends on a greater effort from both

the South and the North.

Voices from the North

Four member associations of the GFCD active in Geneva give their views on current issues in development cooperation.

Lara Cataldi of The Bern Declaration and member of the GFCD Information Committee: The World Trade Organisation (WTO) and the demands of developing countries

The article starts by citing a Malaysian WTO delegate, referring in 2001 to the next ministerial conference in Qatar: «There is a development deficit. The marginalisation of numerous developing countries in the global economy proves it. ... We describe the situation as discouraging, uncomfortable, demoralizing and even depressing.» This phrase could have been that of most developing country members of the WTO. Whilst the poorer countries are demanding a revision of the WTO agreements, the industrialized countries (including Switzerland and supported by the WTO Secretariat) campaign for increased liberalisation of world trade. Most developing countries oppose this campaign and are supported in this by numerous NGOs including the Swiss-WTO Coordination. Their representatives insist that before new sectors are included in WTO, revisions are necessary in at least the three following fields - what might be termed the tip of the iceberg! One, in agriculture, where Southern products are in competition with subsidized Northern products; two, in export promotion, where producers from the developing countries, lacking competence and the necessary technical assistance, cannot conform with Northern sanitary and technical regulations; and three, concerning the intellectual property agreement, where a complete imbalance has been created between the protection of the patent-holder and the right of users (for example access to pharmaceutical products). In 2001, WTO faces very much the same criticisms as were voiced at Seattle two years earlier: its decision making process is biased in favour of the industrialised countries and its functioning is anti-democratic. For this reason, most Swiss NGOs support the claims of the poor countries and demand fundamental reforms.

The Bern Declaration is a Swiss association working to promote more equitable North-South relations through activities of public awareness and lobbying addressed to decision-makers.

Catherine Schümperli Younossian, research assistant at the Geneva Graduate Institute of Development Studies and member of the GFCD Information Committee: Fair trade and business codes-of-conduct: in favour of consumer responsibility

In reaction to unequal trade conditions between North and South, the first «fair trade» activities began to spring up in the 1970s with the opening of the so-called «Magasins du Monde». Now there are more than 2700 of these shops in 18 European countries. In 1988, the Max Havelaar Foundation was set up in the Netherlands, offering large distributors certain foodstuffs (coffee, cocoa, tea, bananas and honey) guaranteed as produced under acceptable social and environmental conditions. Now more than 43 000 European supermarkets stock products with this label.

Fair trade in this sense - though largely insignificant compared to global trade figures - is developing rapidly in quality and quantity. In 2000 there was a retail turnover in Europe of 390 million Swiss francs compared to 300 million in 1995. There is a growing demand from consumers for guarantees concerning both the quality of the goods and also the social and environmental conditions of production.

In recent years, NGOs have started to launch campaigns mobilising consumers to fight against the exploitation of workers - including children. One of the objectives is to establish codes of conduct for business firms, their branches and subcontractors. The European Clean Clothes campaign is an example of this long-term approach.

So there are numerous initiatives supporting marginalised producers in the South, worker's rights in the poorer countries and the defence of the environment. Fair trade activities, social and environmentally friendly labels and codes of conduct are ways of demonstrating that it is possible to humanize world trade.

Reto Cadotsch of the Jardins de Cocagne and former member of the GFCD Technical Committee: Jardins de Cocagne and food sovereignty

World wide, seven hundred million farmers still work by hand! At best they are lucky to have access to animal traction - with only about 2% being motorized. In 1900, the ratio between the least and most productive was 1 to 10; it is now calculated as being 1 to 1000. One can well ask what is there in common today between a farmer in Mali who produces 10 quintals of cereals annually and a Swiss farmer who can produce 10 000 quintals in the same period? But the globalisation of exchange under the control of the World Trade Organization (WTO) is organised as «free» competition and imposed in an extremely violent manner on farmers everywhere. This offers an advantage to regions which can specialise in particular produce and export at lowest cost - often helped by direct or indirect subsidies. It destroys the self-sufficiency of other regions, forcing farmers to abandon their land and join the unemployed in shanty towns. How can famines, wars and the destruction of ecosystems be avoided without the development of regional agriculture? The struggle for agricultural sovereignty implies the right to food as a basic human right and the right to organise the region's agriculture according to the local population's needs. The modern agricultural crises and the disappearance of small farmers in the North with the impoverishment of farmers in the South, prove that plans based uniquely on technical progress and economic profit, but with no political, social and cultural objectives, are doomed to failure in the long run. But Jardins de Cocagne sets out to demonstrate in a practical way that sustainable small farmer production has a future; the industrial farming model belongs to the past.

In the South, the struggle for agricultural sovereignty has become a question of survival; in the North, agriculture should be rethought to produce basic food for the local population whilst respecting the right of farmers in other regions to live from their produce.

Jardins de Cocagne is an organic vegetable cooperative in the canton of Geneva. For 15 years it has also supported small farmer organisations in the border regions of Mali, Mauritania and Senegal. It is active in various farmer movements, including Via Campesina and the Union of Swiss Producers (Uniterre), which have developed a new North-South political and social vision.

Dominique Froidevaux, member of COTMEC (Third World Committee of the Catholic Church in Geneva): A job for the GFCD - helping free the South of the slavery of debt

The debt of countries of the South is an element that easily wipes out their development efforts and is automatically a subject of concern for the GFCD.

The main problem with the external debt of the South is its explosive growth rate. In the last decade it increased by 73%, reaching 2,050 billion US\$ in 2000 (of which 75% are public debts). The annual interest to be paid is more than 200 billion US\$ (four times the amount of aid received). Between 1980 and 2000, the countries of the South have paid back six times the sum they owed.

The turn of the century was marked by the «Jubilee 2000 Campaign» launched by the Churches and relayed by many non-religious NGOs. A world-wide petition with 19 million signatures in favour of erasing the debt of the South was delivered to the heads of state of the richest countries (the G7). The G7, FMI and World Bank had promised the 'most indebted poor countries' measures to relieve their debt. But these measures were conditional on structural adjustment programmes which forced the governments to liberalise and privatise their economies in order to promote growth; growth being supposed to solve their problems in the long term. We know however that, unfortunately, these policies are damaging for the local populations. And as for the countries not included in the «most indebted poor» category, they remain caught in the spiral of the slavery of debt, still owing interest from the past.

The international institutions refuse the complete cancellation of the debt of the South. However, it would be quite feasible. As but a small percentage of the world debt, it would only mean a 5% loss of the portfolio of the creditors (states, international financial institutions and commercial banks). On the other hand, the cancellation of the public debt is vital for the countries of the South which, each year, pay back 2 to 3 times the sum necessary for basic human needs as defined by the United Nations.

It is critical to support the international movement for the total cancellation of debt and there are also shorter-term initiatives that can be more easily put into action. For example, the programme launched in 1991 by the Swiss government, following an NGO petition, has given debt relief to some of the poorest countries in exchange for the funding of local development projects run in partnership with civil society. Then, there is the idea of instituting an international right to insolvency - inspired from bankruptcy laws. This would mean that there would be international arbitrage, with an equitable appreciation of the interests of both creditors and debtors. In Switzerland the Federal Council has so far been sceptical about this proposal but the debate is not closed. Finally, «outrageous debt» campaigns, such as that launched by South African NGOs, concern debts contracted against the interests of the population. New democracies thus bear the weight of the debts incurred by former dictatorial or corrupt regimes that impoverished their people. The creditors and their associated institutions have a large part of responsibility in this form of debt. There has been much public debate on the question, linked to funds deposited by numerous dictators in the Swiss banks. But much remains to be done to cancel such unacceptable debts, make amends and return the despoiled funds.

Contributions from the GFCD

The Geneva Federation for Cooperation and Development (GFCD)

The Geneva Federation for Cooperation and Development (GFCD), founded in 1966, groups fifty Geneva-based associations working in the field of international development and/or public information on North-South relations. Very diverse in perspective, structure and activities, their common aim is to promote sustainable global development, based on social justice and human dignity. Together, they represent tens of thousands of concerned citizens in Geneva.

The GFCD offers its members a forum for the exchange of experiences, training programmes, a public platform for the discussion of key North-South issues, a lobby to promote international solidarity, and a channel for the funding of development and information projects. Priority areas are education and training, rural and urban development, employment, public health, environmental conservation and rehabilitation, and the support of indigenous cultures. The members' partners are local organizations and NGOs in Africa, Asia, Latin America, the Caribbean and the Middle East. Key concepts are the use of local knowledge and resources, appropriate technology, the participation of women, empowerment, and replicability.

The GFCD acts as an interface between its member associations (and their local partners in countries of the South) and the public authorities. It offers the latter a thorough project screening and reporting process. Its funding partners are the State of Geneva, the City of Geneva and the SDC (Swiss Development Cooperation). About twenty Geneva municipalities also choose to finance development projects through the GFCD. In 1994, the Geneva Parliament passed a law whereby part of the illicit monies confiscated as a result of drug trafficking and money laundering could be used in preventing the production and consumption of drugs. The statistics on the State of Geneva detail the various projects thus supported in 2000 in the South.

The GFCD is run at low cost on a combined voluntary-professional basis. Approximately 35 persons, elected by the General Assembly of member associations, provide some 5,500 hours of voluntary work annually as members of the Board, Technical, Information and Financial Control Committees. A Secretariat coordinates the work. Four other cantons, Vaud, Jura, Ticino and Valais now have federations along more or less the same lines as the GFCD initiative. A federation is also under discussion for the canton of Fribourg.

Antoine Droin, Director of the association Genève Tiers-Monde and Member of the GFCD Board: The 0.7% initiative - a clear intent to increase development aid

In 1983, an initiative, proposing that 0.7% of the gross product of the Canton of Geneva be allotted to development aid, was turned down by 60% of voters. However, in 2000, the Administrative Council of the City of Geneva decided to fix a time limit of 2003 for reaching the same objective of 0.7% of its operational budget for the

increase in development cooperation assistance. By 2000, some other municipal authorities of the Canton had reached the goal of «0.7% for development» or had made a commitment to do so. Finally, in the spring of 2001, a group of parliamentarians from various political parties prepared a proposal for the Canton of Geneva in the same spirit of 0.7%, adding the promotion of peace and the defence of human and social rights to development aid. They argued that unfavourable living conditions of the populations of the South are intricately linked both to the generally comfortable living conditions in the North and also to growing social problems such as unemployment, migration, insecurity and exclusion... Various UN summits have, they insisted, brought little real improvement. Economic growth is clearly insufficient to eradicate poverty. Reforms in liberalisation and in the opening of markets are essential - but not at any cost. Globalisation must be people-oriented and take account of sustainable development with its economic, environmental and social components. The «0.7%» proposal, approved by the parliamentarians in October 2001 will hopefully make a modest contribution to a better balance between North and South.

For the International Year of Volunteers, three volunteers from within the GFCD network comment on their motivations

Bernard Comoli, a member of the Movement for International Cooperation (MCI) and a former president of the GFCD, describes the moment when he first became aware that most inhabitants of the 'world village' lived in disastrous conditions. As an apprentice, he participated in the first world assembly of the Young Christian Workers movement in Rome in 1957. With other young people from Africa, Asia and Latin America he learnt about illiteracy, lack of professional training and medical care, unemployment, and the growth of shantytowns. Realising how better his own living conditions were, he considered that it was his responsibility to work as a volunteer to build a more just society both in his own country and elsewhere. It was a commitment that, over the years, gave him a unique opportunity to participate in the life of this wider world.

Valérie Bouloudani and **Dominique Rossier** are both members of the GFCD Technical Committee - meeting at length weekly during the school year. Why add to an already full day's work every Monday evening by discussing the work of the member associations and studying their projects to promote sustainable development? A complex task, but they both say they enjoy sharing their experiences in the field of development, working as a team on the Technical Committee, learning from the more experienced colleagues, taking on new responsibilities and initiatives as the work develops and the cooperation with partners in the South becomes gradually more effective.

Eric Dubouloz is a member of the association Villages d'Afrique. The average age of their membership is 28 years. He describes his commitment as a mixture of dreams, adventure, encounters, learning from another world and reflecting on his own society in Geneva. From an idealistic aim of helping the underprivileged, he quickly evolved in West Africa to a complex and multi-coloured view where prior ideas are challenged. On return to Switzerland, he felt changed and sometimes in revolt, but finally he realized that life, societies and relationships are multiple. Sharing all this with others puts things in motion again and leads to new commitments.

An aid to reading the statistics

The major part of the brochure consists of details of international solidarity funds (in Swiss francs¹) allocated in the year 2000 by the 45 municipalities of the Canton of Geneva (including the City of Geneva), listed alphabetically, and by the State of Geneva.

- The various projects **in developing countries** are listed by country or institution, with the name of the Swiss counterpart association or NGO and the amount allocated.
A distinction is made between *development aid* and *humanitarian/emergency assistance*. The development projects funded through the GFCD are clearly indicated.
- The total of contributions in bold print gives the combined development/humanitarian aid total for 2000 for developing countries (total hereafter referred to as **DHA**).
- The graph at the top of the page shows the evolution of funding for DHA, in thousands of francs, over the period 1994-2000.
- The box includes a thermometer comparing the % of the municipality's expenditure on DHA for the year 2000 with that of the most generous municipality of the Canton of Geneva (1.25%) and with the average (0.46%). (To avoid distortion, this average has been calculated without the City of Geneva.) The size of the tree on the right varies with the number of francs per inhabitant allocated to DHA.
- Contributions for **countries in transition** (such as Rumania) **or others** (such as Switzerland) are listed underneath the illustration and are neither included in the graph at the top of the page nor in the illustration.
- The OCDE classification has been used to distinguish between **developing countries** and **countries in transition** (see list on p. 41). However, for clarity, certain geographical denominations have been used independently of their international status: for example, Palestine, the Sahel and Tibet.

The graph on p. 155 shows the evolution of DHA over the years 1994-2000 (State of Geneva, City of Geneva, other Geneva municipalities). The pie-charts on p. 155 analyse the average funds allocated by donors to projects supported through the GFCD over the period 1996-2000 as well as their geographical distribution. On p. 156 the table lists per public authority and for the years 1990, 1995 and 2000: the % of the current expenditure allocated to DHA; the number of francs per inhabitant; the amounts allocated.

A map of the Canton of Geneva, on p. 157, gives an overview of the funds for DHA allocated by the various public authorities in terms of percentage of their current expenditure in 2000.

The member associations of the GFCD are listed on pp. 158-9.

¹ 1 US dollar = 1,70 Frs (average for 2000)

Présentation par commune



Les données prises en considération dans cette brochure ont été fournies par les collectivités publiques à la suite de l'envoi d'un questionnaire début février 2001. Les données se basent sur l'exercice comptable pour l'année 2000.

Une distinction a été faite entre :

- la coopération au développement, qui vise à agir sur l'amélioration à moyen et à long terme des conditions de vie des populations concernées ;
- l'aide humanitaire, qui cherche à soulager à court terme une situation de détresse (par exemple une guerre ou des catastrophes naturelles) ;
- les contributions destinées aux pays en développement ;
- les contributions destinées aux pays en transition (par ex. Roumanie) ou autres (par ex. Suisse).

Nous appliquons la classification des pays de l'OCDE ; celle-ci fait une distinction entre les pays en développement dont l'aide est comprise dans l'aide publique au développement et les pays en transition dont l'aide est comprise dans un agrégat séparé d'aide publique (voir liste page suivante). Toutefois, certaines dénominations géographiques ont été maintenues indépendamment de leur statut international, lorsqu'elles s'avéraient plus claires quant au type d'aide et aux destinataires. Exemples : le Tibet, la Palestine et le Sahel.

Le tableau «Contributions 2000 pour les pays en développement» indique :

- le pourcentage attribué aux pays en développement en regard des dépenses totales de la commune ;
- le montant en francs par habitant consacré aux pays en développement.
- le pourcentage moyen des communes genevoises a été calculé sans la Ville de Genève, vu son poids relatif.

Les différences entre le montant de l'aide effectivement attribué par une commune et les chiffres publiés dans ce tableau peuvent s'expliquer par les facteurs suivants :

- 1) Les indicateurs de l'effort des communes par rapport au nombre d'habitants ou par rapport aux dépenses communales ne tiennent compte que des contributions aux pays en développement. Les contributions destinées aux pays en transition (par ex. pays de l'Est) et à l'aide sociale en Suisse ne sont pas prises en compte (à une seule exception près : Grand-Saconnex qui a consacré 96% de sa subvention à la Roumanie).
- 2) Le libellé des projets ne permet pas toujours de déterminer clairement de quel type d'aide il s'agit.
- 3) Lors de réponses lacunaires des communes, nous avons parfois dû utiliser d'autres sources, notamment les statistiques annuelles élaborées pour la DDC par l'IUED ou encore le Service de surveillance financière des communes.

Si vous souhaitez plus d'informations sur ce sujet, vous pouvez consulter :

- la brochure Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale, édition 1998, IUED
- l'annuaire Suisse-Tiers Monde, édition 2001, IUED
- le Répertoire des institutions Suisse-Pays en développement ou encore consulter le site : www.unige.ch/iued

Si vous souhaitez plus de détails sur les communes genevoises, vous pouvez consulter le site www.geneve-communes.ch

Liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) - année 2000

Partie 1 : Pays et territoires en développement (Aide publique au développement)

Pays les moins avancés

Afghanistan	Djibouti	Madagascar	Samoa occidentales
Angola	Erythrée	Malawi	Sao Tomé et Príncipe
Bangladesh	Ethiopie	Maldives	Sierra Leone
Bénin	Gambie	Mali	Somalie
Bhoutan	Guinée	Mauritanie	Soudan
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Mozambique	Tanzanie
Burundi	Guinée équatoriale	Myanmar	Tchad
Cambodge	Haïti	Népal	Togo
Cap-Vert	Kiribati	Niger	Tuvalu
Centrafricaine, Rép.	Laos	Ouganda	Vanuatu
Comores	Lesotho	Rwanda	Yémen
Congo, Rép. dém.	Liberia	Salomon, îles	Zambie

Pays à faible revenu (PNB par habitant <760 dollars en 1988)

*Arménie	Côte d'Ivoire	*Kirghize, Rép.	Sénégal
*Azerbaïdjan	Ghana	Moldavie	*Tadjikistan
Cameroun	Honduras	Mongolie	+Timor oriental
Chine	Inde	Nicaragua	Turkmenistan
Congo, Rép.	Indonésie	Nigeria	Vietnam
Corée, Rép. dém.	Kenya	Pakistan	Zimbabwe

Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PNB par habitant 761-3030 dollars en 1988)

Afrique du Sud	El Salvador	Maroc	Suriname
*Albanie	Equateur	Marshall, îles	Swaziland
Algérie	Fidji	Micronésie, Etats féd.	Syrie
Belize	*Géorgie	Namibie	Thaïlande
Bolivie	Guatemala	Niue	+Tokelau
Bosnie-Herzégovine	Guyane	*Ouzbékistan	Tonga
Colombie	Irak	Papouasie-Nlle-Guinée	Tunisie
Costa Rica	Iran	Paraguay	+Wallis et Futuna
Cuba	Jamaïque	Pérou	Yougoslavie, Rép. féd.
Dominicaine, Rép.	Jordanie	Philippines	Zones sous adminstr. palestinienne
Dominique	*Kazakstan	Sri Lanka	
Egypte	Macédoine	St-Vincent et Grenadines	

Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (PNB par habitant 3031-9360 dollars en 1988)

+Anguilla	Chili	+Mayotte	+Ste-Hélène
Antigua et Barbuda	Cook, îles	Mexique	St Kitts et Nevis
Arabie saoudite	Croatie	+Montserrat	Ste-Lucie
Argentine	Gabon	Nauru	Trinité et Tobago
Bahrein	Grenade	Oman	+Turks et Caïques, îles
Barbade	Liban	Palaos, îles	Turquie
Botswana	Malaisie	Panama	Uruguay
Brésil	Maurice	Seychelles	Venezuela

Pays à revenu élevé (PNB par habitant >9360 dollars en 1998)

Malte, Slovaquie, Slovénie

Ces deux pays seront reclassés parmi les plus avancés le 1er janvier 2003, à moins qu'une exception soit décidée.

Partie 2 : Pays et territoires en transition (Aide publique)

Pays d'Europe centrale et orientale (PECO)/Communauté des Etats indépendants (CEI)

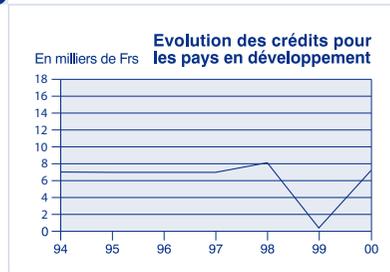
Célarus	*Hongrie	*Pologne	*Roumanie
*Bulgarie	*Lettonie	*République slovaque	*Russie
*Estonie	*Lituanie	*République tchèque	*Ukraine

Pays et territoires en développement plus avancés

+Antilles néerlandaises	Corée, Rép.	Israël	+Polynésie française
+Aruba	Chypre	Koweït	Qatar
Bahamas	Emirats arabes unis	Libye	Singapour
+Bermudes	+Falkland, îles	+Macao	Taipei chinois
Brunei	+Gilbraltar	Mariannes du Nord	Vierges, îles (RU)
+Caïmans, îles	+Hong-Kong, Chine	+Nouvelle-Calédonie	

Remarque : Selon la politique adoptée par le CAD en 1993, la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD est composée de deux parties. Les examens périodiques, suivant des critères établis, peuvent conduire au fait que certains pays bénéficiaires soient transférés d'une partie à l'autre, notamment de la Partie I à la Partie II. Source : OCDE, Les dossiers du CAD, Coopération pour le développement, développement international, rapport 1999, 2000, vol. I, p. 284. www.oecd.org/dach/htm/dacilst2000.htm.

* Pays d'Europe centrale et orientale (PECO)/Communauté des Etats indépendants (CEI)
+Territoires



Contributions versées en 2000

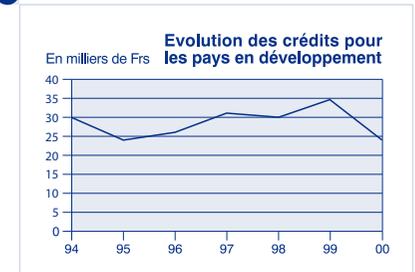
Coopération au développement

Projet de développement · **Burkina Faso**: Centre de formation artisanale, Po et de formation agricole, Tampouy 7 000.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· **Roumanie**: divers 2 000.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projet de développement · **Inde**, *Institut mère-enfant*: Centre de soins et éducation 4 000.-

Aide humanitaire

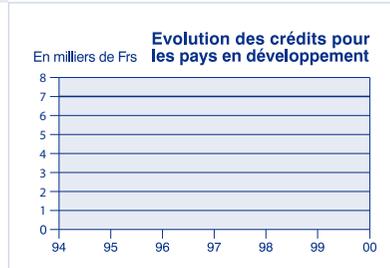
- **Pérou**, *Atelier d'enfants*: Ecole à Lima 4 000.-
- **Tibet**, *Les amis du Tibet*: Ecole 4 000.-
- **Turquie**, *Kiwanis*: Ecole 4 000.-
- *Fondation enfants d'ailleurs* 4 000.-
- *Médecins sans frontières* 4 000.-

Total des contributions versées 24 000.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- **Bulgarie**, *Christina*: Orphelinat 5 000.-
- *Association des communes valaisannes*: Inondations 10 000.-



Contributions versées en 2000

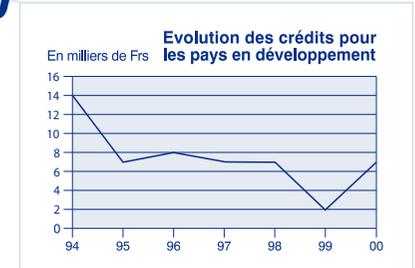
Coopération au développement

Projet de développement - Burkina Faso: Centre de formation artisanale, Po et de formation agricole, Tampouy 7 000.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- Roumanie: Groupe de travail «Roumanie» 6 000.-



Contributions versées en 2000

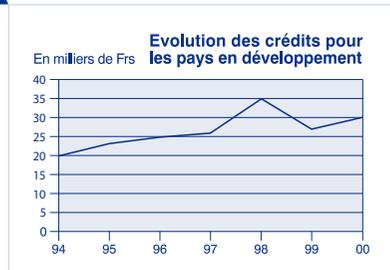
Coopération au développement

Projet de développement - Burkina Faso: Centre de formation artisanale, Po et de formation agricole, Tampouy 7 000.-

Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)



Roumanie: Matériel pour l'installation d'une conduite d'eau potable dans le village d'Iclod 10 000.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement - **Mauritanie, Jardins de cocagne**: Développement des activités de l'union des coopératives de développement des communes de Bouilly et Ould Yengé 5 000.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement - **Afrique, Enseignants sans frontières**: Partenariat pédagogique euro-africain d'enseignants 4 000.-
 - **Métissage**: projets dans les pays en voie de développement dans les domaines sociaux suivants: écoles, hôpitaux, orphelinats 5 000.-

Aide humanitaire

- **Bolivie, Voix libres**: Secours aux enfants maltraités de la Paz, apport d'eau potable, microcrédits 1 000.-
- **Cambodge, Fondation goutte d'eau**: Lutte contre la pauvreté des enfants 4 000.-
- **Mozambique, Mwana** (Enfance mozambicaine): Alimentation de base 1 000.-
- **Népal, Enfants du Népal**: Parrainage scolaire d'enfants indigents 3 000.-
- **Pérou, Action Médéor**: Soutien d'un dispensaire à Lima 2 000.-
- **Soudan, Amis de Sœur Emmanuelle**: Soutien à des enfants 2 000.-
- **Terre des hommes**: Action auprès des plus démunis 3 000.-

Total des contributions versées 30 000.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

Bardonnex: 2 097 habitants
Frs 14.30 par habitant

0,89%, Bardonnex

0,46%, moyenne des communes

0,00%



Le montant consacré par Bardonnex aux pays en développement atteint 0.89% de ses dépenses de fonctionnement!

Développement des activités de l'Union des coopératives de Guidimakha en Mauritanie (Communes de Bouilly et Ould Yengé)

Point de départ. La filière de l'immigration mauritanienne à Paris a été le point de départ de ce projet. En effet, lors de manifestations culturelles liées à des projets de développement dans leur pays d'origine, les migrants de Guidimakha ont été amenés à faire connaissance avec des membres des *Jardins de cocagne*. Depuis lors, des relations amicales et professionnelles se sont créées et ont débouché sur la mise en place d'un réseau de solidarité entre Paris, Genève et la région de Guidimakha.

La région de Guidimakha, située au sud de la Mauritanie en bordure du Sénégal et du Mali, est une région semi-aride et enclavée. Fortement peuplée, elle est également pluri-ethnique: Soninke, Pulars et Maures y cohabitent. Ils doivent faire face à une agriculture et un élevage en crise à cause de contraintes naturelles et politiques.

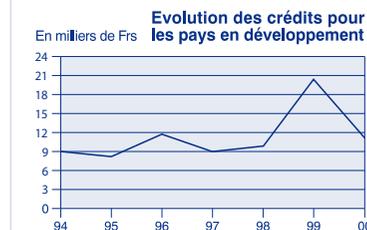
L'**Union des coopératives de Guidimakha** créée en 1996 regroupe maintenant 36 coopératives. Elle est appuyée depuis 1998 par les **Jardins de cocagne**, association membre de la FGC, qui collabore avec plusieurs acteurs du développement rural dans cette région. Les objectifs à long terme de ce projet sont: réduire la migration des jeunes, affirmer la place des femmes et prévenir les conflits en faisant coopérer les différentes communautés dans un esprit démocratique.

Le projet a mis en route plusieurs activités: augmentation du fonds de crédit, reboisement pour la régénération de la gomméraie, acquisition de matériel agricole et appui technique.

Les résultats sont prometteurs, malgré des difficultés persistantes de transport, de communication, d'infrastructure, et un climat contraignant. Pour le reboisement, on est passé de 2 à 18 villages et des relations se sont nouées avec le Ministère du développement rural et de l'environnement. Il y a une augmentation des échanges et des adhésions, et les crédits ont permis de promouvoir les activités génératrices de revenus en stimulant la production et le petit commerce.

Grâce à ce partenariat Genève-Sud, les coopératives de l'Union ont pu envisager de nouvelles perspectives, visant entre autres à approfondir les acquis, et à mettre en place des projets d'alphabétisation et de formation.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat de Genève, Genthod, Plan-les-Ouates, Thônex et Veyrier



Contributions versées en 2000

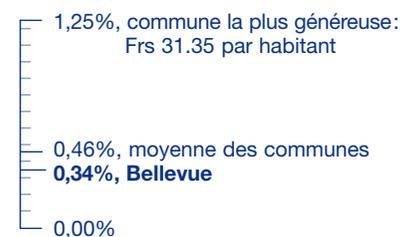
Coopération au développement

Projets de développement	Description	Montant
· Argentine, <i>Fondation chicos</i>	Formation pour la création de produits artisanaux	3 000.-
· Ghana, <i>Ernest Peyer memorial found</i>	Hôpital Agogo	4 000.-
· Haïti, <i>Lumières pour Haïti</i>	Prise en charge de la scolarité d'un enfant	1 150.-
· Mandat International	Aide aux ONG	2 000.-
· Tiers-Monde, <i>Redi</i>	Appareils	3 000.-

Total des contributions versées

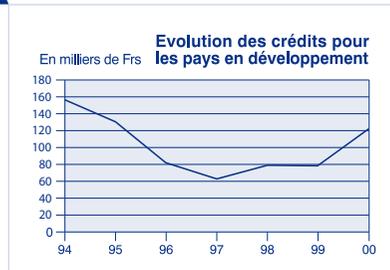
13 150.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· Roumanie: <i>Gisteni-Noroc</i>	1 000.-
----------------------------------	---------



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Brésil, <i>Mouvement pour la coopération internationale</i>: 47 000.- • Soutien aux activités de la Coordination des organisations indigènes
--------------------------------	--

Coopération au développement - autres collaborations

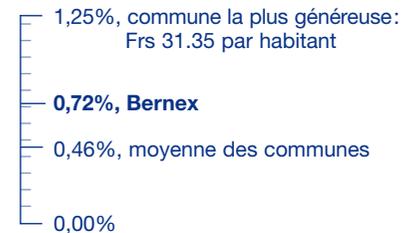
Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Burkina Faso, <i>Nouvelle planète</i>: Centre artisanal 2 000.- • Cuba, <i>Medicuba Suisse</i>: Matières premières, production de médicaments 2 000.- • Equateur, <i>Fundacion para los Indios</i> 3 000.- • Haïti, <i>Coup de pouce Suisse-Haïti</i> 3 000.- • Pérou, <i>Atelier des enfants</i>: Action bidonvilles, Lima 3 000.- • Sahel, <i>Morija</i>: Puits et formation professionnelle 3 000.- • Soudan, <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i> 3 000.- • <i>Amis suisses des villages d'enfants</i>: Villages d'enfants SOS 500.- • <i>Campagne suisse contre les mines antipersonnel</i> 2 000.- • <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>: Marche de l'Espoir 2 976.-
Projet de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Communauté tibétaine de Suisse romande</i>: Fête du Losar 3 000.-

Aide humanitaire

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Réfugiés sahraouis en Algérie</i>: Accueil de 30 enfants pendant quinze jours en Suisse 46 341.-

Total des contributions versées **120 817.-**

Contributions 2000 pour les pays en développement



Bernex: 8 709 habitants
Frs 13.85 par habitant



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Chaîne du bonheur</i>: Inondations en Suisse 20 000.- • <i>Diverses associations suisses, genevoises et communales</i>: subventions et dons divers 47 700.-



Le montant consacré par Bernex aux pays en développement atteint 0.72% de ses dépenses de fonctionnement!

L'aide des Bernésiens aux communautés autochtones de l'Amazonie brésilienne

Point de départ. La relation entre le *Mouvement pour la coopération internationale (MCI)* et la *Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne (COIAB)* a débuté par la rencontre d'un membre du MCI avec Silvio Cavuscens qui présentait alors à Genève la «Campagne Javari», soutenue par *Terre des hommes Suisse-Genève (TdH)*. En tant que conseiller technique de la COIAB, S. Cavuscens saisit l'occasion pour exposer les besoins et les objectifs de cette association aux responsables du MCI, avec qui il collaborera dans l'établissement d'un nouveau partenariat.

Dès 1988, avec le retour à la démocratie, la société civile brésilienne a exprimé le besoin de se faire entendre enfin. La contestation populaire, revendiquant les droits politiques, sociaux et économiques fondamentaux pour tous, s'est principalement organisée autour d'associations comme le Mouvement des sans-terre, les syndicats, ou encore les ONG, qu'elles soient locales ou internationales.

C'est dans le cadre de cette nouvelle mouvance qu'a été organisée la première grande assemblée indigène d'Amazonie. En 1989, ce ne sont pas moins de 174 leaders représentant 16 organisations indigènes qui se sont réunis en plein cœur de la forêt amazonienne. Cette rencontre a donné naissance à la **COIAB (Coordination des organisations indigènes brésiennes)**, dont les objectifs principaux s'articulent autour d'une idée simple: préserver et perpétuer l'existence et la culture des Indiens du Brésil.

Le **Mouvement pour la coopération internationale**, association membre de FGC, soutient la COIAB depuis de nombreuses années. L'objectif est de contribuer à l'amélioration rapide et durable des conditions de vie des peuples indigènes à travers, notamment, la promotion des alternatives économiques d'autosubsistance et la démarcation officielle des territoires qui leur reviennent de droit.

Concernant l'appui aux alternatives économiques d'autosubsistance, un marché de produits artisanaux ainsi qu'un centre indigène de production et culture ont été mis en place. Pour ce qui est du renforcement de la cohésion entre communautés et de la promotion de la COIAB, on envisage de créer un site internet. Un autre important volet du programme du MCI consiste à octroyer des cours de formation (administration, négociations politiques,...) aux leaders des différentes communautés composant la COIAB.

Aussi, il est important de ne pas oublier que la préservation des ressources naturelles concentrées dans la forêt amazonienne passe, en grande partie, par la survie des communautés indiennes qui la peuplent.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève et Meinier



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	• Bangladesh , <i>Enfants du monde</i> : Programme de développement urbain, Jessore	24 353.-
	• Bolivie , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Prévention du sida pour la population et le personnel de santé du département de Cochabamba	30 000.-
	• Brésil , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Prévention de la violence en milieu scolaire, Salvador de Bahia	34 903.-
	• Burkina Faso , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Santé, prévention sida et promotion féminine au Yatenga	24 250.-
	• Colombie , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Formation à l'élaboration d'un programme éducatif «Abriendo Caminos», Santafé de Bogota	13 893.-
	• Colombie , <i>Genève tiers-monde</i> : Femme rurale, développement, environnement et paix, Yolombo et La Ceja, Antioquia	73 085.-
	• Haïti , <i>Helvetas, section Genève</i> : Appui pour la gestion communautaire des Mornes-Pagecom	9 581.-
	• Sénégal , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Prévention et réhabilitation nutritionnelle dans la commune de Guédiawaye, Dakar	29 935.-
Subvention de fonctionnement	• <i>Fédération genevoise de coopération</i>	5 000.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	• Amérique latine , <i>Vivamos mejor</i> : Aide en faveur des femmes et des enfants	500.-
	• Burkina Faso , <i>Enseignants sans frontières</i> : Coopération pédagogique	500.-
	• <i>Centre Europe-tiers monde</i>	100.-

Aide humanitaire

• Afrique australe et Asie du Sud , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Aide extraordinaire d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles	20 000.-
• Soudan et Egypte , <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i> : Formation d'enfants	1 000.-
• <i>Campagne contre les mines antipersonnel</i>	500.-
• <i>Enseignants sans frontières</i>	500.-
• <i>Médecins sans frontières</i>	200.-
• <i>Unicef</i>	500.-

Total des contributions versées

268 800.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

• Roumanie : Aide au dispensaire construit par la Ville de Carouge et au cabinet dentaire de Barca	6 154.-
---	---------

en collaboration avec la FGC

Santé, prévention du sida et promotion féminine au Yatenga, Burkina Faso

Point de départ. Ce projet a commencé avec une première rencontre en Afrique entre la dirigeante de l'*AMMIE* et un collaborateur de *Terre des hommes Suisse-Genève (TdH)* alors en mission. Quelques années plus tard, saisissant l'opportunité d'une invitation à Chambéry dans le cadre de jumelage entre villes, la dirigeante de l'*AMMIE* reprit contact avec *TdH* afin d'exposer l'évolution de son association. Depuis lors, les deux associations sont devenues partenaires et ont collaboré efficacement dans différents projets au Burkina Faso.



La province de Yatenga, située au nord du Burkina Faso, n'a pas de cours d'eau permanents. Les sols y sont de mauvaise qualité et les principales activités économiques n'assurent que des revenus extrêmement faibles.

Dans ce contexte, les problèmes de santé sont nombreux alors que les capacités de soins sont rares. C'est pour pallier ce manque que **AMMIE**, une association partenaire de **Terre des hommes Suisse-Genève**, membre de la FGC, a développé un programme de santé communautaire. Ce programme intervient directement dans 12 villages et offre une couverture sanitaire à 20'000 habitants.

Ainsi, dix cases maternité et dix pharmacies ont été construites avec l'aide des

villageois. Des campagnes de vaccinations, de prévention à la malnutrition et de sensibilisation aux règles élémentaires d'hygiène et de prévention des maladies ont été menées auprès des mères.

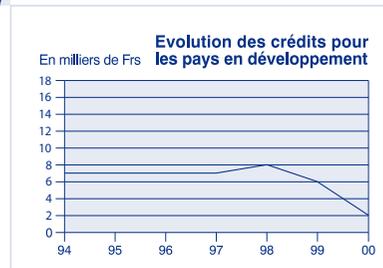
Le moteur de ce programme de santé est constitué par la quarantaine d'agents de santé communautaires formés et encadrés par AMMIE, qui discutent, aident, forment, mais aussi, plus prosaïquement, font les consultations courantes et envoient les cas plus graves dans les centres de santé.

Par ailleurs, une sensibilisation sur les MST et le sida est menée. En effet, depuis une dizaine d'années, le sida est devenu un réel problème de santé publique, car les migrants reviennent au pays quelquefois porteurs de la maladie.

En parallèle avec ces objectifs de santé publique, les animatrices d'AMMIE encouragent les Groupements villageois féminins à créer des activités génératrices de revenus comme les petits commerces et l'élevage. L'élévation du niveau de vie est le meilleur garant d'une augmentation de l'état sanitaire de la population.

Ces différentes actions ne porteraient que peu de fruits si elles ne s'enracinaient pas dans une dynamique locale forte qui constitue le troisième volet des activités d'AMMIE: accompagner et renforcer les groupements locaux par la formation des responsables, des rencontres et des échanges, un appui matériel adapté mais aussi des cours d'alphabétisation.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat de Genève, Genthod, Plan-les-Ouates, Thônex et Veyrier



Contributions versées en 2000

Aide humanitaire

· Chaîne du bonheur: Inondations, intempéries

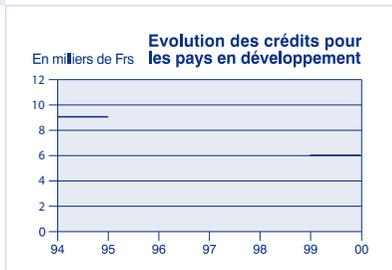
2 000.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· Diverses associations genevoises: Aide aux démunis

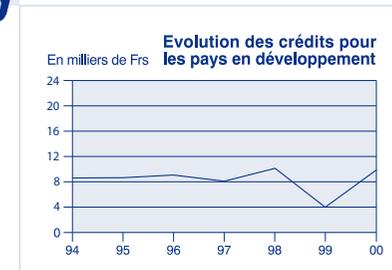
1 500.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projet de développement · Jumelage Céligny-Bassy: Moulin à mil 6 000.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement

- **Brésil, Nordeste:** Reforestation et éducation 750.-
- **Burkina Faso,** Centre de formation artisanale à Po et de formation agricole à Tampouy 7 000.-
- **Haïti, Lumière pour Haïti:** Ecole pour les enfants des bidonvilles 150.-
- **Inde,** Parrainage d'un enfant à Pondichéry 100.-
- **Vietnam, Association pour l'enfance du Vietnam** 750.-
- **Yémen, Jatur:** Orphelinat Beit Aocha 750.-

Aide humanitaire

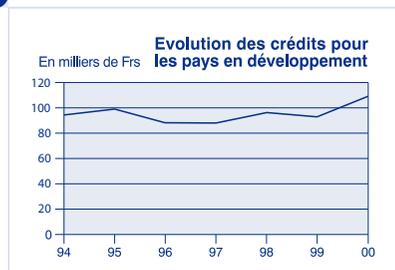
- **Mozambique, Médecins sans frontières:** Inondations 200.-
- **Soudan, Amis de Sœur Emmanuelle** 100.-

Total des contributions versées 9 800.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- **Roumanie, Croix-Rouge genevoise** 200.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Bolivie, <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>: Prévention du sida pour la population et le personnel de santé du département de Cochabamba 10 000.-
--------------------------------	---

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Bolivie, <i>Ecole-internat de Rosillas</i>: Soutien à une école-internat 5 000.- • Bolivie, <i>Voix libres</i>: Secours aux enfants maltraités à la Paz 6 000.- • Brésil, <i>Nordesta</i>: Diverses actions 5 400.- • Burkina Faso, <i>Rosignol</i>: Projets de développement 5 000.- • Burkina Faso, <i>Villages d'Afrique</i>: Aide à la population rurale 5 000.- • Cap Vert, <i>Cap-vert Genève</i>: Divers projets 2 400.- • Colombie, <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>: Marche de l'Espoir 1 000.- • Haïti, <i>Action pour les enfants haïtiens</i>: Aide aux enfants très défavorisés dans le nord d'Haïti 2 000.- • Haïti, <i>Association suisse des amis d'Haïti</i>: Soutien à l'Eglise méthodiste pour son action pédagogique 4 000.- • Haïti, <i>Coup de pouce Suisse-Haïti</i>: Actions en faveur des enfants, formation 5 000.- • Haïti, <i>Haïti-Cosmos</i>: Equipement d'un dispensaire 5 000.- • Inde, <i>Antenne suisse pour les populations déplacées</i>: Education et assistance médicale, Jammu et Cachemire 5 000.- • Inde, <i>Ushagram</i>: Développement rural 3 000.- • Mexique, <i>CEDECOAC</i>: Centre d'accueil d'enfants 5 000.- • Pérou, <i>Achalay</i>: Foyer-ferme de San Andres 5 000.- • Sahel, <i>Morija</i>: Entraide 6 000.- • Tchad, <i>Amis de Goundi</i>: Divers projets 3 000.- • <i>Soutien enfance en détresse</i> 3 000.- • <i>Jatur</i>: Camps de jeunes 3 000.- • <i>Nouvelle planète</i>: Divers projets au Burkina Faso, Madagascar, Inde, Vietnam et Gabon 10 000.- • <i>Solidarité tiers-monde</i>: Divers programmes d'aide à des communautés locales des pays en développement 4 000.-
---------------------------------	---

Aide humanitaire

• Inde, <i>Être-aide aux Tibétains</i> : Aide aux réfugiés tibétains	2 600.-
• Liban, <i>Aide sanitaire suisse aux Palestiniens</i> : Centre médical pour les réfugiés palestiniens	2 000.-
• <i>Fondation suisse d'aide aux victimes de mines</i> : swimathon	1 000.-

Total des contributions versées

108 400.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

• Roumanie , <i>Coup de cœur Théâtrechamp</i> : Hôpital et jeunesse de Corabia	2 000.-
• Roumanie , <i>Animation jeunes</i> : Actions 2000	500.-
• Roumanie : Transports à Sintimbru	3 977.-

Programme de prévention du sida à Cochabamba en Bolivie

Point de départ. La venue en Suisse d'un médecin bolivien dans le cadre d'une thèse dans le domaine du développement est à l'origine de ce projet. En effet, la présence de ce dernier à Genève fut l'opportunité de mieux connaître le milieu associatif, et tout particulièrement *Terre des hommes Suisse-Genève*, qui acceptera plus tard de financer l'application de sa thèse. Ainsi, la Suisse a été le lieu de rencontre pour ces personnes d'origines différentes mais dont la volonté de créer des réseaux de solidarité Nord-Sud était commune.



Le contrôle et la prévention du sida est en place en Bolivie depuis 1986. Les contraintes d'ordre économique auxquelles le gouvernement bolivien doit faire face ont relégué au deuxième plan une réflexion sur le VIH/sida qui se rapporte à des thèmes comme la maladie, la sexualité ou encore le respect des droits humains.

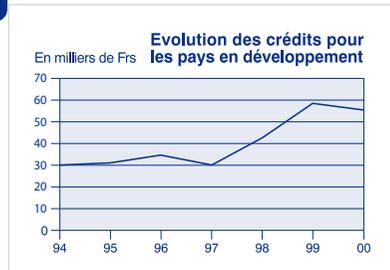
C'est ce qu'ont pu constater les travailleurs de l'**Institut pour le développement humain (IDH)**, association bolivienne partenaire de **Terre des hommes Suisse-Genève**, qui est membre de la FGC, en mettant en place leur programme de «Prévention du sida pour la population et le personnel de santé» dans la ville et le département de Cochabamba.

Ce projet de coopération a débuté en 1995 par l'élaboration d'un «état des lieux» qui a révélé l'importance de la méconnaissance du virus, et plus particulièrement en ce qui concerne ses différents modes de transmission. Ensuite, des objectifs ont été définis: diminuer la transmission du VIH/sida, apprendre à vivre sans crainte avec les personnes infectées, renforcer une approche communautaire de prévention et améliorer la prise en charge des personnes infectées.

A terme, ce ne sont pas moins de 6000 personnes qui recevront une information directe grâce à des sessions d'information et de réflexion sur le VIH/sida. En outre, on estime qu'environ 100 000 individus, soit 47% de la population cible définie, seront sensibilisés aux problématiques du sida par le biais de différents médias. Le programme prévoit également la sensibilisation du personnel soignant d'au moins dix services de santé publics et/ou privés de la ville et de la région rurale, et surtout la formation d'«agents multiplicateurs» permettant au projet de se perpétuer grâce à un savoir-faire et à des effectifs locaux.

Bien entendu, le travail à réaliser est encore long et des moyens humains et financiers seront toujours nécessaires. Quoi qu'il en soit, soyez sûrs qu'en Bolivie, à Cochabamba, une équipe motivée et compétente utilise efficacement votre contribution financière au développement.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat de Genève, Carouge, Choulex, Jussy, Plan-les-Ouates, Puplinge et Versoix



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement - **Brésil**, *Terre des hommes Suisse-Genève*: Programme de lutte contre l'impunité des auteurs de crimes contre les enfants et les adolescents, Salvador da Bahia 27 940.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	• Albanie , <i>Union avenir meilleur</i> : Imperiali	1 000.-
	• Bosnie , <i>Fédération suisse de déminage</i> : Déminage	6 000.-
	• Bosnie : Parrainage de deux mères et deux enfants	3 400.-
	• Brésil , <i>Nordesta</i> : Reforestation	2 500.-
	• Burkina Faso , <i>Nouvelle planète</i>	2 000.-
	• Cambodge , <i>Dr Richner-Hôpital pédiatrique</i>	2 500.-
	• Haïti , <i>Haïti-Cosmos</i> : Dispensaire, jardin médicinal	3 500.-
	• Inde , <i>Ushagram</i> : Village de l'Aurore	2 000.-
• Indonésie : <i>Ecole sociale d'Haramain</i> , Lombok	2 160.-	
• Rwanda : Parrainage d'orphelins dans des familles	4 000.-	

Total des contributions versées 57 000.-



Briser l'impunité des auteurs de crimes d'enfants et d'adolescents au Brésil

Point de départ. Un couple brésilien travaillant pour la *CEDECA* a élaboré ce projet pour lequel un co-partenariat entre *Terre des Hommes Suisse-Genève (TdH)* et l'*UNICEF* avait été établi. Après en avoir délégué la direction, le couple déménagea en Suisse pour des raisons professionnelles. Hélas, quelques années plus tard, le mari trouva tragiquement la mort dans le crash du vol Swissair New-York/Genève. Après ce drame, son épouse retourna au Brésil et reprit la direction du projet qu'ils avaient mis sur pied ensemble.

Dans sa lutte contre l'impunité des responsables d'homicides contre des enfants et adolescents et l'accompagnement des familles des victimes, l'organisation **CEDECA** est devenue une référence au Brésil. Après son retour de mission en novembre dernier, Madalena Santos, responsable bénévole du projet à **Terre des hommes Suisse-Genève**, association membre de la FGC, témoigne de l'approche globale de ce programme.

Qu'entend-on par «crime contre des enfants»?

Il s'agit non seulement des homicides, souvent précédés de tortures physiques, mais également d'abus et d'exploitation sexuelle d'enfants et adolescents. Le Centre de défense des enfants et adolescents de Bahia (CEDECA) travaille sur ces différents aspects avec beaucoup de ténacité et de reconnaissance de la part de l'opinion publique et des autorités.

Qui sont les criminels?

Ce sont principalement des policiers militaires ou civils, des agents de sécurité de certains magasins, qui se laissent facilement tenter par les sommes qu'on leur propose pour tuer des enfants. Des enfants sont aussi tués lors de conflits entre adultes, par vengeance, ou sans raison connue.

Quels sont les obstacles rencontrés?

Les changements fréquents de magistrats en cours d'instruction, le nombre insuffisant d'avocats et le manque d'infrastructures. La peur de dénoncer un collègue, lorsqu'il s'agit de policiers accusés, ou celle de représailles sur les familles sont aussi des éléments contre lesquels il faut lutter.

Comment sont accompagnées les familles des victimes ?

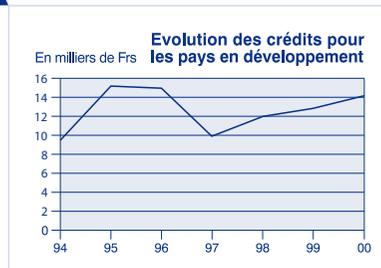
Après avoir pris connaissance d'un homicide, les équipes du CEDECA vont à la rencontre de la famille pour proposer gratuitement un appui juridique pour le dépôt de la plainte, l'assistance d'un avocat et un appui psychologique.

Et comment Terre des hommes Suisse appuie ce programme ?

Nous soutenons financièrement le CEDECA dans sa lutte pour dénoncer les crimes, accompagner les familles et prévenir ces actes de violence, en particulier par les cours sur les droits fondamentaux de l'enfant et de l'adolescent dispensés aux policiers.

Propos recueillis par Souad von Allmen, Terre des hommes Suisse-Genève

Projet également soutenu par la DDC, Carouge et Plan-les-Ouates



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement		
• Bolivie , <i>Ecole-internat de Rosillas</i> : Mise sur pied d'une école rurale		500.-
• Cambodge , <i>Krousar Thmey</i> : Construction d'une école		200.-
• Cuba , <i>Medicuba</i> : Financement de matières premières pour la production de médicaments		500.-
• Equateur , <i>Swissaid</i> : Fonds pour l'eau aux paysans		500.-
• Inde , <i>Ushagram</i> : Aide au développement		1 000.-
• Mexique , <i>CEDECOAC</i> : Centre éducatif de la Côte Oaxaca		300.-
• Népal , <i>Terre nouvelle</i> : Développement rural		200.-
• Soudan , <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i> : Dispensaire et formation professionnelle		200.-
• Vietnam , <i>Nouvelle planète</i> : Construction et équipement d'une école		500.-
• <i>Antenna technologie</i> : Recherche en matière de malnutrition		3 000.-
• <i>Jatur</i> : Voyages éducatifs et humanitaires		500.-
• <i>Song Taaba</i> : Vulgarisation de nouvelles techniques de tissage pour améliorer le revenu des femmes et de leurs familles		3 000.-

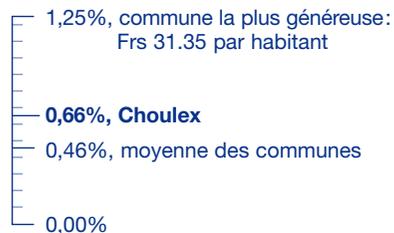
Aide humanitaire

• Egypte , <i>Coup de cœur Boulard</i> : Séjour pour des enfants défavorisés	300.-
• Haïti , <i>Action hôpitaux haïtiens</i> : Parrainage en zone rurale	200.-
• Mozambique , <i>Médecins sans frontières</i> : Aide d'urgence	1 000.-
• <i>Aide sanitaire suisse aux Palestiniens</i> : Aide sociale	1 000.-
• <i>Bangwe</i> : Education à la paix par des organisations féminines de la région des Grands Lacs	200.-
• <i>Pro Longo Mai</i> : Réinsertion par le travail	100.-
• <i>SOS Villages d'enfants</i> : Foyers pour enfants des rues	1 000.-

Total des contributions versées

14 200.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Choulex: 948 habitants
Frs 15.00 par habitant



Evolution des crédits pour les pays en développement



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	Montant
· Brésil, Nordeste	1 000.-
· Haïti, Coup de pouce Suisse-Haïti	1 000.-
· Pérou, Atelier des enfants	2 000.-
· Amis de Sœur Emmanuelle	2 000.-
· Sahel, Cap-vert Genève	2 000.-

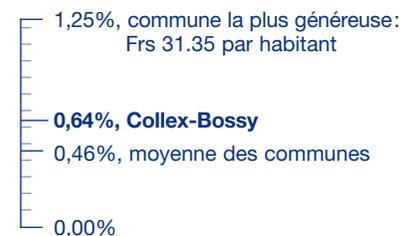
Aide humanitaire

· Burkina Faso, Genève tiers-monde	580.-
· Mozambique, Médecins sans frontières	2 000.-
· Association internationale santé mère-nouveau-né	500.-
· ATD quart-monde	500.-
· CICR: région des Balkans	500.-
· Enfants du monde	1 000.-
· Handicap international	2 000.-
· Comité de soutien au peuple tibétain	100.-

Total des contributions versées

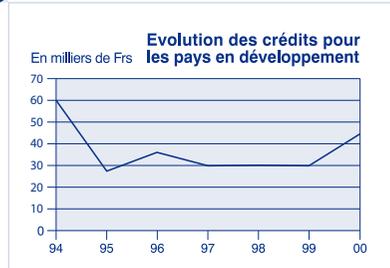
15 180.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Collex-Bossy: 1 295 habitants
Frs 11.75 par habitant





Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	Montant
· <i>Asie, Soleil levant</i>	3 000.-
· <i>Brésil, Nordeste</i> : Reforestation	3 000.-
· <i>Burkina Faso, Nouvelle planète</i> : Centre artisanal	5 000.-
· <i>Cambodge, Krousa Thmey</i> : Ecole pour enfants sourds	1 000.-
· <i>Egypte, Les amis du Boulac</i> : Projet au Caire	2 000.-
· <i>Equateur, Association des mères adolescentes</i>	2 000.-
· <i>Mali, AENG Gao</i> : Entraide aux nomades	3 000.-
· <i>Mali, Ecole pour Namia</i> : Installations solaires	5 500.-
· <i>Mali, Jatur</i> : Construction d'une école	1 000.-
· <i>Rwanda, Ecole La Colombière</i> : Equipement d'une école maternelle à Kigali	3 000.-
· <i>Thaïlande, Buakhao white lotus</i> : Education enfants des rues	1 000.-
· <i>Tibet, Les amis du Tibet</i> : Nonnerie à Katmandou	4 000.-
· <i>Vietnam</i> : Dispensaire à Ba Ria	4 000.-
· <i>Bethleem</i> : Secours aux enfants	3 000.-
· <i>Dignité en détention</i> : Les droits de l'enfant en prison	1 500.-
· <i>Ecole La Colombière</i> : Construction d'une école	1 000.-
· <i>Médecins sans frontières</i> : Aide aux populations en danger	1 500.-

Total des contributions versées

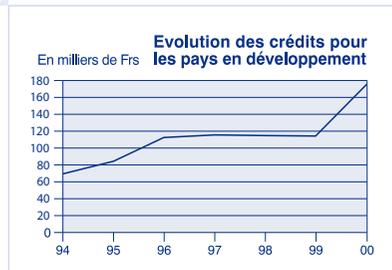
44 500.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· *Croix-Rouge suisse*: Inondations en Valais et en Italie 15 000.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	· Algérie, SOS enfance suisse: Projet à Oran	2 000.-
	· Bolivie, Ecole-internat de Rosillas: Formation des jeunes dans le domaine agricole	2 000.-
	· Brésil, Nordeste	1 000.-
	· Burkina Faso, Arvan	10 000.-
	· Burkina Faso: Aide directe	20 010.-
	· Cambodge, Krousar Thmey: Aide à l'enfance défavorisée	5 000.-
	· Haïti, Action pour les enfants haïtiens: Dispensaire de Balan	1 000.-
	· Haïti, Association suisse des amis d'Haïti: Ecoles	3 000.-
	· Inde, Ushagram: Développement rural	3 000.-
	· Madagascar, Akamasoa: Projet Père Pedro	2 000.-
	· Mali, Jatur: Construction d'une école à Tacharane	1 000.-
	· Mexique, CEDECOAC: Centre éducatif écologique de la Côte Oaxaca	2 000.-
	· Pérou, Atelier des enfants: Projet à Lima	1 000.-
	· Pérou, Brigitte Chevalley: Formation d'Indiens Quecha sur les droits de l'homme	4 700.-
	· Sahel, Morija: Centre de formation professionnelle: menuiserie et ébénisterie	2 000.-
	· Sénégal, Mission du Père Resplendino	4 000.-
	· Soudan, Amis de Sœur Emmanuelle: Aide aux enfants démunis et à deux étudiants universitaires	4 400.-
	· Sri Lanka, Action Gemina: Ecole et repas pour enfants démunis	4 000.-
	· Sri Lanka, Saramanda: Centre de nutrition, atelier de menuiserie et artisanat	2 000.-
	· Thaïlande, Buakhao white lotus: Lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants	2 000.-
	· Togo, Bureau international catholique de l'enfance: Défense des filles «Portefaix»	2 000.-
	· Cap-vert Genève	2 000.-
	· Ushagram	6 000.-
	· Fondation sommet mondial des femmes: Créativité des femmes en milieu rural	1 000.-
	· Fondation villages d'enfants Pestalozzi	2 000.-

Projets de développement (suite)	· Genève tiers-monde	2 000.-
	· Mission évangélique contre la lèpre: Formation et équipement médical	1 000.-
	· Sakatia: Ecole	5 000.-
	· SOS villages d'enfants	1 000.-
	· Université des droits de l'homme: Bourse pour un étudiant	5 160.-

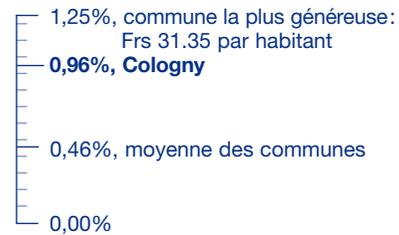
Aide humanitaire

· Afrique, Fondation hymne aux enfants: Enfants victimes de la maladie de Noma	2 000.-
· Albanie, ASED-Enfance en détresse	1 000.-
· Asie, Croix-Rouge suisse: Inondations	10 000.-
· Bolivie, Kantuta: Enfants des rues	1 000.-
· Bolivie, Voix libres: Soutien aux enfants travailleurs dans les mines	6 000.-
· Cambodge, Handicap international: Lutte contre les mines antipersonnel	2 000.-
· Côte d'Ivoire, Western Union (Mme Diarra Seydou)	2 090.-
· Egypte, Coup de cœur Boulard: Enfants démunis	3 000.-
· Inde, Apnalaya: Bidonvilles de Bombay	2 012.-
· Mali, Médecins du monde: Aide aux femmes souffrant d'affections obstétricales	2 000.-
· Mozambique, Chaîne du bonheur: Inondations	10 000.-
· Philippines, Nouvelle planète: Enfants des rues	8 000.-
· Yougoslavie, Femmes en noir: Medica Kosove	1 000.-
· Soudan, Christian solidarity international: Rachat d'esclaves	2 000.-
· Sri Lanka, Cheshire home: Lampes	250.-
· Venezuela, Caritas Genève: Aide aux victimes d'inondations	10 000.-
· Vietnam, Association suisse Raoul Follereau: Lutte contre la lèpre	1 000.-
· Arnay Charles, Mme Galina Gabilova	500.-
· Frères de nos frères	2 000.-
· Médecins sans frontières: Aide alimentaire d'urgence en Ethiopie et aux victimes d'inondations au Mozambique	4 000.-
· UPAM	1 000.-
· Vivamos mejor	2 000.-

Total des contributions versées

176 122.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Cogna: 4 748 habitants
Frs 37.10 par habitant

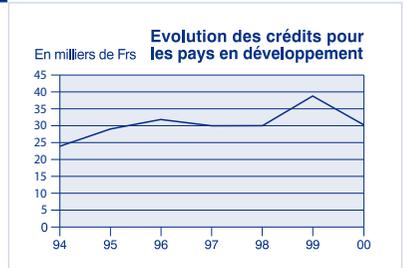


Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- Roumanie, Opération villages roumains: Achat d'un ordinateur 1 668.-
- Biélorussie, Russie, Ukraine, Croix-Verte suisse 1 200.-



Le montant consacré par Cogna aux pays en développement atteint 0.96% de ses dépenses de fonctionnement!



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	• Bolivie, Ecole-internat de Rosillas	600.-
	• Bolivie, Voix libres	1 000.-
	• Colombie, Fondation Bambi	600.-
	• Egypte, Coup de cœur Boulard	100.-
	• Haïti, Collège de l'Etoile	5 000.-
	• Haïti, Coup de pouce Suisse-Haïti	1 000.-
	• Haïti, Lumière pour Haïti	1 000.-
	• Mozambique, Enfants Mozambique	600.-
	• Myanmar (Birmanie), Association Suisse-Birmanie	500.-
	• ATD-quart monde	500.-
	• CTAS	500.-
	• Christan solidarity international	1 000.-
	• Enfants d'ailleurs	1 000.-
	• Organisation mondiale pour l'enfant	2 100.-
	• Swissaid	1 000.-
	• Unicef	1 000.-

Aide humanitaire

	• Haïti, Orphelinat «Les Moissonneurs»	1 000.-
	• Mali, Cycle d'orientation La Golette	1 000.-
	• Soudan, Amis de Sœur Emmanuelle	1 000.-
	• Turquie, Aide directe: Sacs de couchage pour victimes du tremblement de terre	1 000.-
	• Morija	500.-
	• CICR	3 400.-
	• Genève tiers-monde	1 000.-
	• Jatur	500.-
	• Médecins sans frontières	1 000.-
	• SOS villages d'enfants	1 000.-
	• Unesco	1 500.-

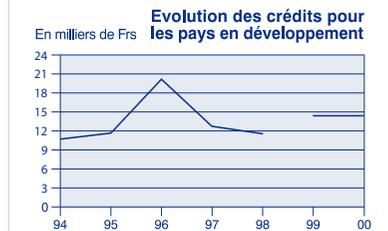
Total des contributions versées

30 400.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Confignon: 3 026 habitants
Frs 10.05 par habitant



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

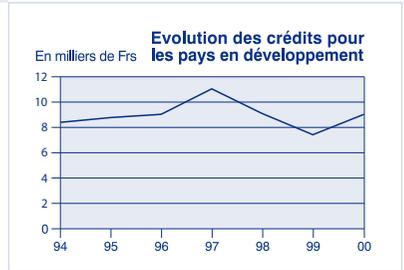
Projets de développement	• Madagascar, Yelen	500.-
	• Madagascar, Nouvelle planète	200.-
	• Sahel, Association Entraide	300.-
	• Enseignants sans frontières	500.-
	• Ciomal - Ordre de Malte	500.-
	• Frères de nos frères	1 000.-
	• Jeûne fédéral	500.-
	• Nouvelle planète	500.-
	• Swissaid	500.-
	• Vivamos mejor	500.-
	• Voix libres	890.-

Aide humanitaire

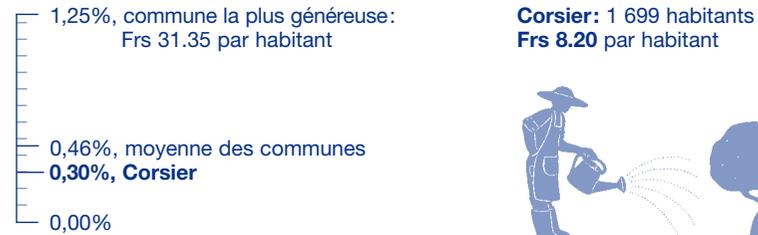
• Brésil, Unicef - comité suisse	100.-
• Burkina Faso: Aide directe	3 500.-
• Haïti, Coup de pouce Suisse-Haïti	100.-
• Pérou, Atelier des enfants	1 000.-
• Tibet, Les amis du Tibet	1 000.-
• Amis de Sœur Emmanuelle	500.-
• Enfants du monde	500.-
• Médecins sans frontières	500.-
• Ordre de Malte	500.-
• SOS villages d'enfants	300.-

Total des contributions versées

13 890.-



Contributions 2000 pour les pays en développement



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projet de développement - **Burkina Faso**: Centre de formation artisanale à Po et de formation agricole à Tampouy 4 000.-

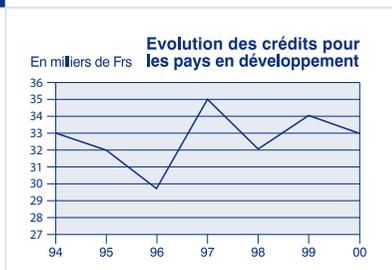
Aide humanitaire

- **Burkina Faso, Morija**: Création d'un puits d'eau 1 000.-
- **Guatemala, Amis de Sœur Emmanuelle** 100.-
- **Guatemala, Père Hoflack** 3 000.-
- **Haïti, Coup de pouce Suisse-Haïti** 100.-
- **Haïti, Lumière pour Haïti** 80.-
- **Frères de nos frères** 100.-
- **Helvetas** 200.-
- **Médecins sans frontières** 200.-
- **Sentinelles** 200.-

Total des contributions versées 8 980.-

Contributions 2000 pour les pays en développement





Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement

- **Mauritanie, Jardins de cocagne:** Développement des activités de l'union des coopératives de développement des communes de Bouilly et Ould Yengé, région du Guidimakha 5 000.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement

- **Brésil, Nordeste** 3 000.-
- **Burkina Faso, Nouvelle planète** 5 000.-
- **Cambodge, Krousar Thmey:** Ecole pour enfants sourds 1 000.-
- **Haïti, Coup de pouce Haïti** 1 000.-
- **Nicaragua, Fondation Yann Verdina** 2 000.-
- **Sri Lanka, Action Gemina** 2 000.-

Aide humanitaire

- **Afrique du Sud, Croix-Rouge suisse** 5 000.-
- **Mexique:** Enfants de la rue 1 000.-
- **Yougoslavie, Pro Victimis** 2 000.-
- **Miblou:** Parrainage d'enfants 4 000.-
- **Action mines antipersonnel** 2 000.-

Total des contributions versées 33 000.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

Genthod: 2 211 habitants
Frs 14.95 par habitant

0,68%, **Genthod ***

0,46%, moyenne des communes

0,00%



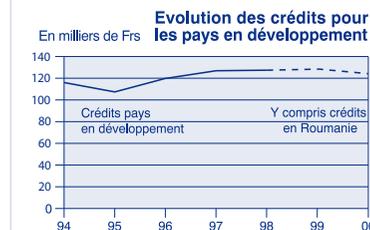
* Le total des dépenses de la commune permettant d'établir ce tableau nous a été transmis par le Service de surveillance financière des communes, DIAE.

Amélioration des conditions de santé materno-infantile en République dominicaine, Minas Norte, Santo Domingo



Photo du projet mené par **Tu mujer**, association dominicaine partenaire d'**Enfants du Monde** (voir article sur projet avec le même partenaire sous la commune de Grand-Saconnex).

Projet soutenu en 1996 par Genthod, la DDC et l'Etat de Genève



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projet de développement - **Vietnam, Union des femmes du Vietnam**: Subventions pour l'agriculture 5 000.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

0,64%, Grand-Saconnex
(y compris crédits Roumanie)

0,46%, moyenne des communes

0,03%, Grand-Saconnex
(pays en développement)

Grand-Saconnex: 8 348 habitants
Frs 0.60 par habitant (pays en développement)
Frs 14.60 par habitant (y compris crédits Roumanie)



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- **Roumanie, Association amitié Racouita-Grand-Saconnex**: 117 200.-
Installation eau courante et accueil d'enfants en Suisse
- **Chaîne du bonheur**: Intempéries en Suisse et en Italie 10 000.-



La quasi-totalité des contributions 2000 du Grand-Saconnex a été accordée à la Roumanie. Selon la classification déterminée par l'OCDE (cf. p. 41), la Roumanie est considérée comme un pays en transition et non pas en développement. Toutefois, vu le montant important accordé, nous avons décidé, à titre exceptionnel, de le rendre visible dans le graphique «Evolution des crédits pour les pays en développement» ainsi que dans le tableau «Contributions 2000 pour les pays en développement».

Femmes et santé en République dominicaine

Point de départ. *Enfants du monde (EdM)* fit la connaissance de certains membres de *Tu mujer* dans le contexte d'un partenariat avec une autre association dominicaine. En effet, certains membres de cette association, qui travaillaient également pour *Tu mujer*, présentèrent quelques projets à *EdM*. De par une habitude de travailler ensemble sur les mêmes problématiques, *EdM* et *Tu mujer* s'engagèrent par la suite dans un nouveau partenariat qui élargit au niveau des associations le travail de coopération d'*EdM* en République dominicaine.

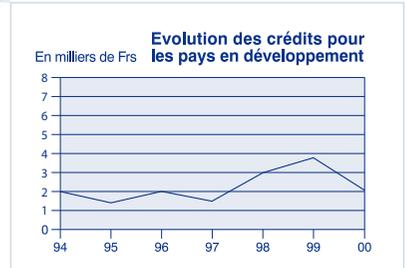
Les expériences et les recherches faites en santé publique et en prévention montrent de manière claire l'influence des conditions sociales sur la santé et les liens entre pauvreté, oppression et mauvaise santé. De plus, on peut constater également qu'au niveau de la malnutrition, il y a une forte inégalité entre filles et garçons et que cela avait même tendance à augmenter.

C'est face à ce problème que **Tu mujer** et **Enfants du monde**, qui est une association membre de la FGC, se sont mobilisés à travers un projet de coopération. L'impact de ce dernier a d'ailleurs été si satisfaisant que le Ministère de la santé le cite en référence et envisage de le reproduire ailleurs.

Tu mujer préconise en effet des politiques publiques visant à éliminer l'omniprésence de la référence masculine et à favoriser l'insertion des femmes dans la société sur les plans légaux (héritage, droit à la propriété), du pouvoir politique, de la santé. En effet, les institutions sociales et les mentalités en République dominicaine légitiment ces conditions où les hommes tiennent la première place. Ainsi, depuis sa naissance, le garçon est favorisé, tant par la nourriture, l'amour et les choix qu'on lui offre.

Tu mujer compte tout particulièrement sur l'éducation afin de changer les facteurs socioculturels qui affectent spécifiquement le bien-être et la santé des filles et des femmes. Ainsi, dans ses campagnes de sensibilisation et dans ses cours de formation, Tu mujer aborde des thèmes comme la culture patriarcale et les relations sociales entre les hommes et les femmes. Le problème de l'inégalité entre les sexes est enraciné dans des attitudes et des mentalités qui sont fortement imprégnées par la culture dominicaine; il faudra donc encore plusieurs générations pour changer ces paradigmes culturels et historiques. Toutefois, selon Tu mujer, s'il n'y a pas de remise en cause de ces relations, il ne peut y avoir de développement.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève et Vernier



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	· Bolivie, <i>Voix libres</i>	150.-
	· Haïti, <i>Lumières pour Haïti</i>	200.-
	· Sahel, <i>Morija</i>	300.-
	· Cap-vert <i>Genève</i>	200.-

Aide humanitaire

· Afrique, <i>Croix-Rouge suisse</i> : Cyclone	1 000.-
· Tibet, <i>Terre nomade</i>	100.-
· Organisation mondiale pour l'enfant	150.-

Total des contributions versées

2 100.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

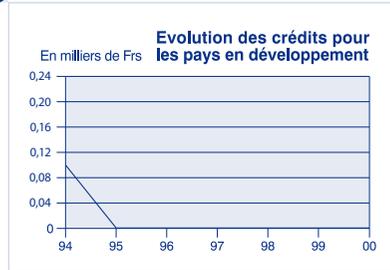
Gy: 367 habitants
Frs 5.70 par habitant

0,46%, moyenne des communes

0,21%, Gy

0,00%





Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projet de développement 0.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

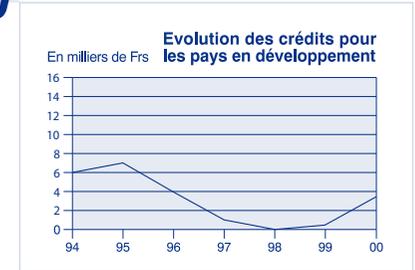
Hermance: 818 habitants
Frs 0.- par habitant

0,46%, moyenne des communes

0,00%, Hermance



La commune d'Hermance n'a pas de budget «Aide au développement et aide humanitaire». Dans un courrier du 2 avril 2001, M. B. Laperrousaz, maire, nous a communiqué l'information suivante: «De manière générale, le Conseil municipal ne prévoit aucun poste au budget pour ce type d'aide».



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement · **Bolivie, Terre des hommes Suisse-Genève:** Prévention du sida pour la population et le personnel de santé du département de Cochabamba 500.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement · **Cambodge, Krousar Thmey:** Aide à l'enfance défavorisée 1 000.-
 · **Madagascar, Nouvelle planète:** Construction d'une école professionnelle à Antsirabé 500.-
 · **Pérou, Achalay:** Foyer-ferme de San Andres 500.-
 · **Sénégal, «Sauvez Mbodiène»:** Action en faveur des plus démunis 1 000.-

Total des contributions versées 3 500.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

Jussy: 1 114 habitants
Frs 3.15 par habitant

0,46%, moyenne des communes

0,13%, Jussy
0,00%

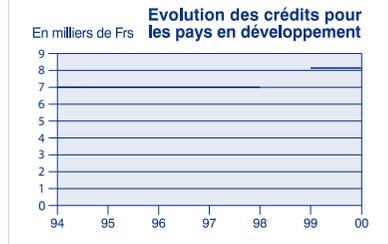


Programme de prévention du sida à Cochabamba en Bolivie



Photo du projet mené par l'**Institut pour le développement humain (IDH)** association bolivienne partenaire de **Terre des hommes Suisse-Genève** (voir article sous la commune de Chêne-Bougeries).

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat de Genève, Carouge, Choulex, Chêne-Bougeries, Plan-les-Ouates, Puplinge et Versoix



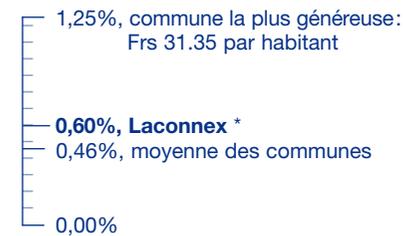
Contributions versées en 2000

Coopération au développement

8 100.-

* Le total des dépenses de la commune permettant d'établir ce tableau nous a été transmis par le Service de surveillance financière des communes, DIAE.

Contributions 2000 pour les pays en développement



Laconnex: 534 habitants
Frs 15.15 par habitant



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

7 500.-



La commune de Laconnex ne nous a pas transmis le détail des contributions versées.



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> · Bangladesh, <i>Enfants du monde</i>: Développement et formation communautaire rural (Uttaran), Districts de Satkhira, Khulna et Jessore · Pérou, <i>Genève tiers-monde</i>: Ecoles rurales promotrices du développement local, Tabanco et environs, Piura 	<p>90 250.-</p> <p>100 000.-</p>
Subvention de fonctionnement	· <i>Fédération genevoise de coopération</i>	5 500.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> · Afrique, <i>Monique Buunk-Droz</i>: Soutien au village Kasava · Afrique, <i>Lancy coopération Afrique</i>: Projets au Burkina Faso et au Niger · Algérie, <i>SOS enfance suisse</i>: Aide à l'enfance à Oran · Amérique latine, <i>Vivamos mejor</i> · Angola, <i>Médecins sans frontières</i> · Bolivie, <i>Voix libres</i> · Brésil, <i>Nordesta</i>: Education et reforestation · Burkina Faso, <i>Nouvelle planète</i>: Accueil et formation d'enfants des rues à Kamboincé · Colombie, <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>: Marche de l'espoir · Cuba, <i>Suisse-Cuba</i>: Développement social · Cuba, <i>Medicuba</i>: Campagne «matières premières pour l'industrie pharmaceutique cubaine» · Equateur, <i>Swissaid</i>: Eau potable · Guinée, <i>Rullanti Guiseppa</i>: Animation socioculturelle · Haïti, <i>Coup de pouce Suisse-Haïti</i>: Reboisement à Gaspard · Haïti, <i>Eglise évangélique baptiste</i>: Communauté de Golas à Port-de-Paix · Inde, <i>Ushagram</i>: Développement rural · Malaisie, <i>Helvetas</i>: Action Consumers Association of Penang · Mali, <i>Anitié-Mali</i>: Développement de la région de Kani Kombolé 	<p>15 000.-</p> <p>50 000.-</p> <p>500.-</p> <p>2 500.-</p> <p>2 500.-</p> <p>250.-</p> <p>5 000.-</p> <p>2 000.-</p> <p>2 000.-</p> <p>5 000.-</p> <p>5 000.-</p> <p>10 000.-</p> <p>500.-</p> <p>2 000.-</p> <p>1 000.-</p> <p>3 000.-</p> <p>10 000.-</p> <p>2 000.-</p>
---------------------------------	---	---

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> · Myanmar (Birmanie), <i>Association Suisse-Birmanie</i> · Palestine, <i>Bethléem - secours aux enfants</i>: Aide mères et enfants 	<p>1 000.-</p> <p>5 000.-</p>
(suite)	<ul style="list-style-type: none"> · Philippines, <i>Païdos</i>: Enfants défavorisés de Manille · Soudan, <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i>: Enfants démunis · Soudan, <i>Christian solidarity international</i> · Sahel, <i>Morija</i>: Aide à l'enfance démunie · <i>Action de Carême</i> · <i>Aide sanitaire suisse aux Palestiniens</i> · <i>Association suisse aide à l'hôpital du Dr Schweitzer</i> · <i>Croix-Verte suisse</i> · <i>Jatur</i> · <i>Jeûne fédéral</i> · <i>Pain pour le prochain</i> · <i>Solidarité tiers-monde</i> 	<p>3 000.-</p> <p>500.-</p> <p>500.-</p> <p>500.-</p> <p>10 000.-</p> <p>1 000.-</p> <p>2 500.-</p> <p>5 000.-</p> <p>500.-</p> <p>500.-</p> <p>10 000.-</p> <p>10 000.-</p>
Projet d'information	· <i>DoCip</i> : Bulletin d'information «Update»	3 000.-

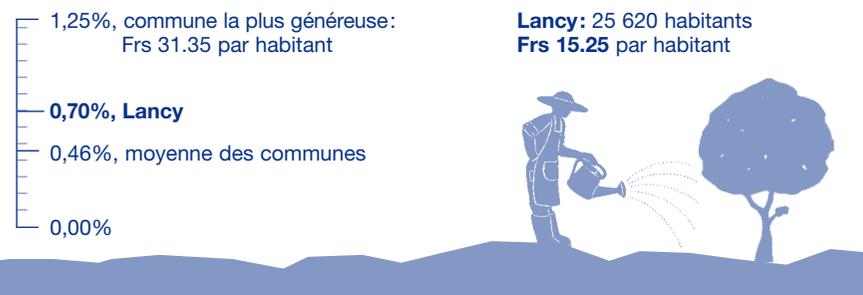
Aide humanitaire

<ul style="list-style-type: none"> · Erythrée, <i>Sebsham</i>: Centre médical · Soudan, <i>Caritas Suisse</i> · <i>Campagne suisse contre les mines antipersonnel</i> · <i>Village suisse ONG</i>: «Nuit des bilatérales contre la pauvreté»: achat de matériel didactique 	<p>5 000.-</p> <p>8 000.-</p> <p>10 000.-</p> <p>1 000.-</p>
--	--

Total des contributions versées

391 000.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Le montant consacré par la Ville de Lancy aux pays en développement atteint le 0.7% de ses dépenses de fonctionnement!

Ecoles rurales promotrices du développement local. Tabanco et environs, Pérou

Point de départ. Ce projet est le fruit d'une réflexion conjointe entre *Genève tiers-monde (GeTM)* et une de ses associations partenaires, *Mirhas*. En effet, ce projet dans la région de Piura (Pérou) élargit le domaine d'action de ces deux associations dont le partenariat est vieux de plusieurs années.



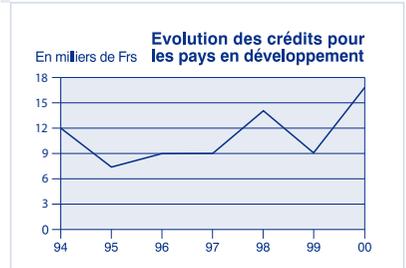
La région de Piura, située au nord-ouest du Pérou, a connu de nombreux déplacements de population suite aux inondations catastrophiques causées par «El Niño». Les villages sont confrontés à des problématiques communes. D'une part, une mortalité infantile élevée (dénutrition, manque d'hygiène, maladies diarrhéiques et respiratoires, paludisme). D'autre part, une dégradation progressive de l'environnement (écosystème fragile de type sahélien) aggravée par le commerce de bois de feu et l'élevage de chèvres. Enfin, des conditions d'éducation très faibles: beaucoup d'enseignants de la ville n'ont pas de formation pédagogique adaptée et les parents occupés avant tout à garantir la survie de leur famille se désinvestissent des tâches éducatives.

Le projet, qui concerne 13 villages, s'inscrit dans une stratégie d'aménagement du territoire et considère l'école comme un moteur de développement local. Envisagé sur quatre ans, ce programme est le fruit d'un partenariat entre **Genève tiers-monde**, association membre de la FGC, et **Mirhas**, un organisme local qui possède l'expérience et la connaissance du terrain, notamment dans la gestion de l'environnement et l'organisation communautaire. L'intervention de l'association **Kallpa-Pérou**, partenaire également de la FGC, apportera une aide précieuse dans l'élaboration de projets pédagogiques et de matériel éducatif.

L'objectif spécifique est de créer des commissions de promotion école-communauté, c'est-à-dire des structures de dialogue entre l'école et la communauté pour ajuster l'enseignement aux problématiques locales. Les associations de parents d'élèves ont un rôle en retrait, et il apparaît nécessaire de les impliquer dans les tâches éducatives en faisant appel à leur expérience et leur savoir-faire. Les professeurs sont considérés comme promoteurs du développement. Ils bénéficieront d'une formation qui leur permettra de sensibiliser les habitants aux thèmes de la santé, de l'habitat et de l'environnement.

Cet accent sur le milieu scolaire contribuera à développer les services sanitaires, les installations sportives, l'approvisionnement en eau potable et en électricité. Cela permettra aussi de promouvoir le rôle unificateur d'intégration sociale et de consolidation communautaire attendu de la structure scolaire. Si le projet réussit, il pourra être répliqué sur quelques-unes des 4000 écoles rurales que compte la région de Piura.

Projet également soutenu par la DDC et l'Etat de Genève



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement - **Brésil**, *Mouvement pour la coopération internationale*: 10 262.-
Soutien aux activités de la coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne

Coopération au développement - autres collaborations

Projet de développement - **Burkina Faso**, *Arvan (Rossignol-Vandœuvres)* 4 000.-

Aide humanitaire

• **Mozambique**, *Chaîne du bonheur*: Inondations 1 000.-
• **Philippines**, *Médecins sans frontières*: Enfants des rues à Manille 1 000.-
• **Zimbabwe**, *The palebene children's village* 500.-

Total des contributions versées

16 762.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

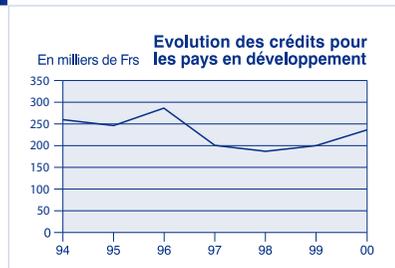
- **Roumanie:** Installation du gaz et projet socio-sanitaire (Tarnovita) 5 200.-
- Diverses œuvres d'entraide en Suisse 25 000.-
- Intempéries en Valais 3 000.-

Soutien aux communautés autochtones de l'Amazonie brésilienne



Photo du projet mené par la **Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne (COIAB)**, partenaire du **Mouvement pour la coopération internationale** (voir article sous la commune de Bernex).

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève ainsi que par Bernex



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	• Bénin, ASVB : Approvisionnement en eau potable de Gbéova et Ahota 10 000.-
	• Brésil, Nordeste : Reboisement de la colline de l'Inkra au Nordeste 10 000.-
	• Burkina Faso, Nouvelle planète : Soutien à des groupements féminins 9 534.-
	• Cameroun, Métissages : Réhabilitation d'un centre pour enfants handicapés à Yaoundé 20 000.-
	• Madagascar, Yelen-Genève : Reboisement à Antolojanahary 12 500.-
	• Mexique, Centre indigène d'éducation alternative (Elena Blanco) : Construction d'un Centre d'éducation à Escuintla, Chiapas 20 000.-
	• Pérou, Achalay : Plantation de fruits de la passion 20 000.-
	• Rwanda, Service missionnaire évangélique : Enfants de la rue à Kigali 5 466.-
	• Togo, Genève tiers-monde : Culture d'ananas bio par les paysans de l'association villageoise de la région de Kpalimé 20 000.-
Subvention de fonctionnement	• <i>Fédération genevoise de coopération</i> 5 000.-

Aide humanitaire

• Asie du Sud-Est, Croix-Rouge suisse : Inondations	20 000.-
• Burkina Faso, Arvan (Rossignol-Vandœuvres) : Divers projets à Namissigua	15 000.-
• Congo, GADEM : Construction d'un centre de santé rural à Mbaa	20 000.-
• Erythrée, Sebsham : Construction d'un centre médical	35 000.-
• Mozambique, Chaîne du bonheur : Inondations	10 000.-
• Yougoslavie, ACG : Déminage au Kosovo	2 500.-

Total des contributions versées

235 000.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- Versement extraordinaire au village valaisan de Baltschieder suite aux intempéries 59 007.-



Suite aux délibérations de la Commission d'aide au développement du 4 avril 2000, la Ville de Meyrin a décidé de consacrer le 0.7% des charges de son budget de fonctionnement à l'aide au développement.

Education d'adultes en faveur des femmes en Colombie

Point de départ. La rencontre entre le *Mouvement pour la coopération internationale (MCI)* et la *CLEBA* a eu lieu en Suisse. En effet, lors d'un stage de formation à Genève financé par un de leurs partenaires, des membres de la *CLEBA* ont pu faire connaissance avec le *MCI*. De cette rencontre s'établira par la suite un projet de partenariat qui intégrera également l'*AMI*, une autre association colombienne qui collaborait avec la *CLEBA*.

La municipalité d'Itagui située près de Medellín en Colombie est une région urbaine avec une forte densité de population. Elle est touchée par toutes les problématiques urbaines habituelles: chômage, violence, désintégration familiale...

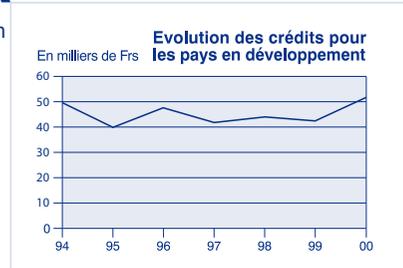
Les femmes connaissent une situation difficile, car elles bénéficient peu des opportunités d'instruction. Une femme sur cinq est analphabète, alors que la moyenne du pays est d'une personne sur dix; par ailleurs, une femme sur cinq a réellement terminé sa scolarité primaire.

Le **Mouvement pour la coopération internationale**, association membre de la FGC, soutient actuellement ce projet pris en charge par deux partenaires locaux qui sont la **CLEBA - Organisation pour l'éducation populaire de base des adultes** et l'**AMI - Association de Femmes d'Itagui**.

Les buts à long terme sont d'améliorer la situation socio-économique et de favoriser la participation des femmes dans les organisations communautaires. Les objectifs spécifiques sont, d'une part, de former une vingtaine de formatrices travaillant au sein de l'*AMI* en leur fournissant des outils pédagogiques adaptés; et d'autre part, de permettre à environ 240 femmes analphabètes d'acquérir des connaissances de base en lecture, écriture, mathématiques, expression et communication, ceci afin de les aider à se développer sur le plan personnel et d'élever leur estime de soi. Par la suite, elles pourront accéder à des formations professionnelles proposées par l'Etat colombien.

Le projet est en bonne voie de réalisation et on constate une motivation grandissante des femmes à y participer. Grâce à l'instruction, elles manifestent le désir de s'exprimer avec plus d'assurance, d'aider leurs enfants dans leur scolarité, et d'être tout simplement plus actives. Autant de souhaits légitimes qui nous interpellent et nous invitent à devenir solidaires.

Projet également soutenu par la DDC et la Ville de Genève



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	• Bangladesh , <i>Enfants du monde</i> : Programme de développement communautaire urbain, Jessore	17 466.-
	• Burkina Faso , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Santé, prévention sida et promotion féminine au Yatenga	14 750.-
	• Mali, Mauritanie et Sénégal , <i>Jardins de cocagne</i> : Développement des ressources humaines	14 784.-
Subvention de fonctionnement	• <i>Fédération genevoise de coopération</i>	2 500.-

Aide humanitaire

• Inde , <i>Ushagram</i>	500.-
• Soudan , <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i>	500.-
• <i>Campagne suisse pour les mines antipersonnel</i>	500.-
• <i>Handicap international</i> : «Vivre debout» (mines antipersonnel)	1 000.-

Total des contributions versées

52 000.-



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· *Chaîne du bonheur*: Inondations en Suisse (Gondo) 5 000.-



La commune d'Onex a augmenté le budget 2001 pour l'aide aux pays en développement de Frs. 10 000.-.

en collaboration avec la FGC

Programme de développement communautaire urbain à Jessore, Bangladesh

Point de départ. Dans des perspectives d'échanges d'expériences et de collaboration, *Enfants du monde (EdM)* et une autre association suisse ont organisé au Bangladesh une rencontre avec leurs partenaires locaux. De cette manière, *EdM* fit la connaissance de *Jagorani Chakra* qui était alors à la recherche de nouveaux partenaires. Partageant les mêmes objectifs, *EdM* s'engagea dans un nouveau partenariat avec cette association qui put ainsi élargir son domaine d'activité.



Situé à l'est de l'Inde, le Bangladesh est un des pays les plus pauvres de la planète. La population connaît un fort exode rural et ceux qui migrent vers la ville sont confrontés à un marché du travail peu dynamique, des conditions de logement médiocres et des opportunités d'éducation faibles. Les bidonvilles, qui ne cessent de grandir, deviennent des foyers de gestation des problèmes sociaux.

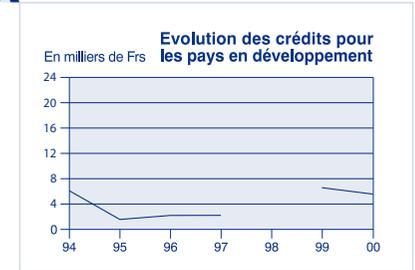
Enfants du monde, une association membre de la FGC, soutient depuis 1996 un projet d'organisation communautaire dans la région de Jessore, à l'ouest près de la frontière indienne, en partenariat avec une ONG locale, **Jagorani**

Chakra, reconnue par le Ministère des affaires sociales. Cette association partenaire est présente sur le terrain depuis une quinzaine d'années et a mis sur pied un programme pour améliorer les secteurs de la santé, de l'alphabétisation, de la formation et de l'apprentissage.

L'objectif de ce programme est de permettre à la population de 34 bidonvilles d'obtenir des conditions de vie meilleures à travers un processus d'organisation communautaire basée sur la participation active de tous. Avec la création de 34 comités de quartiers, des activités d'information ont sensibilisé la population sur les droits des femmes, l'environnement, les dangers des drogues, la santé et la nutrition. Un programme de petits crédits a permis de développer des activités génératrices de revenus comme le petit commerce, le décorticage de riz, l'élevage de volaille, la pisciculture, le jardinage et l'artisanat. D'autre part, les cours dispensés à des petits groupes d'enfants ont donné la possibilité pour certains de rejoindre l'école publique.

Le projet à Jessore entre maintenant dans sa phase finale, celle de l'autonomisation. Une structure centrale est en train de se former et pourra ainsi coordonner, sur le modèle d'une coopérative, les activités de développement entre les comités de quartier afin d'assurer la pérennité des acquis, sans l'aide extérieure.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève, Carouge, Chêne-Bougeries, Meyrin, Plan-les-Ouates, Vernier et Versoix



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Guinée, <i>Rullanti Guisepe</i>: Animation socioculturelle • Haïti, <i>Lumières pour Haïti</i> • Myanmar (Birmanie), <i>Association Suisse-Birmanie</i> • Sahel, <i>Morija</i>: Construction d'un puits • <i>Fundacion para los Indios</i> • <i>Helvetas</i>: Divers projets • <i>Sentinelle</i> 	<p>1 000.- 400.- 200.- 400.- 500.- 3 000.- 500.-</p>
---------------------------------	--	--

Aide humanitaire

• <i>FAI Solidarité</i>	500.-
-------------------------	-------

Total des contributions versées

6 500.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



* Le total des dépenses de la commune permettant d'établir ce tableau nous a été transmis par le Service de surveillance financière des communes, DIAE.

Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

• Caritas et Croix-Rouge	500.-
• Chaîne du bonheur: Inondations en Valais	1 000.-
• Le Caré, Genève	1 100.-
• Le Raccard, Genève	500.-
• Fondation Cap loisirs, Genève	600.-



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	• Bangladesh , <i>Enfants du monde</i> : Programme de développement communautaire urbain, Jessore	12 000.-
	• Bolivie , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Prévention du sida pour la population et le personnel de santé du département de Cochabamba	16 598.-
	• Nicaragua , <i>Espace femmes international</i> : Collectif de femmes de Matagalpa	7 402.-
	• Sénégal , <i>Jardins de cocagne</i> : Programme pilote pour la création de caisses locales d'épargne et de crédit dans le Département de Bakel, région de Tambacounda	12 000.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	• Brésil , <i>Nordesta</i>	2 500.-
	• Burkina Faso , <i>Centre Albert Schweitzer</i>	5 000.-
	• Erythrée , <i>Sebsham</i>	5 000.-
	• Haïti , <i>Coup de pouce Suisse-Haïti</i>	2 000.-
	• Haïti , <i>Lumières pour Haïti</i>	2 000.-
	• Mexique , <i>CEDEOAC</i>	2 000.-
	• Madagascar , <i>Ecole primaire pour Sakatia</i>	2 400.-
	• Mali , <i>Mama Jah</i>	5 000.-
	• Soudan , <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i>	2 000.-
	• Togo , <i>Bureau international catholique de l'enfance</i>	2 000.-
	• Togo , <i>Genève tiers-monde</i>	8 000.-
	• Yemen , <i>Jatur</i>	5 000.-
	• <i>Antenna technologie</i> : Projets de développement au Brésil, en Inde et au Sénégal	6 000.-
	• <i>Centre Europe-tiers monde</i>	2 500.-
	• <i>CODAP</i>	2 500.-
	• <i>Croix-Verte suisse</i>	2 570.-
	• <i>Enseignants sans frontières</i> : Projets au Sénégal et au Burkina Faso	3 000.-
	• <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>	1 200.-
	• <i>Voix libres</i>	400.-

Subvention de fonctionnement · Genève tiers-monde 3 000.-

Aide humanitaire

- **Colombie**, *Fondation aide aux enfants du monde* 2 000.-
- **Mozambique**, *Chaîne du bonheur*: Inondations 2 000.-
- **Thaïlande**, *Le sourire de Chiang Khong* 5 000.-
- **Yougoslavie**, *Pro-Victimis*: Aide au retour des réfugiés au Kosovo et action de déminage 6 380.-
- *Amnesty international* (Groupe Uni Genève): publications, conférences, manifestation 1 700.-
- *Organisation mondiale contre la torture* 2 000.-

Total des contributions versées 131 150.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- **Roumanie**, *Singioigiù*: Soutien au fonctionnement de l'association, amortissement achat d'une maison en Roumanie et parrainage 13 100.-
- *Chaîne du bonheur*: Inondations en Valais et au Val d'Aoste 10 000.-



Dès 2001, 0.9% du budget global de la commune sera attribué aux pays en développement: à la coopération au développement (0.6%), aux droits humains (0.1%) et à l'aide humanitaire (0.2%).

De plus, un montant est alloué annuellement au soutien du fonctionnement d'une ONG œuvrant soit dans le domaine de la coopération au développement, des droits humains ou de l'aide humanitaire.

Création de caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel, région de Tambacounda, Sénégal

Point de départ. La forte migration à Paris de la région dite des trois frontières (Mauritanie, Mali, Sénégal), explique pourquoi cette dernière est devenue le champ d'action privilégié des *Jardins de cocagne*. En effet, les activités de ces migrants dans le milieu associatif parisien leur ont permis de collaborer avec de nombreuses associations européennes, dont les *Jardins de cocagne*. Ainsi, de nombreux partenariats ne cessent de se multiplier et contribuent au développement de cette région.



Le département de Bakel, situé à l'est du Sénégal, présente un potentiel productif à travers l'horticulture, l'agriculture, l'artisanat et les services. Il se caractérise également par des échanges monétaires importants de par les transferts effectués par les migrants. Ces échanges se font en dehors de tout système bancaire, l'épargne consistant soit dans des troupeaux, soit dans des dépôts sur des comptes bancaires dans les pays d'émigration.

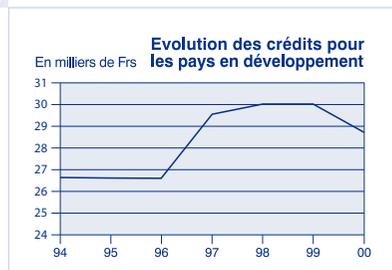
Ce programme pilote pour la création de **Caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC)** est suivi par les **Jardins de cocagne**, association membre de la FGC. Les objectifs sont d'offrir des services bancaires adaptés aux villageois, de développer des activités économiques, d'accroître la sécurité alimentaire, de lutter contre les pratiques usuraires, et de freiner la dégradation du milieu naturel causée par l'épargne en nature que constituent les troupeaux.

Une première phase visait à promouvoir les bases d'un système d'épargne et de crédit pouvant être démultiplié par la suite. Des enquêtes ont permis d'évaluer les revenus des ménages, l'épargne potentielle et le besoin en crédit. La viabilité des CLEC étant démontrée, 7 caisses ont été mises en place.

Le plan d'action pour l'année suivante a permis de consolider ces 7 caisses. Il comportait aussi un appui à la création d'une union des CLEC.

La phase d'extension du projet est en cours et vise à consolider le système mis en place et à créer de nouvelles caisses. L'union des CLEC prendra peu à peu le rôle de gestion du système et deviendra l'interlocuteur du système formel. L'ensemble du réseau constitué par les 42 CLEC travaillera avec les autres membres du **Réseau de financement alternatif (REFA)**. Ce réseau, créé à la suite d'un séminaire appuyé par les Jardins de cocagne, réfléchit au niveau sous-régional à l'implication possible du mouvement associatif sénégalais, mauritanien et malien dans le cadre du financement du développement.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat de Genève, Versoix et Genthod



Contributions versées en 2000

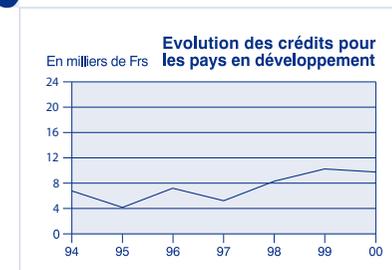
Coopération au développement

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Bolivie, <i>Capitania Gualani</i>: Santa Cruz de la Sierra • Haïti, <i>Nouvelle planète</i> • <i>Swissaid Lausanne</i> 	<p>1 500.-</p> <p>3 000.-</p> <p>3 000.-</p>
---------------------------------	--	--

Aide humanitaire

<ul style="list-style-type: none"> • Albanie, <i>ASED - Enfance en détresse</i> • Maroc, <i>Société musulmane de bienfaisance</i> • Myanmar (Birmanie), <i>Association Suisse-Birmanie</i> • Soudan, <i>Amis de Sœur Emmanuelle</i> • <i>Chaîne du bonheur</i> • <i>Médecins sans frontières</i> • <i>Solidarité tiers-monde</i> • <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> 	<p>3 000.-</p> <p>1 500.-</p> <p>200.-</p> <p>3 000.-</p> <p>4 500.-</p> <p>3 000.-</p> <p>3 000.-</p> <p>3 000.-</p>
--	---

Total des contributions versées **28 700.-**



Contributions versées en 2000

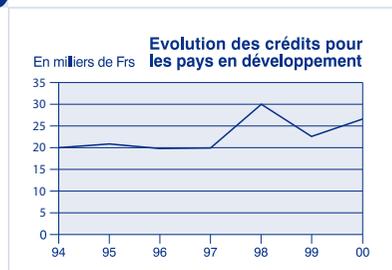
Coopération au développement

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Bolivie, <i>Voix libres</i>: Projet pour enfants travaillant dans les mines à Potosi • Colombie, <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>: Marche de l'Espoir • Haïti, <i>Lumières pour Haïti</i>: Ecole à Port-au-Prince • Madagascar, <i>Ecole primaire pour Sakatia</i> • Myanmar (Birmanie), <i>Association Suisse-Birmanie</i>: Organisation d'événements 	<p>3 000.-</p> <p>312.-</p> <p>1 000.-</p> <p>5 000.-</p> <p>200.-</p>
---------------------------------	--	--

Total des contributions versées **9 512.-**



Le montant consacré par Presinge aux pays en développement atteint 0.85% de ses dépenses de fonctionnement! Pour 2001, une augmentation est prévue; elle devrait permettre d'arriver à 1%.



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	Description	Montant
· Bolivie, <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i>	Prévention du sida pour la population et le personnel de santé du département de Cochabamba	4 719.-
· Philippines, <i>Genève tiers-monde</i>	Formation de formateurs, National Training Team, Manille	5 281.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	Description	Montant
· Bolivie, <i>Voix libres</i>	Projet pour enfants travaillant dans les mines à Potosi	3 000.-
· Burkina Faso, <i>Nouvelle planète</i>	Centre polyvalent pour les femmes de Bounouna	2 000.-
· Inde, <i>Ushagram</i>	Développement rural dans le district de Nadia	4 000.-
· Pérou, <i>Mirhas</i>	Locaux communautaires dans la région de Piura	4 300.-
· Sénégal, <i>Enseignants sans frontières</i>	Coopération pédagogique à Kafoutine	2 000.-
· Tchad, <i>Morija</i>	Ecole de brousse	1 200.-

Total des contributions versées **26 500.-**

Contributions 2000 pour les pays en développement



Puplinge: 2 054 habitants
Frs 12.90 par habitant



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· Roumanie, <i>Puplinge - Plaiesii de Jos</i>	Gestion des déchets	3 500.-
---	---------------------	---------



En 2001, le budget «Aide au développement» de Puplinge est augmenté de Frs. 5'000.-.

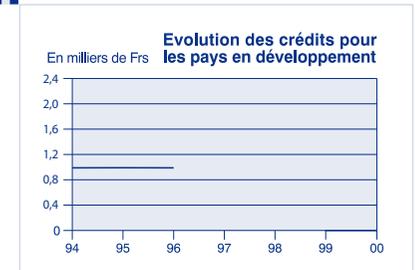
Pour les droits des enfants et, avec eux, ... défions l'avenir!



«Nous croyons que la grandeur et l'intégrité d'un pays se mesurent à travers l'éducation, la santé et le bien-être de sa population, notamment des jeunes», précise Jorge Vila, président de **Défense des enfants international-Bolivie** (DEI-Bolivie).

Cette association soutenue notamment par **Terre des hommes Suisse-Genève**, cherche à promouvoir la défense des droits de l'enfant par un travail de sensibilisation des jeunes, de réflexion, de promotion et de protection juridique.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève ainsi que par Chêne-Bourg



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement

0.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

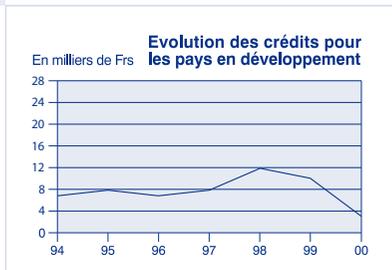
1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

0,46%, moyenne des communes

0,00%, **Russin**

Russin: 404 habitants
Frs 0.00 par habitant





Contributions versées en 2000

Coopération au développement

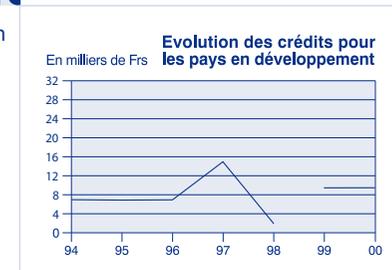
Projets de développement	· Cameroun, <i>Jatur</i>	1 000.-
	· <i>Morija</i> : Formation d'un apprenti	2 200.-

Total des contributions versées **3 200.-**



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

· Roumanie, <i>Amour en action</i>	1 200.-
· <i>Chaîne du bonheur</i> : Intempéries en Suisse	5 000.-
· <i>Armée du Salut</i> : Extension du foyer situé aux Grottes	3 000.-



Contributions versées en 2000

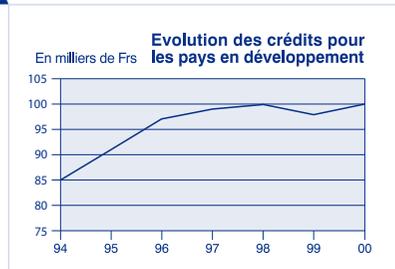
Coopération au développement

Projets de développement	· Burkina Faso, <i>Centre de formation artisanale</i> : Formation de jeunes artisans	7 000.-
	· Cameroun, <i>Agésodak</i> : Equipement en lits hydrauliques pour un dispensaire de brousse	2 500.-

Total des contributions versées **9 500.-**



Le montant consacré par Soral aux pays en développement atteint 0.71% de ses dépenses de fonctionnement!



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projet de développement	<ul style="list-style-type: none"> · Mauritanie, Jardins de cocagne: Développement des activités de l'union des coopératives de développement des communes de Bouilly et Ould Yengé, région du Guidimakha 4 000.-
--------------------------------	---

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> · Bolivie, Ecole-internat de Rosillas 1 000.- · Brésil, Nordeste 2 000.- · Colombie, Fondation Bambi 3 000.- · Haïti, Association suisse des amis d'Haïti 18 000.- · Inde, Ushagram 1 000.- · Mexique, Centre éducatif écologique de la Côte Oaxaca 5 000.- · Népal, Ecole secondaire de Chaurikharka 1 000.- · Pérou, Achalay: San Andres 2 000.- · Pérou, Mirhas 1 000.- · Tibet, Etre-Aide aux Tibétains 1 000.- · Amis de Sœur Emmanuelle 2 000.- · Coup de cœur de Théâtrochamp - Corabia 10 000.- · Le sourire de Chiang Khong 2 000.- · Les amis du Boulac 1 500.- · Morija 1 000.- · Cap-vert Genève 2 000.- · Comité suisse de soutien au peuple sahraoui 2 000.- · Fondation para los Indios 1 000.- · Fondation solidarité tiers-monde 2 000.- · Vivamos mejor 1 000.- · Frères de nos frères 2 000.- · Genève tiers-monde 3 000.- · Institution «La Casita» 1 500.- · Jatur 1 000.- · Nouvelle planète 2 000.- · Pro longo mai 1 000.- · Villages d'Afrique 1 000.- · Voix libres 3 000.-
---------------------------------	--

Aide humanitaire

· Campagne suisse contre les mines antipersonnel	2 500.-
· CICR: Catastrophes naturelles	10 000.-
· Fondation hymne aux enfants	2 000.-
· Handicap international	1 000.-
· Le projet faim	1 000.-
· Organisation mondiale contre la torture	2 000.-
· SOS Enfance suisse	1 000.-
· SOS Villages d'enfants	1 000.-
· Unicef, comité suisse	1 500.-

Total des contributions versées

100 000.-



Dix années de soutien à un projet au Sénégal

Point de départ. Les *Jardins de cocagne* ont utilisé la filière de l'immigration pour ce partenariat au Sénégal. En effet, les migrants à Paris ont compris le rôle qui pouvait être le leur dans le développement de leur pays et ont su profiter des possibilités offertes par le séjour en France. Ainsi, le retour de ces migrants dans les années 80 permet de prolonger leurs relations avec le milieu associatif dans le cadre d'un partenariat sûr et efficace.

Sénégal, années 70. La crise économique frappe le pays. Dans la région de Koar, à 450 km à l'est de Dakar, le manque d'infrastructures (routes, écoles, santé) rend la situation encore plus critique. Les communautés rurales de la région assistent, impuissantes, à l'exode des jeunes.

En collaboration avec une association française, les migrants de cette région à Paris se forment et préparent des retours actifs dans le cadre de programmes de développement. De ces démarches naissent des associations paysannes dont **Soxaana Fedde**. Regroupant huit villages de la région, cette association réalisera des projets touchant quasiment toutes les activités allant dans le sens du développement: de l'alphabétisation à la santé, en passant par l'hydraulique et le maraîchage.

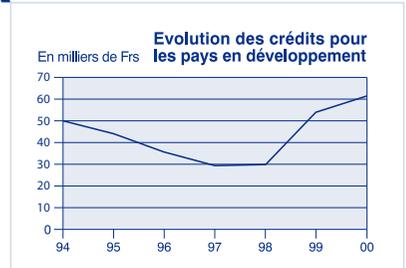
Les **Jardins de cocagne**, association membre de la FGC, supervisent différents programmes de Soxaana Fedde depuis de nombreuses années. En effet, les deux associations renouvellent leur partenariat dans le cadre de nouveaux projets inter-associatifs, comme le programme de mise en place de Caisses locales d'épargne et de crédit ou le Centre d'échange et de formation pratique de Bakel (CEFP).

De plus, Soxaana Fedde est un partenaire respecté dans plusieurs programmes de développement régionaux comme le programme de l'alphabétisation en langues nationales ou celui de la réalisation de micro-entreprises.

Enfin, les dirigeants de Soxaana Fedde prennent également leur responsabilité dans la politique de décentralisation du pays. Elus dans le Conseil communal, ils sont à l'origine de la création du fonds de développement local qui, géré par les conseillers et les représentants de la société civile, permet la réalisation d'actions choisies et contrôlées par l'ensemble de la communauté.

Le secret de la réussite? Appuyer des organisations motivées, ayant déjà acquis une expérience, réellement représentatives de la population et contrôlées par celle-ci! L'exemple de Soxaana Fedde montre que la capacité d'organisation est le garant principal de la durabilité d'un programme de développement.

Projet soutenu également par la DDC, l'Etat de Genève, Bellevue, Meyrin et Plan-les-Ouates



Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement	· Afrique , <i>Le projet faim</i> : Femmes agricultrices africaines	500.-
	· Amérique latine , <i>Vivamos mejor</i>	6 000.-
	· Bolivie , <i>Fondation Fodei</i>	2 000.-
	· Bolivie : Aide scolaire et camps de jeunesse	6 000.-
	· Burkina Faso , <i>Nouvelle planète</i> : Construction d'un atelier de menuiserie	1 000.-
	· Gabon , <i>Hôpital Albert Schweitzer</i> : Lambaréné	4 000.-
	· Haïti , <i>Coup de pouce Suisse-Haïti</i> : Soutien éducatif à de jeunes défavorisés	500.-
	· Népal : Aide scolaire	2 400.-
	· Pérou : Foyer-ferme pour adultes et enfants	8 000.-
	· Venezuela : Soutien à des enfants défavorisés à Caracas	1 000.-
	· <i>Frères de nos frères</i>	4 000.-
	· <i>Solidarité tiers-monde</i>	500.-
	· <i>Terre des hommes</i>	2 000.-

Aide humanitaire

· Afrique , <i>Mission évangélique contre la lèpre</i>	250.-
· El Salvador , <i>Chaîne du bonheur</i>	5 000.-
· Ethiopie , <i>Chaîne du bonheur</i>	5 000.-
· Mozambique , <i>Chaîne du bonheur</i>	5 000.-
· <i>Campagne suisse contre les mines antipersonnel</i>	3 000.-
· <i>Médecins sans frontières</i>	5 000.-
· <i>Organisation mondiale contre la torture</i>	1 000.-

Total des contributions versées

62 150.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, Troinex
commune la plus généreuseTroinex: 1 980 habitants
Frs 31.35 par habitant

0,46%, moyenne des communes

0,00%



Le montant consacré par Troinex aux pays en développement atteint 1,25% de ses dépenses de fonctionnement!

Evolution des crédits pour
les pays en développement

Contributions versées en 2000

Coopération au développement

Projets de développement		
· Albanie, ASED-Enfance en détresse: Jardin d'enfants de Bérat		5 000.-
· Arménie, Unions chrétiennes suisses: Construction d'un centre pour la jeunesse de Spitak		2 000.-
· Bolivie, Voix libres: Aide aux enfants travaillant dans les mines		1 000.-
· Brésil, Vivamos mejor: Soutien à un jardin d'enfants de Rio de Janeiro		5 000.-
· Burkina Faso, Arvan: Scolarité, campagne nutritionnelle et de vaccination		23 811.-
· Cap Vert, Cap-vert Genève: Approvisionnement en eau à Fogo		2 000.-
· Cambodge, Krousar Thmey: Ecole pour enfants sourds à Siem Reap		10 000.-
· Haïti, Université d'été des droits de l'homme: Bourse pour un étudiant		5 000.-
· Mexique, CEDECOAC: Centre éducatif pour enfants des rues		2 000.-
· Soudan, Amis de Sœur Emmanuelle		4 000.-
· Solidarité tiers-monde: Santé, formation scolaire et professionnelle		1 000.-

Aide humanitaire

· Afrique, AEMV: Lutte contre le noma	3 000.-
· Mozambique, Médecins sans frontières	3 000.-
· Campagne suisse contre les mines antipersonnel	2 000.-

Total des contributions versées

68 811.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Vandœuvres: 2 334 habitants
Frs 29.50 par habitant



Le montant consacré par Vandœuvres aux pays en développement atteint 0.96% de ses dépenses de fonctionnement!



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	• Haïti, Kombit: Programme de développement agricole et de renforcement socio-organisationnel, Département de la Grande-Anse, région de Nippes et de Jérémie	106 000.-
	• Nicaragua, Espace femmes international: Collectif de femmes de Matagalpa	69 000.-
Subvention de fonctionnement	• <i>Fédération genevoise de coopération</i>	5 000.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projet de sensibilisation	• <i>Croix-Rouge genevoise:</i> Programme d'éveil au développement pour les élèves de 9e du Cycle d'orientation - participation sur le terrain d'un groupe d'élèves à un mini-projet de développement	25 000.-
----------------------------------	---	----------

Aide humanitaire

• <i>Médecins sans frontières:</i> Inondations au Mozambique	15 000.-
--	----------

Total des contributions versées **220 000.-**

Contributions 2000 pour les pays en développement



Il existe à Vernier une volonté politique d'augmenter le budget communal d'aide au développement de Frs. 10'000.- et de voir les implications de l'AGENDA 21 dans le fonctionnement de la commune.

Programme de développement agricole et de renforcement socio-organisationnel en Haïti

Point de départ. Ce partenariat tire son origine d'un groupe de Suisses qui travaillèrent en Haïti et qui, plusieurs années plus tard, décidèrent de s'impliquer dans la coopération. C'est après le séjour en Haïti pour une thèse en agronomie d'un des fils de ces personnes que cette volonté se concrétisa. Un réseau de solidarité se mit alors en place avec la création de l'association *Gramir*, fondée par des Haïtiens rencontrés lors de ce séjour, ainsi que celle de son partenaire suisse *Kombit*. Les deux associations, qui se sont développées l'une à travers l'autre, sont actuellement engagées dans de nombreux partenariats avec d'autres associations.

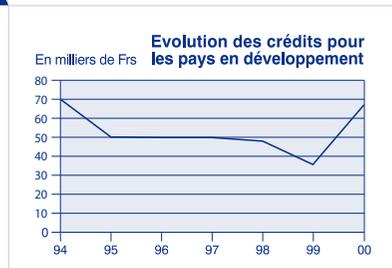
Le programme développé en Haïti (presqu'île du Sud) par le **Groupe de recherche et d'appui au milieu rural (GRAMIR)** avec l'appui de **Kombit**, association membre de la FGC, cherche des pistes pour pallier quelques-uns des handicaps structurels de l'agriculture haïtienne. Il se propose de promouvoir et d'accompagner les activités productives, la formation ainsi que l'organisation des paysans haïtiens. Plus concrètement, il s'agit d'amener les travailleurs de la terre à se grouper, de leur rendre accessibles des pesticides - soigneusement sélectionnés pour éviter les effets sur l'environnement - ainsi que des engrais et de recapitaliser le secteur agricole pour qu'il puisse augmenter la quantité et la qualité de ses produits.

Il est ainsi prévu de mettre en place un réseau de «boutiques d'intrants agricoles» vendant de l'outillage de base et des produits agricoles directement produits par des agriculteurs formés dans le cadre du programme. Ces boutiques sont déjà à disposition de plusieurs milliers de producteurs de la région et seront gérées à terme directement par des membres des groupements de paysans dans le cadre d'une structure coopérative.

L'autre volet du programme vise directement l'amélioration de la production fruitière qui représente une source importante de revenus grâce aux devises obtenues par l'exportation. Il a donc été prévu de former 240 greffeurs, 12 pépiniéristes ainsi que 33 techniciens en conservation de sol et de les encourager à se regrouper au sein d'une coopérative de services d'amélioration de la production fruitière. Parallèlement, ce programme cherche à diffuser dans le milieu de nouvelles espèces ou variétés fruitières ainsi que de tester de nouvelles techniques de cultures associant cultures traditionnelles et arboriculture fruitière.

L'objectif du GRAMIR, de Kombit et de tous les acteurs impliqués dans ce programme est que le projet devienne autosuffisant et donc viable à long terme.

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Bangladesh, Enfants du monde: Programme de développement communautaire urbain, Jessore 10 000.- • Bolivie, Terre des hommes Suisse-Genève: Prévention du sida pour la population et le personnel de santé du département de Cochabamba 10 000.- • Sénégal, Jardins de cocagne: Programme pilote pour la création de Caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel, Région de Tambacounda 10 000.-
---------------------------------	--

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Bolivie, Ecole-internat de Rosillas: Soutien à un internat dans les Andes 1 000.- • Mexique, CEDECOAC: Maison des enfants sur la Côte d'Oaxaca 3 000.-
---------------------------------	---

Aide humanitaire

<ul style="list-style-type: none"> • Equateur, Primavera: Aide aux enfants défavorisés de Quito 14 500.- • Haïti, Haïti-Cosmos: Aide à la population de Hinche 10 000.- • Haïti, Salsola: Contribution aux cantines scolaires 3 000.- • Chaîne du bonheur: Tremblement de terre 5 000.-

Total des contributions versées 66 500.-

Contributions 2000 pour les pays en développement

1,25%, commune la plus généreuse:
Frs 31.35 par habitant

Versoix: 10 826 habitants
Frs 6.15 par habitant

0,46%, moyenne des communes
0,31%, Versoix
0,00%



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

• *Diverses associations:* Aide au quart-monde en Suisse 12 000.-



Le Conseil administratif de Versoix a décidé de consacrer, à partir de 2001, 0.7% de son budget à la coopération au développement et à l'aide humanitaire des pays en développement.

Programme de développement communautaire urbain à Jessore, Bangladesh



Photo du projet mené par **Jagorani Chakra**, partenaire d'**Enfants du monde** (voir article sous la commune d'Onex).

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat et la Ville de Genève, Carouge, Chêne-Bougeries, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates et Vernier

Aide au développement : 0.7%, une nécessité pour tous

La pauvreté dans le monde est causée par de nombreux facteurs et la simple croissance économique ne suffit pas à y remédier. Une responsabilité morale incombe aux pays «riches» de venir en aide aux moins bien lotis. Même le président de la Banque mondiale, M. James Wolfensohn, a dénoncé en octobre dernier à Prague la chute de l'aide au développement octroyée par les pays industrialisés. S'exprimant devant la presse, il a qualifié cette baisse de «crime».

Lors du Sommet de Rio en 1992, il avait été entendu que les pays riches devraient consacrer le 0.7% de leur PNB pour participer à des projets tels que réseau d'eau potable, reboisement, projets d'éducation, etc. Or, pour la Suisse, l'évolution a été inverse à ces bonnes résolutions, puisque l'aide publique est passée de 0.34% en 1995 à environ 0.30% en 2001.

Il est beaucoup question de «village planétaire»; alors que dire de l'attitude de notre pays face aux 2.8 milliards de voisins qui vivent avec moins de 2 dollars par jour (dont 1.2 milliard avec moins de 1 dollar par jour)?

Beaucoup de détracteurs de l'aide arguent que l'argent envoyé ne sert pas forcément au but initial. Or, à Genève, la Fédération genevoise de coopération (FGC) qui réunit une cinquantaine d'associations d'aide au développement est garante du sérieux des projets financés. Non seulement sa commission technique choisit des projets en fonction de critères bien précis, mais surtout, une fois le financement trouvé, l'association suit de près la mise en œuvre du projet et l'utilisation des fonds, entre autres, par des visites de terrain. Enfin, la FGC effectue un contrôle fiduciaire.

Cette manière de faire garantit tant aux collectivités publiques (DDC, communes genevoises ou Etat de Genève) qui investissent des fonds qu'aux associations un suivi et une collaboration intelligente. Lorsqu'un projet a passé l'épreuve de la commission technique, son financement sera proposé par la FGC aux bailleurs de fonds et au travers de rapports précis, les élus pourront s'assurer de l'avancement des travaux.

Chaque commune, chaque Etat des pays industrialisés devrait donc, au nom de la solidarité mondiale, consacrer une part de 0.7% de son budget aux projets de développement.

La Commune de Versoix respecte ce principe et, effectivement depuis 2001, le 0.7% des recettes fiscales est consacré à l'aide au développement et à l'aide humanitaire. Cette décision a été prise par cette législature et de vives discussions ont eu lieu à l'élaboration du dernier budget. Lors d'une séance du Conseil

municipal en automne 2000, il a été officiellement décidé que ce pourcentage devait être respecté pour les pays en développement. L'aide au quart-monde ne fait pas partie de cette ligne de budget, mais notre commune n'est pas avare en ce qui concerne les problèmes sociaux de notre région, notre pays, puisque 9.85% du budget est destiné au social-jeunesse.

On ne peut que féliciter notre législatif pour cette décision tout à son honneur et nous espérons que les autres législatifs de notre pays, à tous les niveaux, prendront la même direction.

Une aide aux pays en voie de développement ne se fait de toute façon jamais à fonds perdus, puisqu'il est prouvé économiquement que les retours commerciaux sont pratiquement à parité, soit par une vente, soit par des salaires remis dans le circuit économique, soit par l'augmentation des possibilités de dépenses des habitants du pays partenaire.

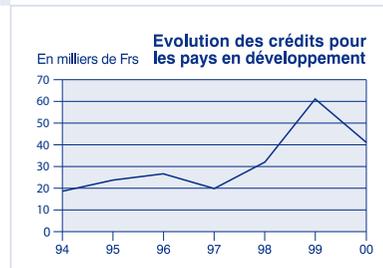
Une autre critique est souvent entendue: le salaire des coopérateurs. La plupart des gens imaginent que, lors d'une récolte d'argent pour un puits dans un village en Afrique (par exemple), la totalité de la somme servira uniquement à l'achat de matériaux. Or il faut payer le personnel de l'institution, tant en Suisse que sur place. On compte environ 10% du budget pour le suivi administratif, dont le contrôle sur place et il faut naturellement aussi payer toutes les personnes impliquées sur place pour la construction. Ne pas le faire reviendrait à dire que l'aide au développement exploite les gens qu'elle est censée aider!

La FGC, plutôt que de travailler avec des coopérateurs, compte sur les forces vives du pays en collaborant avec des organisations locales.

En renforçant la stabilité politique et économique et en améliorant l'infrastructure des pays bénéficiaires du Sud, la coopération internationale contribue évidemment à augmenter l'attrait, à long terme, des actuels pays en développement pour les investisseurs. Simultanément, le pouvoir d'achat de leur population croît et avec lui, la possibilité d'acquérir des biens ou services étrangers, notamment ceux de haute qualité fournis par notre pays. La coopération ouvre donc bel et bien de nouveaux marchés à l'économie suisse.

Une aide intelligente au développement ne doit pas être considérée comme du paternalisme. Au contraire, cela doit devenir un partenariat. Le commerce équitable est un excellent exemple pour montrer que chaque citoyen peut changer quelque chose. Accepter d'acheter un produit au juste prix est un acte social, de solidarité que chacun d'entre nous peut faire naturellement. Nos petits ruisseaux formeront les grandes rivières d'un monde meilleur pour demain.

Anne Lise Comminot-Bapst, extrait (mis à jour) de l'article paru en février 2001 dans le «Versoix-Région»



Contributions versées en 2000

Coopération au développement – en collaboration avec la FGC

Projet de développement

- **Mauritanie, Jardins de cocagne:** Développement des activités de l'union des coopératives de développement des communes de Bouilly et Ould Yengé, région du Guidimakha 4 000.-

Coopération au développement – autres collaborations

Projets de développement

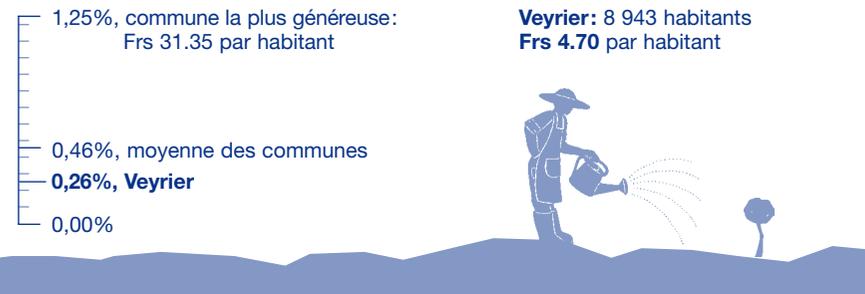
- **Burkina Faso, Morija:** Projet pour orphelins 4 000.-
- **Cameroun, Université d'été des droits de l'homme:** Bourse pour une étudiante 5 000.-
- **Colombie, Aquablanca:** Ecole à Cali 5 000.-
- **Colombie, Katuyumar Veyrier** 3 000.-
- **Congo, Rép. démocratique, Œuvre du Père Lukelu** 1 000.-
- **Népal, Les amis du Tibet:** Ecole près de Katmandou 5 000.-
- **Sénégal, Genève tiers-monde:** Formation communautaire villageoise 4 000.-
- **Soudan, Amis de Sœur Emmanuelle:** Aide aux enfants démunis 3 000.-
- **Tchad, Amis de Goundi:** Centre d'hébergement à N'Djamena 4 000.-
- **Genève tiers-monde** 2 500.-

Aide humanitaire

- **Mozambique, Chaîne du bonheur:** Inondations 1 500.-

Total des contributions versées 42 000.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

- Roumanie, *Gaitzsch Sophie*: Orphelinat à Calasaril 1 000.-



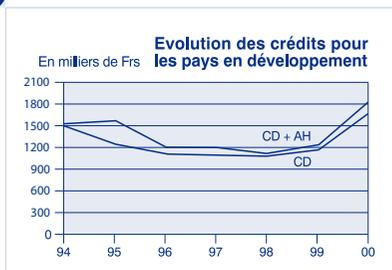
Un projet de résolution en faveur du 0,7% du budget de fonctionnement pour l'aide au développement a été déposé en septembre 2000. Il n'a pas été accepté mais a finalement abouti à une augmentation très sensible: **10.- Frs par habitant** y seront consacrés.

Développement des activités de l'Union des coopératives de Guidimakha en Mauritanie (Communes de Bouilly et Ould Yengé)



Photo du projet mené par l'**Union des coopératives de Guidimakha**, association mauritanienne partenaire de **Jardins de cocagne** (voir article sous la commune de Bardonnex).

Projet également soutenu par la DDC, l'Etat de Genève, Bardonnex, Genthod, Plan-les-Ouates et Thônex



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	Description	Montant
	Argentine , <i>Mouvement pour la coopération internationale</i> : Coopérative des producteurs de laine en pays Mapuche, Neuquen	70 238.-
	Bolivie , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Promotion des droits de l'enfant, La Paz, Oruro, Cochabamba, Santa Cruz, El Alto, Sucre	87 755.-
	Brésil , <i>Genève tiers-monde</i> : Groupe de théâtre Loucas de Pedra Lilas, Recife	16 784.-
	Brésil , <i>Mouvement pour la coopération internationale</i> : Soutien aux activités du Centro de Acao Comunitaria (CEDAC) à Rio de Janeiro	74 905.-
	Brésil , <i>Mouvement pour la coopération internationale</i> : Soutien à la coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne	39 789.-
	Brésil , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Prévention de la violence en milieu scolaire à Salvador de Bahia	34 522.-
	Burkina-Faso , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Formation en informatique, Yam Pukri, Ouagadougou	27 852.-
	Colombie , <i>Genève tiers-monde</i> : Femme rurale, développement, environnement et paix, Yolombo et La Ceja, Antioquia	64 386.-
	Gambie, Guinée, Sénégal , <i>GRAD</i> : Fonds de soutien aux programmes de communication pour le développement d'associations	54 482.-
	Guatemala , <i>Enfants du monde</i> : Appui à l'élaboration d'un modèle d'éducation maya	51 400.-
	Haïti , <i>Aide suisse à l'action communautaire en Haïti</i> : Formation de deux enseignants au Centre pédagogique rural protestant de Frères, San Pèdre	8 605.-
	Mali , <i>Jardins de cocagne</i> : Formation des élus locaux des communes rurales de Diombogou, région de Kayes	16 174.-
	Pérou , <i>Genève tiers-monde</i> : Education multiculturelle et bilingue dans les écoles rurales proches de Cusco	37 102.-
	Pérou , <i>Kallpa-Genève</i> : Bibliothèques scolaires en éducation pour la santé, Côte Sud de Lima	68 514.-
	Sénégal , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Enfants et jeunes en action, Dakar	69 000.-

Projets d'information

Centre Europe-tiers monde : Publication sur les résistances contre les programmes d'ajustement structurel	11 340.-
Centre social protestant : Exposition «Un voyage pas comme les autres» sur les chemins de l'exil	25 000.-
Déclaration de Berne : Campagne de sensibilisation «La souveraineté alimentaire avec l'exemple du riz en Inde»	49 875.-
Centre Europe-tiers Monde : Soutien à la page hebdomadaire «Solidarité internationale» du quotidien <i>Le Courrier</i>	45 000.-
Institut universitaire d'études du développement : Cycle de films du Cinéma des trois mondes sur le développement social	5 775.-
Institut universitaire d'études du développement : Festival du Cinéma des trois mondes «Regards sur les cinémas d'Amérique latine»	14 700.-
Traditions pour demain : Publication du livre «Demain les Amérindiens - retrouver ses traditions pour entrer de plain-pied dans le XXIe siècle»	26 802.-

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	Description	Montant
	Brésil , <i>Comité international pour la vie</i> : Formation de jeunes de la rue dans le domaine de la restauration à Rio de Janeiro	21 000.-
	Brésil , <i>Nordesta</i> : Projet de reboisement	20 000.-
	Mali , <i>Anitié-Mali</i> : Centre d'hébergement, centre médical et école à Kani Kombolé, Pays Dogon	10 000.-
	Mexique , <i>El camino</i> : Coopérative textile de femmes indiennes au Chiapas	2 000.-
Coopération décentralisée	Bolivie , <i>Conservatoire et jardin botaniques (CJB)</i> : Création d'un centre d'éducation environnementale à La Paz (en collaboration avec des services municipaux)	18 000.-
	Côte d'Ivoire , <i>CJB</i> : 50e anniversaire du Centre suisse de recherches scientifiques. Projet relatif à l'éducation environnementale destinée aux populations proches du Parc National de Taï	30 000.-
	Guinée , <i>SIS de la Ville de Genève</i> : Poursuite de la formation des sapeurs-pompiers à Conakry	11 241.-
	Mali , <i>Service d'assistance et de protection de la population (SAPP)</i> : Déplacement de trois instructeurs du SAPP au centre médical de Kani Bonzon	10 759.-
	Mali , <i>Coopération avec la Ville de Bamako</i> : Approvisionnement d'une pouponnière en lait	3 000.-

Coopération décentralisée (suite)	• Mali , <i>Coopération avec la Ville de Bamako</i> : Equipement d'une savonnerie au centre de détenues à Bollé	8 000.-
	• Paraguay , <i>CJB</i> : Santé publique et éducation environnementale à Asunçion	18 000.-
	• Sénégal , <i>CJB</i> : Restauration du jardin botanique de Dakar	20 000.-
Subventions de fonctionnement	• <i>Cap-vert Genève</i>	7 000.-
	• <i>Centre Europe-tiers monde</i>	25 000.-
	• <i>DoCip</i>	9 000.-
	• <i>Fédération genevoise de coopération</i>	50 000.-
	• <i>Festival médias Nord-Sud</i>	30 000.-
	• <i>Genève tiers-monde</i>	25 000.-

Aide humanitaire

• Afrique australe et Mozambique , <i>Croix-Rouge suisse</i> : inondations	50 000.-
• Ethiopie et Erythrée , <i>Croix-Rouge suisse</i> : secours alimentaire	80 000.-
• Erythrée , <i>Sebsham</i> : Participation à l'édification d'un centre médical à Quazien	50 000.-
• Palestine , <i>Hope flowers school</i> : Aide d'urgence pour la réparation d'une école endommagée par des tirs israéliens, Bethléem	7 923.-
• Palestine , <i>Hope flowers school</i> : Réfection d'un préau d'école, Bethléem	30 000.-
• Tchéchénie , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Crédit extraordinaire	50 000.-
• <i>CICR</i> , fonctionnement	200 000.-
• <i>Médecins sans frontières</i> , fonctionnement	8 600.-

Total des contributions versées

1 709 523.-

Contributions 2000 pour les pays en développement



Autres contributions en 2000 (ne concernant pas les pays en développement)

• Israël , <i>Fondation de Jérusalem-jardins de paix</i> : Jardin d'enfants multiconfessionnel (soutien d'une classe par année scolaire)	75 000.-
• Genève , <i>Korczak</i> : Accueil d'un groupe de travail israélo-palestinien	20 000.-
• Aide aux communes suisses	8 000.-
• <i>Chaîne du bonheur</i> : aide d'urgence suite aux intempéries d'octobre en Valais et en Italie du Nord	50 000.-
• <i>Village alternatif au salon du livre</i> , fonctionnement	47 500.-



Le Conseil administratif de la Ville de Genève s'est engagé à augmenter les crédits de coopération afin d'atteindre à la fin de la législature (2003) le 0.7 % de son budget de fonctionnement.

Coopérer, c'est se battre ensemble pour un autre monde

Si la dette du tiers monde a littéralement explosé au cours de ces trente dernières années, les pays occidentaux, les grandes banques et compagnies du Nord, la Banque mondiale en sont les premiers responsables. Certes, leurs «correspondants» du Sud ne se sont souvent pas fait prier pour emprunter, empochant bakchichs au passage. Mais l'initiative en revient principalement aux premiers, poussés par une quête effrénée de nouveaux débouchés pour leurs produits et capitaux.

«Développement», «modernisation», «croissance des exportations» seraient au bout du chemin, promettait la Banque mondiale aux pays du Sud. On est loin du compte: pour principal résultat, ces derniers se retrouvent aujourd'hui écrasés par une dette insurmontable. Les gouvernements passent ou trépassent, mais les peuples demeurent, corvéables à merci et «ad aeternam».

Mis à part quelques allègements plus symboliques que réels, la seule réponse des grandes puissances financières à ce problème fut d'imposer les fameux Programmes d'ajustements structurels (PAS). Leurs conséquences pour les populations du Sud sont connues: coupes rases dans les budgets sociaux, privatisations des services publics, licenciements massifs, baisse des salaires, détérioration des systèmes d'enseignement et de santé, misère accrue, petits paysans chassés de leurs terres, etc. A bien des égards, les populations du Nord ont subi d'ailleurs les mêmes politiques, sous des formes atténuées...

Par contre, les résistances contre ces PAS en Afrique, Amérique latine ou Asie sont souvent ignorées ou même tuées.

Donnant la parole à des militant-e-s, ce petit livre du **CETIM**, association membre de la FGC, en narre le déroulement dans six pays. Son but: non seulement informer, mais favoriser alliances et solidarités au travers des océans.

L'appui de la FGC a permis de le rendre accessible au plus grand nombre: Frs. 8.-, plus de dix mille exemplaires diffusés, dont mille gratuitement dans le Sud au travers de divers réseaux associatifs (FGC, ATTAC, CADTM...).

Les ONG ne peuvent se contenter de pallier, tant bien que mal, les conséquences catastrophiques pour le Sud des politiques de la troïka OMC-FMI-BM. La meilleure coopération, c'est de se battre ensemble POUR UN AUTRE MONDE.

Florian Rochat,

CETIM (Centre Europe-tiers monde) «Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé, mais un seul monde mal développé».

Des bibliothèques accessibles à tous au Pérou

Point de départ. L'association *Kallpa* a vu le jour au Pérou de la volonté de plusieurs personnes de mettre en place des programmes de santé pour les élèves des écoles publiques de certains quartiers marginaux de Lima. Ce groupe de personnes comptait une infirmière suisse autour de laquelle un groupe d'amis à Genève décida de se mobiliser pour trouver des appuis financiers. Le petit groupe de soutien ainsi formé s'est par la suite structuré en véritable association partenaire, qui prit alors le nom de *Kallpa-Genève*, et qui se fixa l'objectif de soutenir le travail de son homologue *Kallpa-Pérou*.



L'association **Kallpa** développe, depuis plus de dix ans, un programme de santé communautaire pour les écoles. L'idée est que les élèves et le personnel des centres éducatifs et par extension la population proche du quartier (familles, associations...) intègrent des notions de santé. Cette «stratégie de santé scolaire», mise en place dans des quartiers marginaux de Lima, a été adaptée à d'autres régions du Pérou (Andes, Amazonie), en accord avec les Ministères de l'éducation et de la santé.

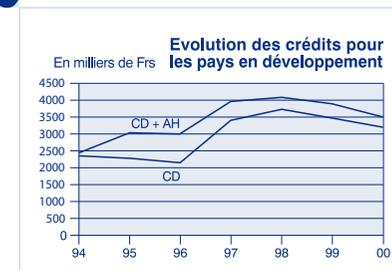
Kallpa a aussi développé un Centre de documentation en santé comprenant

son propre matériel pédagogique ainsi que des documents relatifs à la santé en Amérique de Sud et à l'éducation populaire. Pour donner la possibilité à la communauté scolaire de mieux utiliser et de s'approprier l'information à la santé, Kallpa a développé une dynamique adaptée aux bibliothèques scolaires, dans le but de rendre les bibliothèques existantes plus fonctionnelles.

Ce projet pilote, prévu sur deux ans, propose à 15 écoles défavorisées de Lima un appui matériel, financier et didactique pour créer des comités spécifiques et développer les bibliothèques scolaires. Ces comités des bibliothèques sont représentatifs d'une large population scolaire (le/la bibliothécaire, la direction, des enseignants, des élèves et des parents). Ils prennent en charge l'organisation et la promotion des bibliothèques et ils s'occupent du développement de l'information à la santé en réalisant notamment des campagnes de santé. Pour Kallpa, chaque bibliothèque doit devenir un centre de ressource pour stimuler l'apprentissage et un lieu vivant, à la portée de tous-tes.

Cette dynamique est responsabilisante. Elle engendre beaucoup de satisfaction, d'intérêts et d'échanges pour la population scolaire et celle du quartier. Le travail en réseau entre les bibliothèques scolaires et le centre de documentation de Kallpa permet de poursuivre un appui à distance (notamment par courrier électronique). Ce réseau permettra un effet multiplicateur à d'autres quartiers.

Projet également soutenu par la DDC et l'Etat de Genève



Contributions versées en 2000

Coopération au développement - en collaboration avec la FGC

Projets de développement	Description	Montant
• Algérie, Humanitel	Electricité solaire pour les camps de réfugiés sahraouis, Tindouf	164 336.-
• Bangladesh, Enfants du monde	Nouveau programme de développement communautaire urbain, Jessore et environs	68 786.-
• Bangladesh, Enfants du monde	Développement et formation communautaire rural (Uttaran), districts de Satkhira, Khulna et Jessore	113 000.-
• Brésil, Terre des hommes Suisse-Genève	Prévention et lutte contre la violence domestique et sexuelle des femmes et des enfants du nord-est du Brésil, Ville de Cabo, Pernambuco	106 966.-
• Colombie, Institut universitaire d'études du développement	Formation de leaders pour la démocratisation et le développement de cinq municipalités du nord de Santander	102 345.-
• Colombie, Terre des hommes Suisse-Genève	Formation à l'élaboration d'un programme éducatif institutionnel (PEI) «Abriendo Caminos», Santafé de Bogota	34 735.-
• Congo, Rép. démocratique, Commission tiers-monde de l'Eglise nationale protestante de Genève	Programme d'éducation des jeunes et des adultes du Kivu (PEDAK), Sud et Nord Kivu	58 000.-
• El Salvador, Enfants du monde	Education populaire en zones rurales marginales	24 408.-
• Equateur, Entraide internationale des unions chrétiennes suisse-HorYzon	Programme de gestion urbaine, Santo Domingo de los Colorados	43 347.-
• Inde, Terre des hommes Suisse-Genève	Non-coupables! Soutien aux enfants de la rue ou en conflit avec la loi, Patna, Bihar	83 800.-
• Mali, Jardins de cocagne	Equipement pour l'amélioration et l'extension de la couverture de la radio rurale de Kayes	42 689.-
• Mauritanie, Jardins de cocagne	Union des coopératives de développement des communes de Bouilly et Ould Yengé, région du Guidimakha	42 635.-
• Nicaragua, Espace femmes international	Formation et organisation santé violence pour les femmes et les jeunes de la ville d'Esteli	39 818.-

• Nicaragua , <i>Traditions pour demain</i> : Restauration des traditions des peuples autochtones de la côte Atlantique	33 270.-
• Pérou , <i>Genève tiers-monde</i> : Ecoles rurales promotrices du développement local, Tabanco et environs, Piura	123 751.-
• Pérou , <i>Kallpa-Genève</i> : Bibliothèques scolaires en éducation pour la santé, Côte sud de Lima	73 031.-
• Sénégal , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Prévention et nutritionnelle dans la commune de Guédiawaye, Dakar	27 220.-
• Togo , <i>Genève tiers-monde</i> : Diversification agricole et production d'ananas biologiques, préfectures d'Avé et d'Agou	111 197.-
• Togo , <i>Genève tiers-monde</i> : Education et formation professionnelle des jeunes filles en situation à risque, Lomé	54 245.-

Projets de prévention de la culture et de la consommation de plantes à drogue financés par le Fonds spécial du Canton - en collaboration avec la FGC

• Bolivie , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Appui à la formation scolaire et professionnelle des jeunes, Province Zudanez	65 218.-
• Brésil , <i>Mouvement pour la coopération internationale</i> : Vivre et Apprendre, Rio de Janeiro	77 777.-
• Brésil , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Programme d'actions intégrées pour les populations indiennes et riveraines de la vallée du Javari, Communes de Atalaia do Norte et Benjamin Constant, Etat d'Amazonas	18 695.-
• Colombie , <i>Genève tiers-monde</i> : Programme d'éducation et gestion environnementale avec la Communauté «el Limonar» Medellin	164 364.-
• Pérou , <i>La Florida-Pérou</i> : Appui au développement agricole et communautaire, Coopérative La Florida, Province de Chanchamayo, Haute Amazonie	117 941.-
• Uruguay , <i>Terre des hommes Suisse-Genève</i> : Barrilete - Prévention de la consommation de drogue et assistance à des enfants et des jeunes toxicodépendants dans des quartiers populaires de Montevideo	138 100.-

Projets d'information

• <i>Commission tiers-monde de l'Eglise catholique</i> : La voix du Sud dans les médias du Nord - Réseau sud de journalistes	25 000.-
• <i>Institut universitaire d'études du développement</i> : Cycle de films sur le développement social	5 775.-

Subvention de fonctionnement

• <i>Fédération genevoise de coopération</i>	190 000.-
--	-----------

Coopération au développement - autres collaborations

Projets de développement	• Afrique , <i>Bangwe</i> : Soutien aux journées de formation et d'information des femmes africaines engagées dans la lutte pour la paix et la non-violence dans la région des Grands Lacs (Burundi, Congo, Rwanda)	15 000.-
	• Afrique , <i>Enseignants sans frontières</i> : Stages de formation pédagogique à des enseignants africains (Burkina Faso et Sénégal)	5 000.-
	• Albanie , <i>Croix-Rouge jeunesse Genève</i> : Programme de soutien aux enfants	20 000.-
	• Albanie , <i>Union pour un avenir meilleur</i> : Ecole de formation professionnelle pour les enfants des rues, Saranda	30 000.-
	• Arménie , <i>Union générale arménienne de bienfaisance</i> : Réparation du système d'irrigation du village de Yeghegnavan, Région d'Ararat	15 000.-
	• Burkina Faso , <i>Arvan</i> : Cantines scolaires et fournitures d'écoles collectives, Département de Namissignima, Province de Yatenga	16 950.-
	• Cameroun , <i>Médecine Yaoundé</i> : Convention de coopération entre les Universités de Genève et de Yaoundé	75 000.-
	• Colombie , <i>Fondation aide aux enfants</i> : Approvisionnement de la cantine d'un foyer Bambi pour enfants orphelins, Cali	13 000.-
	• Cuba , <i>Medicuba</i> : Matières premières pour la production de médicaments	5 000.-
	• Equateur , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Programme de santé intégrée avec les communautés Quechua de la région amazonienne	50 000.-
	• Inde , <i>Jeûne fédéral Genève</i> : Réalisation de projets de développement rural dans le sous-continent indien	10 000.-
	• Inde , <i>Zanzkar</i> : Construction d'une école à Stongday	220.-
	• Guinée , <i>Département de justice et police et des transports</i> : Programme de formation entre la police genevoise et la police guinéenne	22 000.-
	• Haïti , <i>Association de l'avenir</i> : Construction d'une école à Frères	35 000.-
	• Haïti , <i>Lumières pour Haïti</i> : Cantine scolaire du collège de l'union des universitaires, bidonville «Cité Soleil» à Port-au-Prince	10 000.-
	• Mali , <i>Anitié-Mali</i> : Construction d'un centre médical et paramédical, Kani Kombolé, Pays Dogon	10 000.-
	• Maroc , <i>Soleil pour tous</i> : Installation d'un système de chauffage solaire, Tamdaght	20 000.-
	• Palestine , <i>Aide sanitaire suisse aux Palestiniens</i> : Hôpital Makassed, Jérusalem-Est.	51 500.-
	• Philippines , <i>Nouvelle planète</i> : Accueil et formation des enfants libérés de prison, Manille	5 000.-

	• <i>Département de l'instruction publique</i> (Formation): Soutien aux étudiants des pays en développement à titre d'assistance technique	50 000.-
	• <i>EMA-Genève</i> : Salon international des marchés émergents	12 000.-
	• <i>Giocasolida Genève</i> : Atelier de valorisation de jouets usés destinés aux enfants déavorisés dans les pays en développement	36 000.-
	• <i>Inforoutes francophones-Genève</i> : Formation en santé communautaire entre les Universités de Genève, Beyrouth et Yaoundé	20 000.-
	• <i>Institut universitaire d'études du développement</i> : Bourses d'études pour les étudiants de pays en développement	190 000.-
Projets d'information	• <i>DoCip</i> : Bulletin d'information «Update»	20 000.-
	• <i>Festival médias Nord-Sud</i> : 16e festival portant sur les questions de développement et les rapports Nord-Sud, Genève	20 000.-
	• <i>Festival black movie</i> : Promotion de jeunes réalisateurs africains, Genève	5 000.-
	• <i>Espace Afrique internationale</i> : Manifestation culturelle d'information et de sensibilisation sur l'Afrique lors du Sommet mondial sur le développement social de l'ONU	5 000.-

Projets de prévention de la culture et de la consommation de plantes à drogue financés par le Fonds spécial du Canton - Etat de Genève

	• Colombie , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Services de santé s'insérant dans un programme de développement rural durable, Région nord du Département du Cauca	60 000.-
	• Colombie , <i>Vivamos mejor</i> : Lutte contre la production de drogue, Communauté de Leiva	120 000.-
	• Equateur , <i>Nuestros jovenes</i> : Lutte contre la toxicomanie	100 000.-
	• Thaïlande , <i>Le sourire de Chiang Khong</i> : Construction d'un foyer pour les enfants exposés à la drogue et à la prostitution, Chiang Rai	11 048.-

Aide humanitaire (Somme prélevée sur le «droits des pauvres»)

	• Afrique australe , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Aide d'urgence en faveur des victimes d'inondations	200 000.-
	• Venezuela , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Aide d'urgence en faveur des victimes des coulées de boue suite aux pluies torrentielles	70 000.-
	• Vietnam , <i>Croix-Rouge suisse</i> : Aide d'urgence en faveur des victimes des inondations	50 000.-

Total des contributions versées* **3 528 167.-**

Contributions 2000 pour les pays en développement

- en % des dépenses: 0.06%
- en Frs par habitant: 8.55



Les députés au Grand Conseil ont voté, le 4 octobre 2001, une loi qui fixe à 0,7% de son budget de fonctionnement le montant pour l'aide au développement, la promotion de la paix, la défense des droits sociaux et de la personne.

* Les contributions versées décrites dans ces pages concernent uniquement celles du Département de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures.

Cycle de films sur le développement social

Le Cinéma des trois mondes est une association culturelle rattachée à l'**Institut universitaire d'études du développement (IUED)**, association membre de la FGC, qui organise des cycles de films thématiques ou sur des régions particulières et favorise la diffusion à Genève de films de réalisateurs des autres continents.

Le cycle de films «développement social» a été organisé du 19 juin au 1er juillet 2000 dans le cadre du Forum social Sud-Nord organisé par la FGC, en marge du Sommet mondial pour le développement social organisé par les Nations Unies. Nous voulions apporter une contribution à la meilleure compréhension des enjeux du développement social et soulever l'importance d'une action concertée de la communauté internationale (pays du Nord et du Sud, organisations internationales et ONG) pour lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales.

L'objectif principal était de proposer des films sur les conditions de travail et montrer que certains problèmes sociaux concernent aussi bien le Nord que le Sud. Les thèmes abordés dans les films portaient sur:

- La paupérisation et la précarité sociale, avec la présentation de films du «cinéma social européen», des films sur l'exclusion à Genève (sans-abri, jeunes marginaux), ainsi que des films du Sud sur les problèmes sociaux actuels (enfants de la rue, violence urbaine,...);
- Les conditions de travail et le travail des enfants;
- Les formes d'organisations au Sud pour œuvrer en faveur du développement social. Plusieurs films montraient ainsi le travail essentiel de femmes pour apporter des réponses à certains problèmes sociaux.

Par son accès facile et l'émotion directe qu'il transmet, le cinéma est un moyen privilégié de sensibiliser les gens aux problèmes des pays du Sud, de nous ouvrir à la compréhension d'autres cultures, ainsi que de créer des ponts entre le public genevois, la communauté étrangère résidant à Genève et les personnes actives dans la coopération au développement et dans les organisations internationales.

La production cinématographique, importante dans certains pays du Sud, a très peu accès aux écrans des cinémas commerciaux à Genève. Pour cette raison, nous souhaitons promouvoir la diffusion de films de réalisateurs du Sud et favoriser les échanges culturels avec le cinéma documentaire suisse tourné dans les pays du Sud, ainsi que des films sur les communautés d'étrangers résidant à Genève.

Gérard Perroulaz, coordinateur du Cinéma des trois mondes, IUED

Projet également soutenu par la Ville de Genève

Genre : entre les rideaux Des femmes contre la violence au Venezuela

Point de départ. Le partenariat entre *Espace femmes international (EFI)* et *Círculos femeninos populares (CFP)* a été établi par une militante d'EFI qui avait travaillé auparavant au Venezuela. En effet, cette personne, qui avait gardé des liens étroits avec ce pays, fut intéressée par l'association *CFP* qui était alors mobilisée par l'application d'un projet de lois sur les violences domestiques. Après plusieurs rencontres lors de voyages au Venezuela, de nombreux objectifs se sont révélés être communs entre les deux associations qui se sont alors engagées dans un partenariat.



Au Venezuela, battre une femme ou abuser d'elle n'était pas considéré comme un délit jusqu'à ce que la *loi contre la violence envers la femme et la famille* soit promulguée en 1991. Depuis lors, de nombreuses associations travaillent sur les moyens pour prévenir, sanctionner et éradiquer les différentes formes de violence qui sont subies par les femmes et qui étaient jusqu'alors légitimées sur le plan juridique et culturel.

C'est dans ce contexte qu'un projet de coopération entre **Espace femmes international-EFI**, qui est une association membre de la FGC, et les **Círculos femeninos populares-CFP-Mérida** a débuté le 1er août 1999.

Aussi, on peut rappeler que les CFP est une organisation de femmes qui s'est créée en 1974 dans la capitale Caracas. Depuis lors, des sections provinciales se sont formées au gré des forces locales, chacune complètement autonome, mais en liaison avec les autres sur le plan national.

La section de Mérida a vu le jour en 1996, avec les objectifs suivants :

- sensibiliser les femmes à leurs droits et leur donner les moyens de les faire respecter;
- sur le plan personnel, renforcer l'estime et la confiance en soi;
- développer des activités de prévention de la grossesse précoce auprès des adolescentes et de leur entourage.

Concrètement, une équipe d'initiatrices (15 personnes) a été formée à travers plusieurs journées de réflexion, des ateliers de formation et des réunions de coordination mensuelle. Ensuite, ces initiatrices ont, à leur tour, organisé différents ateliers dans neuf communautés populaires. Enfin, des mini-cycles de formation sur la prévention de la grossesse précoce ont été organisés dans les écoles de ces communautés.

Ainsi, on peut conclure en soulignant que ce projet ne s'intéresse pas aux besoins «matériels» de la population concernée, mais plutôt à ses besoins «immatériels», considérés ici comme le moteur principal pour améliorer les conditions endurées par les femmes au Venezuela.

Projet soutenu également par la DDC et Carouge

Projet de prévention de la culture et de la consommation de plantes à drogue financé par le Fonds spécial de l'Etat de Genève en collaboration avec la FGC

Colombie : Quand «jeune» n'est plus synonyme de «hors la loi» !

Point de départ. Le directeur de *Penca de Sábila* a saisi l'occasion d'une invitation à Genève lors d'une conférence internationale de l'ONU pour laisser le descriptif d'un de ses projets à *Genève tiers-monde (GeTM)*. Quelques années plus tard, lors d'une tournée de recherche de fonds à travers l'Europe, le directeur s'est à nouveau présenté à *GeTM* avec qui un partenariat pour le projet de El Limonar se mit en place.



Relogement forcé, chômage, environnement dégradé et violence entre bandes de jeunes recrutés par les trafiquants de drogue font de El Limonar l'un des quartiers les plus marginalisés de Medellín.

C'est dans le but d'y renforcer les liens sociaux que **Penca de Sábila**, partenaire de **Genève tiers-monde**, association membre de la FGC, a encouragé les habitants à prendre conscience de leur situation, à mettre en commun leurs problèmes et à rechercher des solutions alternatives. Le projet a été confronté à la nécessité de répondre aux besoins matériels des femmes et des jeunes sans renoncer pour autant à la réflexion sur leur rôle au sein du quartier et à l'amélioration de leurs compétences par des cours d'alphabétisation, des formations et de mise en contact avec d'autres collectifs similaires.

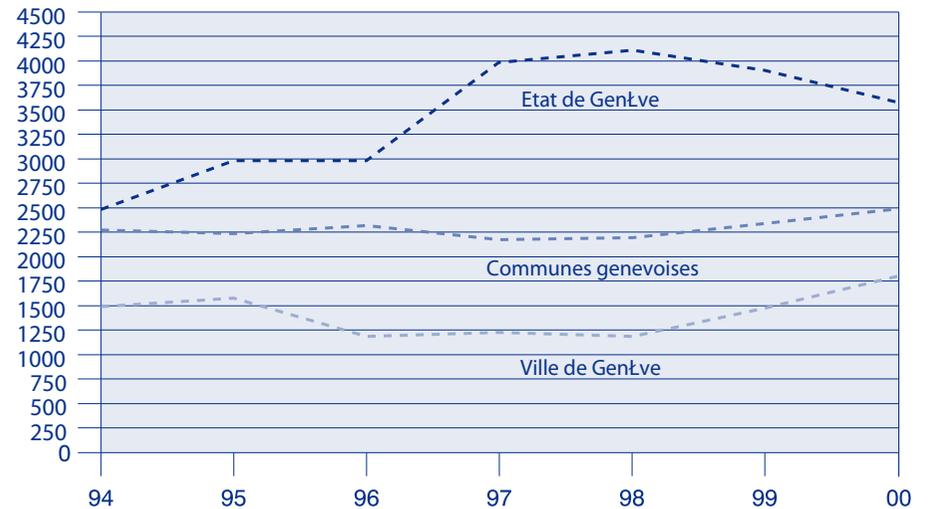
La gestion environnementale du quartier a servi de moteur d'intégration de la population jeune à la dynamique communautaire. Malgré le climat d'affrontement entre bandes, des jeunes ont accepté de participer aux campagnes de recyclage de déchets et de plantation d'arbres. Ensuite, une école de leadership, des formations professionnelles et des espaces de réflexion mis en place dans le cadre du projet ont fourni des alternatives permettant aux jeunes de se faire une place dans une société qui les avait marginalisés.

Les femmes et les jeunes reçoivent des formations et des supports techniques pour des activités génératrices de revenus comme la culture de fruits et de fleurs, la fabrication du compost ou encore le recyclage inorganique. L'insertion au circuit économique de la ville et le renforcement de la capacité de négociation avec les autorités restent prioritaires dans la démarche proposée.

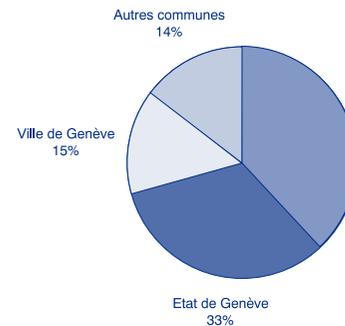
Le travail de Penca de Sábila à El Limonar s'appuie sur une grande implication de la communauté et sur sa volonté d'aller au-delà des circonstances immédiates. Pour Genève tiers-monde, il s'agit de mener un partenariat enrichissant dans un contexte très complexe, de par la nature du projet et l'aggravation de la situation de violence en Colombie.

Evolution des contributions genevoises attribuées à la coopération au développement et à l'aide humanitaire pour les pays en développement

En milliers de Frs



Origine des contributions qui transitent par la FGC pour les projets de développement et d'information, moyenne des années 1996-2000



Répartition par continent des financements obtenus pour les projets FGC, 1996-2000

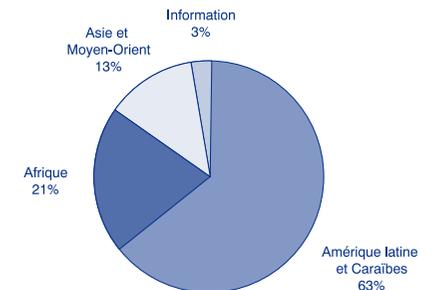


Tableau récapitulatif

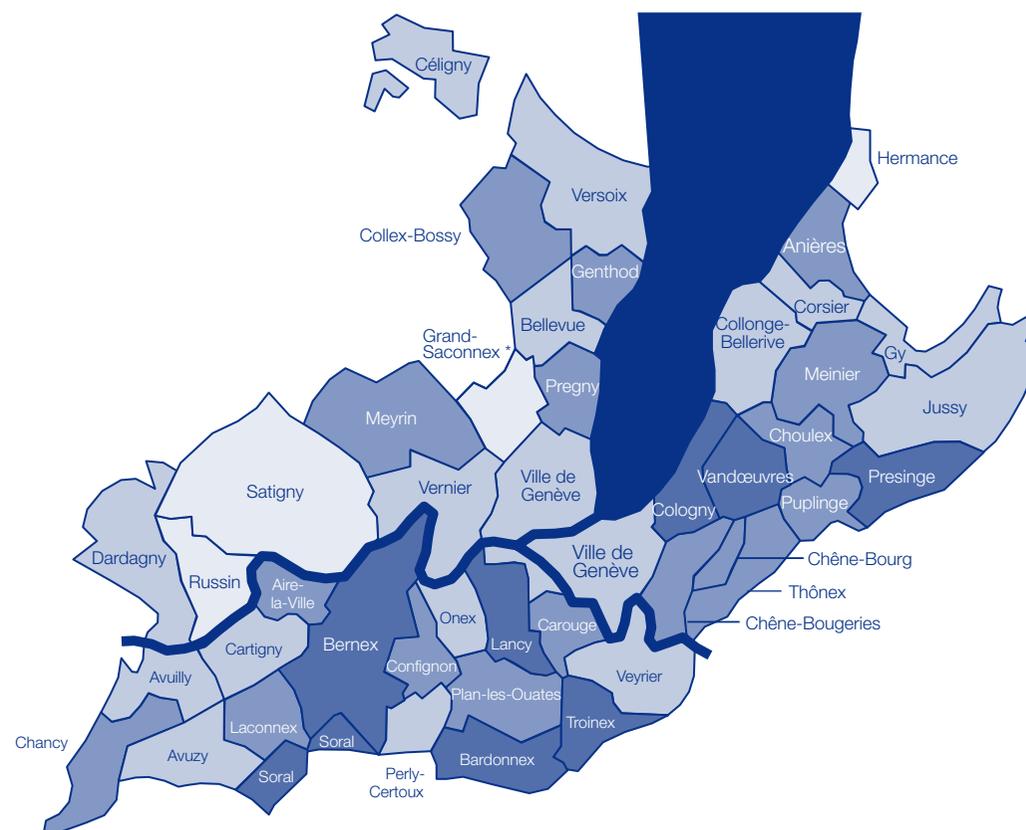
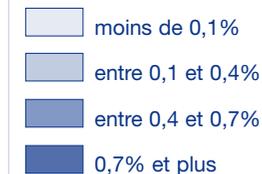
Tableau récapitulatif des contributions des collectivités publiques (1990, 1995, 2000)

Collectivités publiques	%des dépenses de fonctionnement			Frs par habitant			Montants versés		
	1990	1995	2000	1990	1995	2000	1990	1995	2000
Aire-la-Ville	0.81	0.47	0.53	17.65	10.30	9.10	9'000	7'000	7'000
Anières	0.66	1.01	0.54	9.00	14.35	12.05	13'500	24'000	24'000
Avully	0.40	0.22	0.25	4.50	3.95	4.05	7'000	7'000	7'000
Avusy	0.38	0.43	0.28	7.50	6.20	6.00	7'000	7'000	7'000
Bardonnex	0.39	0.75	0.89	5.90	11.80	14.30	10'250	23'000	30'000
Bellevue	0.21	0.28	0.34	3.65	4.80	7.45	5'700	8'331	13'150
Bernex	0.78	0.76	0.72	12.50	15.35	13.85	110'000	130'000	120'817
Carouge	0.69	0.62	0.57	15.25	16.40	15.45	228'531	275'198	268'800
Cartigny	0.56	0.47	0.14	9.05	9.30	2.60	6'000	7'000	2'000
Céligny	(a)	0.88	0.36	(a)	13.60	9.60	(a)	10'000	6'000
Chancy	0.53	0.43	0.46	10.75	10.20	10.70	7'000	8'500	9'800
Chêne-Bougeries	0.37	0.53	0.61	5.35	10.30	11.10	50'000	99'000	108'400
Chêne-Bourg	0.30	0.26	0.42	4.55	4.80	7.90	29'200	31'000	57'000
Choulex	0.39	0.76	0.66	6.50	16.85	15.00	5'500	15'200	14'200
Collex-Bossy	0.35	0.44	0.64	6.05	8.25	11.75	6'000	8'824	15'180
Collonge-Bellerive	0.43	0.31	0.33	8.60	5.00	7.00	43'100	27'234	44'500
Cologny	1.11	0.44	0.96	28.65	18.30	37.10	107'500	84'420	176'122
Confignon	0.32	0.56	0.52	4.35	10.45	10.05	11'500	29'200	30'400
Corsier	0.18	0.30	0.30	4.45	7.10	8.20	7'000	11'100	13'890
Dardagny	0.34	0.29	0.29	7.00	7.05	6.95	7'500	8'800	8'980
Genthod	(b)	(b)	0.68	(b)	(b)	14.95	(b)	32'200	33'000
Grand-Saconnex	0.26	0.62	(c) 0.03	5.40	15.20	(c) 0.60	36'200	108'409	(c) 5'000
Gy	(a)	0.20	0.21	(a)	4.80	5.70	(a)	1'420	2'100
Hermance	0.21	0.00	0.00	4.80	0.00	0.00	3'300	0	0
Jussy	0.12	0.26	0.13	2.70	6.60	3.15	2'500	7'000	3'500
Laconnex	0.73	0.62	0.60	14.90	14.00	15.15	7'300	7'000	8'100
Lancy	0.71	0.69	0.70	14.75	16.20	15.25	347'530	406'689	391'000
Meinier	0.30	0.29	0.48	6.10	4.60	9.95	9'800	7'500	16'762
Meyrin	0.51	0.52	0.48	9.50	12.30	11.95	200'000	245'615	235'000
Onex	0.16	0.15	0.17	2.60	2.50	3.15	42'000	40'000	52'000
Perly-Certoux	0.07	0.06	0.15	1.15	0.90	2.35	3'000	2'400	6'500
Plan-les-Ouates	0.37	0.61	0.53	7.40	14.05	19.30	38'500	77'400	131'150
Pregny-Chambésy	(b)	0.52	0.52	(b)	9.10	9.25	(b)	26'597	28'700
Presinge	(a)	0.45	0.85	(a)	6.70	17.25	(a)	4'000	9'512
Puplinge	0.32	0.59	0.61	4.65	10.00	12.90	10'000	21'000	26'500
Russin	(b)	0.15	0.00	(b)	2.65	0.00	(b)	1'000	0
Satigny	-	0.11	0.03	-	3.20	1.15	-	8'000	3'200
Soral	0.82	0.59	0.71	13.85	12.40	15.90	7'000	7'000	9'500
Thônex	0.44	0.49	0.46	5.50	8.10	8.05	56'500	91'000	100'000
Troinex	(a)	1.36	1.25	(a)	31.40	31.35	(a) 100	43'850	62'150
Vandoeuvres	0.64	0.66	0.96	15.65	18.55	29.50	30'000	36'000	68'811
Vernier	0.28	0.34	0.38	4.15	6.10	7.50	120'000	174'640	220'000
Versoix	0.30	0.26	0.31	4.70	5.20	6.15	41'800	49'500	66'500
Veyrier	0.10	0.18	0.26	1.80	3.10	4.70	13'000	24'000	42'000
Ville de Genève	0.23	0.22	0.22	8.30	9.20	9.60	1'426'325	1'242'979	1'709'523
Etat de Genève	(b)	0.06	0.06	(b)	7.60	8.55	2'188'000	3'032'402	3'528'167
Totaux							5'254'036	6'519'408	7'717'914

(a) la totalité (ou presque totalité) du montant budgété a été attribuée à la Roumanie
 (b) chiffres non communiqués ou incomplets
 (c) y compris les crédits pour la Roumanie: 0,60%, Frs 14.60, Frs 122 200

Participation des communes

Participation des communes à la solidarité internationale pour les pays en développement (coopération au développement et aide humanitaire) en pourcentage de leurs dépenses de fonctionnement en 2000



* crédits pour la Roumanie non-compris

Liste des associations membres de la FGC

AccEd
M. Fernando Colella
Av. des Tilleuls 3
1203 Genève
(022) 940 02 80
www.club.ch/acced

Aide sanitaire suisse
aux Palestiniens
Rue des Savoises 15
1205 Genève
(022) 329 82 13
www.assp.ch

Aide suisse à l'action
communautaire en Haïti
M. Philippe Durand
Rte d'Annecy 4
1256 Troinex
(022) 342 68 82
www.fgc.ch/asach.html

Association accueil
tiers-monde
M. Jacques Vittori
Bd Georges-Favon 41
1204 Genève
(022) 329 81 20

Association Alborada
M. Peter Poschen
BIT
1211 Genève 22
(022) 799 61 88

Association de solidarité
Nicaragua - El Salvador
M. Philippe Sauvin
Ave. Pictet de Rochemont 29
1207 Genève
(022) 700 50 84

Association Kallpa-Genève
Mme Françoise Weber
Rue des Bains 46
1205 Genève
(022) 321 83 72

Association Kombit
M. René Zaugg
Cressonex 1
1288 Aire-la-Ville
(022) 757 10 13

Association la Florida - Pérou
M. Dominique Seydoux
Rue E. Racine 6
1202 Genève
(022) 733 09 18

Association pour le
développement des aires
protégées (ADAP)
M. Yves Hausser
Rue des Savoises 15
1205 Genève
(022) 320 76 75
www.adap.ch

Association scoutisme
tiers-monde
M. Jean-Luc Bertrand
CP 241, 1211 Genève 4
(022) 705 10 10 / 22

Association suisse des
amis d'Haïti
M. Louis Berlie
Rte La Repentance 21
1222 Vérenaz
(022) 752 36 33
www.fgc.ch/asah.html

Association Suisse-Cameroun
Mme Adèle Moynat
Ch. de la Chevillarde 28
1208 Genève
(022) 786 02 57

ATD quart-monde
M. Ronald Muller
Ch. Galiffe 5
1201 Genève
(022) 344 41 15
www.atdwwqm.ch

Cap-vert Genève
CP 2001, 1211 Genève 2
(022) 300 13 23

Caritas Genève,
Service tiers-monde
Rue de Carouge 53
CP 148, 1211 Genève 4
(022) 708 04 44
caritastiersmonde.isuisse.com

Centrale sanitaire suisse
(Romande)
Rue des Savoises 15
1205 Genève
(022) 329 59 37

Centre Europe tiers-monde
Rue Amat 6
1202 Genève
(022) 731 59 63
www.cetim.ch

Centre haïtien de recherches et
de documentation
Bd James-Fazy 12
CP 125, 1211 Genève 12
(022) 734 05 87
www.chrd.org

Centre social protestant
M. Pierre-Alain Champod
Rue du Village-Suisse 14
CP 177, 1211 Genève 8
(022) 807 07 00
www.csp-ge.ch

Commission tiers-monde
de l'Eglise catholique
M. Dominique Froidevaux
Bd du Pont-d'Arve 16
1205 Genève
(022) 708 00 78
www.cath.ch/cotmec

Commission tiers-monde de
l'Eglise protestante de Genève
Rue Gourgas 24
CP 230, 1211 Genève 8
(022) 807 27 30

Croix-Rouge genevoise
Mme Métrailler Christine
Rte des Acacias 9
1211 Genève 24
(022) 342 40 50

Déclaration de Berne,
Comité genevois
Mme Karine Bonvin
Chemin des Epineuses 19
1213 Onex
(022) 757 69 04
www.ladb.ch

Liste des associations membres de la FGC

Education & libération
M. Jean-Pierre Lagnaux
CP 61, 1211 Genève 28
(0033) 450 04 55 48

Enfants du monde
CP 159, 1218 Grand-Saconnex
(022) 798 88 81
www.edm.ch

Espace femmes international
Rue de la Tannerie 2
1227 Carouge
(022) 300 26 27

Formation
pour l'autopromotion
Mme Gladys Rocuping
CP 6, 1241 Puplinge
(022) 348 96 31

Frères de nos frères
Rue Michel-Chauvet 22
1208 Genève
(022) 735 30 74

Genève tiers-monde
Rue de Carouge 53
1205 Genève
(022) 329 67 68
www.getm.fgc.ch

Groupe de réalisations
audiovisuelles
pour le développement
CP 41, 1211 Genève 9
076 - 330 65 09
www.globenet.org/grad

Helvetas, Section de Genève
M. Bruno Beuret
Bd Carl-Vogt 74
1205 Genève
(022) 321 65 17
www.helvetas.ch

HorYzon, Section genevoise
M. Carlos Sanvee
Clos-Belmont 12
1208 Genève
(022) 849 51 03
www.horyzon.ch

Humanitel
Rue des Maraîchers 42
1205 Genève
(022) 708 88 92

Innovations et réseaux
pour le développement
CP 116, 1211 Genève 20
(022) 734 17 16
www.iredforum.com
www.iredafrica.org

Institut pour le développement et
l'éducation des adultes
Ch. Auguste-Vilbert 14
CP 25, 1218 Grand-Saconnex
(022) 798 95 20

Institut universitaire
d'études du développement
M. Jean-Pierre Gontard
CP 136, 1211 Genève 21
(022) 906 59 89
www.unige.ch/iued

Les Jardins de cocagne,
solidarité Nord et Sud
M. Reto Cadotsch
Ch. Ancienne-Tannerie 5
1284 Chancy
(022) 756 34 45

Magasins du monde Genève
Bd Carl-Vogt 7
1205 Genève
(022) 329 83 30
www.mdm.ch

Mouvement populaire des
familles, Genève
M. Jean Blanchard
CP 155, 1221 Genève 17
(022) 786 47 02

Mouvement pour la coopération
internationale
Mme Christiane Escher
Rue du Nant 30
1207 Genève
(022) 735 57 44

Œuvre suisse d'entraide ouvrière
M. Charly Barone
Rue Baudit 4
1201 Genève
(022) 310 10 63

Oikocredit, Association suisse
romande de soutien
M. Jean-Pierre Thorimbert
Ch. Grands-Buissons 28
Sézenove, 1233 Bernex
(022) 949 02 11
www.fgc.ch/oikocredit

Recherches et applications
de financements alternatifs au
développement
Rue de Varembe 1
CP 117, 1211 Genève 20
(022) 733 50 73
www.fig-igf.org

Société religieuse suisse
des amis (quakers) - Genève
Mme Bridget Dommen
Ch. des Mollies 100
1293 Bellevue
(022) 774 18 84
www.quono.org

Société suisse pour la protection
de l'environnement
Rue Saint-Ours 6
1205 Genève
(022) 329 99 29

Syndicat interprofessionnel des
travailleuses et travailleurs
M. Giovanni Albano
Mme Françoise Weber
CP 3287, 1211 Genève 3
(022) 818 03 00
www.sit-syndicat.ch

Terre des hommes Suisse
Genève
Ch. Frank-Thomas 31
1208 Genève
(022) 736 36 36
www.tdh-geneve.ch

Traditions pour demain
M. Jean-François Reymond
Rue du Perron 17
1204 Genève
(022) 311 50 51

Villages d'Afrique
M. Eric Dubouloz
CP 191, 1233 Bernex
(022) 823 04 25
www.villages-afrique.org